

- 1 -
SÉNAT

Table alphabétique des Orateurs et Auteurs

SESSION ORDINAIRE DE 1961-1962

S.A.R. le Prince Albert, Prince de Liège, sénateur de droit.

Ann. — Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale. — Discours : concernant l'utilité d'une mission en Extrême-Orient, l'opportunité du moment choisi pour l'accomplir ; l'importance des marchés d'outre-mer, le choix des marchés à visiter, la nécessité d'un « follow up », le caractère exploratoire de la mission, le bilan positif de la mission ; la composition de la mission, les pays visités ; la rapidité de la croissance économique au Japon, le plan décennal prévoyant le doublement du revenu national, l'accroissement des importations de biens d'équipement au Japon, les possibilités qu'offre Hong-Kong ; les possibilités pour l'exportation vers la Malaisie ; la nécessité de poursuivre l'effort de pénétration dans les marchés visités, l'octroi de crédits à long terme, la valorisation des productions des pays en voie de développement ; pp. 1242 à 1245 (27 juin 1962).

A

Adam, sénateur provincial de Luxembourg.

Doc. — N° 50. — Rapport + Annexe : Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962.

N° 387. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

N° 407. — Sous-amendement à l'amendement présenté par le Gouvernement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 414. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

N° 419. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 237 (7 décembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 282, 283 (13 décembre 1961).

Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant le quasi-équilibre du budget ordinaire, le budget extraordinaire, l'accroissement des recettes, l'augmentation des dépenses de l'Etat, la revalorisation de la fonction publique, la promotion des investissements, la préoccupation du gouvernement d'améliorer la trésorerie, la limitation de l'accroissement de la dette publique, la suppression du Fonds permanent d'égalisation des budgets, la réforme du marché monétaire, la nécessité d'une politique d'économie ; pp. 342 à 344 (19 décembre 1961) ; fait des observations ; pp. 378, 380, 388, 391 (20 décembre 1961).

Adam (suite).

Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur. — Discussion générale : fait des observations ; p. 407 (20 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le Fonds européen agricole d'orientation et de garantie, la réglementation de la viande bovine et des produits laitiers, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, la situation du marché du beurre, la fabrication de fromage et de lait en poudre, la fraude de beurre à la frontière hollandaise, l'avenir de la production laitière, la propagande pour la consommation du beurre et d'autres mesures en vue de l'élargissement du marché intérieur, le regroupement de l'industrie laitière, l'activité de la station de recherche de Libramont ; pp. 500 à 503 (25 janvier 1962).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; p. 523 (30 janvier 1962).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles. — Art. 1, 11 : intervient ; pp. 632, 639 (8 février 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 699, 700. — Discussion des articles. — Art. 6 : intervient ; p. 705 (22 février 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion. — Discours : insiste en vue du retrait de la mesure prise par le Gouvernement ; concernant le caractère insuffisamment rémunérateur de la production de pommes de terre ; p. 1101 ; fait des observations ; dépose un ordre du jour ; p. 1102 (12 avril 1962).

Interpellation de M. ORBAN au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Culture. — Discussion : dépose un ordre du jour qui est adopté ; p. 1171 (14 juin 1962).

Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886 formant le Code rural. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1188, 1189 (21 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1754, 1755. — Vote : justifie son vote ; p. 1761 (9 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant les principales répercussions du projet sur le plan économique, la neutralité de la réforme fiscale, l'impôt spécifique sur les sociétés, l'impact de la réforme fiscale sur les bénéficiaires des sociétés commerciales, la taxation des bénéfices distribués, le régime des plus-values, la suppression des distorsions entre les différents modes de crédit, les absorptions ou fusions de sociétés, le régime spécial prévu pour les sociétés de personnes, les amendements du Gouvernement relatifs aux provisions déductibles et à la fusion ou à l'absorption des sociétés, les lacunes du projet quant aux participations industrielles et aux

Adam (suite).

amortissements; pp. 1672 à 1674 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 6: intervient, son amendement est adopté; pp. 1770, 1775, 1777. — Art. 11: intervient; pp. 1792, 1801 (10 octobre 1962). — Art. 13: intervient; pp. 1806, 1807. — Art. 11: son sous-amendement est rejeté; p. 1810. — Art. 12: retire son amendement; p. 1811. — Art. 15: retire son amendement; p. 1828. — Art. 18: intervient; p. 1848 (11 octobre 1962). — Art. 21: retire ses amendements; pp. 1860, 1863. — Art. 22: intervient, pp. 1864, 1865. — Art. 29: intervient, son amendement est adopté; pp. 1875, 1876. — Art. 34: intervient, son amendement est adopté; p. 1878. — Art. 35: intervient; pp. 1882, 1883. — Vote: justifie son vote; p. 1920 (16 octobre 1962).

Allard, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 41. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 97. — Amendement au texte présenté par la commission: Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

N° 138. — Rapport: Proposition de loi portant réglementation de la durée de stationnement sur la voie publique.

N° 162. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 273. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 284. — Amendement: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 375. — Amendement au texte adopté par la commission: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours: concernant la constitution d'un Fonds spécial de 400 millions; p. 534. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient, retire son amendement; p. 544 (31 janvier 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1442 à 1444 (12 juillet 1962); son amendement est rejeté; p. 1466 (17 juillet 1962); intervient; p. 1731; retire son amendement tendant à l'insertion d'un article 1 bis; p. 1760 (9 octobre 1962).

Validation des pouvoirs de M. LEMAL. — Donne lecture de son rapport; p. 1736 (9 octobre 1962).

B**Baltus, sénateur de l'arrondissement de Verviers.**

Doc. — N° 285. — Amendement: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la part de l'agriculture dans le revenu national, la surproduction laitière due à la fraude de beurre hollandais, le déficit du Fonds agricole, l'incidence de la politique de l'index sur l'agriculture; pp. 574, 575 (31 janvier 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations p. 1314 (4 juillet 1962). — Discours: concernant l'acceptation d'un amendement de la Volksunie à la Chambre, le changement du régime linguistique des com-

Baltus (suite).

munes de la Voer, le trilinguisme instauré dans les communes de la région de Welkenraedt, l'abandon du recensement, le patois de la région des Fourons, la langue enseignée dans cette région, la prise de position de cinq conseils communaux en faveur du maintien de leur commune dans la province de Liège; pp. 1331 à 1334 (5 juillet 1962); fait des observations; p. 1360 (11 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: fait des observations; pp. 1444 à 1446 (12 juillet 1962); pp. 1454 à 1456; son amendement est rejeté (17 juillet 1962). — Art. 2: intervient; p. 1489 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1742, 1743 (9 octobre 1962).
Ordre des travaux. — Intervient; p. 1721 (9 octobre 1962).

Beauduin, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le rôle joué par le ministre au cours de la récente session du Marché commun à Bruxelles, les dispositions que le ministre a obtenues en faveur de l'agriculture belge; les problèmes des secteurs du sucre, du beurre, du lait et de la viande, le Fonds d'investissement agricole, la part de l'agriculture dans le revenu national, le relèvement du niveau de vie de l'agriculteur; pp. 569 à 571 (31 janvier 1962).

Beeckman (Mme-Vve Vandervelde), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 127. — Rapport: Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux.

N° 184. — Rapport: Projet de loi prorogeant le mandat des membres des divers conseils de l'Ordre des médecins.

Ann. — Question orale. — Interroge le Premier Ministre au sujet de l'attitude des délégués belges lors d'une réunion préparatoire à la Conférence des Ministres du Marché commun, à l'égard d'une proposition française tendant à hâter la mise en œuvre de l'article 119 du Traité de Rome établissant l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes; fait des observations; p. 349 (19 décembre 1961).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et l'Accord relatif au Protocole financier annexe à l'Accord, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale: fait des observations; pp. 766, 767 (7 mars 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 819 (14 mars 1962); pp. 856, 857, 861. — Discours: concernant le service de secours d'urgence aux accidentés de la route, la lutte contre le cancer, le contrôle des denrées alimentaires, la réglementation en matière de colorants alimentaires, les services d'aides familiales, le coût de la journée d'entretien dans les hôpitaux, la pollution de l'air, les problèmes des malades mentaux et des enfants handicapés; pp. 862 à 864 (15 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 899, 901, 902 (21 mars 1962); pp. 984, 985 (28 mars 1962).

Projet de loi reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers. — Discussion générale: fait des observations; p. 1020 (29 mars 1962).

Projet de loi prorogeant le mandat des membres des divers conseils de l'Ordre des Médecins. — Discussion générale: intervient. — Discours: déclare que tous les ordres des médecins ne partagent pas le sentiment de l'Ordre de Liège; p. 1036 (3 avril 1962).

Interpellation de M. VANALDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; p. 1149 (13 juin 1962).

Interpellation de M. ORBAN au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre,

Beeckman (Mme-Vve Vandervelde) (suite).

Adjoint à l'Education nationale et à la Culture. — Discussion. — Discours : rappelle les arguments qui militent en faveur d'une stricte réglementation des combats de boxe particulièrement de la boxe comme spectacle ; pp. 1167, 1168 ; dépose un ordre du jour qui est adopté ; p. 1171 (14 juin 1962).

Interpellation de M. de la VALLEE POUSSIN au Ministre des Travaux publics. — Discussion : fait des observations ; pp. 1213 à 1215. — Discours : concernant la jonction Nord-Midi, la fontaine de Brouckère, le projet de création d'une liaison Est-Ouest passant devant l'église de la Chapelle ; pp. 1216, 1217, 1218 (21 juin 1962).

Interpellation au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique « sur la réformation qu'il impose au budget de la ville de Bruxelles et sur les implications d'ordre social et d'ordre culturel des réductions prévues ». — Demande ; p. 1718 (9 octobre 1962).

Ordre des travaux. — Intervient ; p. 1720 (9 octobre 1962). — Rectification de son vote : p. 1773 (10 octobre 1962). — Fait des observations ; p. 1846 (11 octobre 1962).

Benoit, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 23 (16 novembre 1961).

Bertinchamps, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la reconnaissance aux gendarmes des mêmes droits que ceux reconnus aux membres de l'armée par la loi du 24 avril 1958 ; p. 33 (16 novembre 1961).

Bertrand, Ministre des Communications.

Ann. — Divers. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le PRESIDENT à la mémoire des missionnaires massacrés à Kongolo ; p. 440 (23 janvier 1962).

Décès. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le PRESIDENT à la mémoire de M. Victor Maistriau, Ministre d'Etat ; p. 441 (23 janvier 1962).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la R.T.T., la situation financière, les investissements en vue de la modernisation et de l'extension du réseau téléphonique, le réseau des telex, la distribution des télégrammes, le problème de la gestion autonome des postes, les cadres des postes, l'amélioration de l'exploitation ; pp. 444, 445 ; répond aux orateurs et traite notamment des problèmes des pensions et des traitements à la S.N.C.B., de la réorganisation nécessaire de l'administration des postes, de la situation du personnel des postes, des bâtiments des postes ; pp. 450 à 452 ; expose sa politique en matière de transports ; concernant l'activité de la conférence européenne des Ministres des Communications, la portée des résolutions qu'elle adopte, les dispositions des traités de Benelux et de la C.E.C.A. en matière de transports, la libération du transport de marchandises par route prévue par le Traité de Benelux, l'amélioration de la liaison Escaut-Rhin, les modifications profondes provoquées dans le domaine des transports par l'évolution sociale et économique de l'Europe Occidentale, les principes de base formulés par la Commission de la C.E.E. en matière d'organisation future des transports européens, l'égalité de traitement pour les entreprises de transport, la coordination des investissements ; la nécessité d'une adaptation des transports nationaux à la situation nouvelle créée par les traités européens, la nécessité d'un assainissement de la concurrence sur le marché belge des transports, la promotion de la qualité des transports en Belgique, le problème des chemins de fer, l'assainissement financier des chemins de fer, le remplacement de trains par des autobus, la modification de la réglementation en matière de navigation intérieure, la réglementation en matière de transports par route, le transport de produits liquides par pipe-lines, nos ports, les transports aériens, l'augmentation de la circulation routière, la sécurité routière, l'instauration du permis de conduire, la circulation dans les grandes villes, les transports en commun ; pp. 453 à 459 ; fait des observations ; p. 461 (23 janvier 1962) ;

Bertrand (suite).

p. 473 ; répond aux orateurs ; concernant la péréquation des pensions à la S.N.C.B., l'application de la loi du 30 avril 1958 relative aux veuves de pensionnés, la gare de Montzen, les conditions de transport dans les autobus, la liaison Anvers-Turnhout par autobus, la liaison ferroviaire avec l'aéroport national, l'atelier des chemins de fer de Cuesmes, la suppression de lignes de chemin de fer dans le Hainaut, la politique portuaire, les problèmes des pêcheurs, les difficultés rencontrées à l'application du Traité Benelux relatif aux transports par route, la situation financière des chemins de fer, la Sabena ; pp. 477 à 481. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-9 : intervient ; pp. 481, 482 (24 janvier 1962).

Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement. — Discussion générale. — Discours : concernant la procédure prévue pour les autorisations, l'intervention de la commission prévue à l'article 2, la composition de cette commission ; répond aux orateurs et traite notamment du renouvellement des demandes d'autorisations de transport rémunéré d'élèves accordées précédemment, du champ d'application du projet, des services de transport gratuit d'élèves organisés par les communes, du reproche d'arbitraire formulé contre le projet ; pp. 1073 à 1075. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 1076 (4 avril 1962).

Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'adapter le statut de l'hôtellerie datant de 1935 à l'extension et à la démocratisation du tourisme, la fixation des conditions techniques auxquelles doivent répondre les établissements ; pp. 1570, 1571 ; répond aux orateurs ; traite notamment du cas de petites pensions, de l'aide à l'hôtellerie, de la classification des hôtels, de la promotion du standing de l'hôtellerie dans le pays, de la présentation tardive du projet ; pp. 1572 à 1574. — Discussion des articles. — Art. 4 et 5 : intervient ; pp. 1575, 1576 (25 juillet 1962).

Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1584. — Discours : répond aux orateurs ; traite notamment de la moins grande discrimination entre ouvriers et employés, de la différence qui subsiste suivant les moyens de transport utilisés par les travailleurs, du principe de l'intervention des employeurs dans les frais de transport des travailleurs, d'une fixation de l'intervention des employeurs suivant la situation économique dans les industries, de l'incidence de la loi sur la rentabilité de lignes vicinales, du problème des frontaliers, de la limitation de l'intervention des employeurs ; pp. 1586, 1587 (25 juillet 1962).

Beulers, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème de la pension des mineurs invalides à 70 %, l'activité de la commission d'appel pour les mineurs, la pension anticipée de mineur, les centres médico-techniques, l'aide aux victimes de la silicose ; pp. 111, 112 (23 novembre 1961) ; fait des observations ; p. 128 (28 novembre 1961).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient concernant un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement, à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).

Block, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 135. — Rapport : Projet de loi organique des pensionnats, homes, restaurants, cantines, maisons de jeunesse, colonies scolaires et de vacances relevant du Ministère de l'Instruction publique.

Ann. — Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale. — Discours : concernant la formule de l'octroi de concessions, le retard dans la construction des autoroutes Bruxelles-Wavre et Anvers-Liège, le tracé international de la route E 3 ; pp. 1405, 1406 (12 juillet 1962).

Bogaert, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Doc. — N° 108. — Amendement ; Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'aide aux handicapés mentaux ; p. 117 (23 novembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 2 : intervient, retire son amendement ; p. 635 (8 février 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les handicapés mentaux, la synchronisation de travaux de distributions d'eau et d'égoûts ; p. 845 (15 mars 1962).

Bonjean, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la lutte contre le cancer, l'insuffisance des subsides accordés à l'Œuvre nationale ; la lutte contre la tuberculose, la création de centres de santé intercommunaux, l'insuffisance de l'armement hospitalier, la construction de bassins de natation par les communes, la politique de démolition de taudis ; pp. 840 à 842 (15 mars 1962).

Brasseur, Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment de la composition du conseil d'administration et de sa présidence, des conseillers du commerce extérieur, de l'exposition de New-York, des missions commerciales à l'étranger, du financement à long terme des exportations ; répond à M. PAIRON ; pp. 407, 408 (20 décembre 1961).

Interpellation de M. LAHAYE au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances. — Discussion. — Discours : concernant le reclassement de coloniaux à l'étranger, notamment au Brésil ; p. 744 (1^{er} mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : souligne la part prise par S.A.R. le Prince Albert dans l'effort d'expansion belge ; concernant les problèmes nés des événements du Congo, l'application des lois de garanties du 27 juillet 1961, la rationalisation de l'ancien département des Affaires africaines, le rétablissement des relations diplomatiques avec le Congo, la coopération belge au développement, les missions en Amérique latine en vue d'y étudier les possibilités de reclassement des Belges rentrés d'Afrique ; la mission au Canada, les perspectives offertes par ce pays ; la politique en matière d'échanges commerciaux, les résultats de 1961, l'amélioration de l'efficacité de notre appareil de vente, la difficulté des échanges avec l'Est, la pénétration sur les marchés des pays en cours de développement et des pays intermédiaires, l'intégration européenne, l'accord entre la C.E.E. et les Etats-Unis portant sur des concessions tarifaires, les récentes mesures américaines en matière de tapis et de verre, la riposte belge ; pp. 939 à 943 ; répond aux orateurs ; traite notamment de la liquidation du département des Affaires africaines, l'Office de coopération au développement, l'I.B.E.R.S.O.M., des contacts entre le Ministre et le Parlement, de l'information de nos agents à l'étranger, des volontaires de la paix, du crédit à l'exportation, du reclassement des colons, des problèmes du Marché commun, de l'exportation de produits agricoles, des critères fixés pour l'entrée dans le cadre de l'assistance technique ; pp. 952 à 954 ; intervient ; p. 954 (27 mars 1962) ; répond aux orateurs ; traite notamment des nominations à l'O.B.C.E. et à l'Office de coopération, du problème des transports, de l'augmentation des droits d'entrée sur les tapis et le verre annoncée par les Etats-Unis, de la répartition des compétences de l'ancien département des Affaires africaines, du problème du reclassement des colons et des fonctionnaires revenus du Congo, des questions qui ont trait à la coopération au développement, de l'O.B.D.R., de l'association des nouveaux Etats africains au Marché commun, de l'émigration ; pp. 964 à 967 (28 mars 1962).

Busieau, sénateur coopté, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Ann. — Projet de loi portant modification de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications. — Discussion générale. — Discours : concernant les inconvénients et dangers de stations pirates de radiodiffusion, la portée du projet ; p. 1403 (12 juillet 1962).

Buts, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 41. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 162. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

C**Camby, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.**

Doc. — N° 84. — Rapport : Projet de loi modifiant les articles 16 et 36 de la loi du 27 juin 1921, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

N° 112. — Rapport : Projet de loi relatif à la naturalisation.

N° 241. — Rapport : Projet de loi modifiant les articles 130 et 135 du Code d'instruction criminelle.

Carpels, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment ; p. 1112 (24 mai 1962).

Chardome, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le financement de travaux forestiers demandés par les ingénieurs des Eaux et Forêts, la suppression des directeurs provinciales de l'agriculture, la coopération agricole, le bail à ferme ; pp. 499, 500 (25 janvier 1962).

Chot, sénateur coopté.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la réforme judiciaire, le rajustement des traitements des magistrats, les barèmes des greffiers, la détention préventive, les nombreux procès-verbaux dressés dans certaines brigades de gendarmerie pour infraction aux articles 372 et suivants et 383 et suivants du Code pénal, la protection des animaux ; pp. 152 à 154 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 969 (28 mars 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles en deuxième lecture. — Art. 1^{er} : intervient concernant un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement, à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).

Claeys, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 147. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1848 sur la réorganisation des monts-de-piété.

N° 308. — Rapport : Projet de loi relatif aux concessions et aux appropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes.

Claeys (suite).

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation financière déficitaire des grandes villes, l'insuffisance des subventions allouées en vertu de la loi de 1948, l'augmentation de la fiscalité communale, les charges d'intérêt régional et national que supportent les grandes villes, l'augmentation de la charge de la dette de la ville de Gand, les charges d'enseignement supportées par les grandes villes, les charges qui découlent des parquets de police et du fonctionnement du centre de secours 900 ; demande le doublement du Fonds spécial des grandes villes ; pp. 59 à 61 (21 novembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation de l'industrie textile, les opérations de troc avec la Hongrie, l'opposition des milieux patronaux et syndicaux du secteur textile à des importations anormales ; pp. 279, 280 (13 décembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les travaux du canal de Terneuzen, notamment à Zelzate, l'urgence de la nouvelle écluse de Terneuzen ; pp. 319, 320 (14 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours : concernant le rétablissement de la responsabilité financière des communes, la spoliation des recettes communales au profit de l'Etat, la suppression de l'octroi, les Fonds des communes créés depuis 1860, la diminution de la quote-part des communes dans les taxes perçues par l'Etat, les nouvelles taxes communales, la situation financière des grandes villes, les charges nationales ou régionales qui leur incombent, l'intervention demandée à la ville de Gand pour le conservatoire royal de musique de cette ville, le rendement des nouveaux impôts à Gand ; pp. 525 à 527 (30 janvier 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème du traitement des malades mentaux, la situation au Groupement des plus grands Mutilés et Invalides de guerre ; la lutte contre les taudis, l'insuffisance de la législation belge, le cas du quartier de la Kerkstraat à Gand, la nécessité d'une politique sérieuse en matière de lutte contre les taudis, la synchronisation de la construction des logements et de l'établissement de la voirie et l'équipement nécessaires ; pp. 837 à 839 (15 mars 1962).

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale. — Discours : concernant l'urgence de la réalisation de la partie belge de la route E 3, l'augmentation du trafic sur la route Anvers-Gand-Courtrai, l'importance d'un réseau d'autostrades pour la Belgique, les mesures prévues en vue d'une accélération de la procédure d'expropriation ; remercie le ministre des Travaux publics et souligne l'urgence du projet ; pp. 1404, 1405 (12 juillet 1962).

Coppens, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

Doc. — N° 329. — Proposition de loi tendant à régulariser la situation administrative des agents temporaires et auxiliaires de l'Etat.

Ann. — Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la réparation de dommages physiques encourus à l'armée, la réparation de dommages causés par l'armée à des civils, les indemnités de milice, la pratique des sports par les miliciens ; p. 238 (7 décembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le travail des standardistes dans les centrales téléphoniques, la régularisation du personnel temporaire des postes, les bâtiments des postes, l'engagement de temporaires, la mauvaise politique de recrutement de personnel pour les postes, le service social des postes ; pp. 449, 450 ; fait des observations ; p. 451 (23 janvier 1962). — Discours : concernant le maintien d'un certain potentiel de traction à vapeur aux chemins de fer, les passages à niveau, la suppression de lignes non rentables, le nettoyage des voitures, les buffets des gares, les problèmes du personnel des chemins de fer, la modernisation de la gare de Denderleeuw, le tourisme ; pp. 476, 477 (24 janvier 1962).

Crommen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo, premier vice-président du Sénat.

Doc. — N° 374. — Amendements au texte adopté par la commission : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu premier vice-président du Sénat ; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 85 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 323 (14 décembre 1961).

Ordre des travaux. — Intervient ; p. 470 (24 janvier 1962) ; p. 1719 (9 octobre 1962).

Conseil d'Etat. — Présentation de candidats pour une place de conseiller. — Ajournement : demande l'ajournement du vote sur la présentation de candidats afin de permettre au ministre de déterminer par arrêté royal que la quinzième place de conseiller revient à un candidat du rôle néerlandais ; p. 808 (13 mars 1962). — Déclaration du gouvernement : intervient ; p. 827 (14 mars 1962). — Scrutin : intervient ; demande le dépôt sans délai du projet de loi annoncé par le ministre ; p. 874 (20 mars 1962).

Interpellation de M. LAHAYE au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Discussion : fait des observations ; pp. 1209, 1212 (21 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1288 (3 juillet 1962). — Discours : concernant la division des partis au sujet du projet, la consultation des populations, la promotion du bilinguisme ; demande le vote du projet ; pp. 1356, 1357 (10 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient, retire son amendement ; p. 1750 (9 octobre 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la neutralité de l'enseignement officiel et la circulaire de M. LAROCK ; l'information donnée au sujet de l'attitude des libéraux lors d'une réunion de la commission du pacte scolaire ; p. 1518 (19 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1688 (4 octobre 1962). — Vote : justifie son vote ; p. 1920 (16 octobre 1962).

Custers, sénateur provincial de Limbourg, Ministre de la Santé publique et de la Famille.

Ann. — Ordre des travaux. — Demande la remise à quinzaine de la discussion du budget de la Santé publique et de la Famille ; p. 643 (8 février 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation sanitaire générale dans le pays, les mesures prises pour protéger la population contre la variole ; les établissements hospitaliers, les hôpitaux universitaires, l'hospitalisation des vieillards et des malades chroniques, le statut du corps médical ; le service d'urgence 900 ; la politique de logement social, le « code du logement social », les arrêtés du ministre Meyers, la diminution des primes à la construction ; la protection sanitaire, le problème de la distribution d'eau, l'épuration des eaux résiduaires, la pollution de l'air, l'inspection des denrées alimentaires ; la politique familiale, la création d'un centre d'études des problèmes de la population et de la famille, l'augmentation des allocations familiales, l'aide familiale, les prêts nuptiaux ; pp. 803 à 808 ; fait des observations ; p. 813 (13 mars 1962) ; pp. 820, 823, 831, 834 (14 mars 1962) ; pp. 838 à 840, 842, 844 ; répond aux orateurs ; déclare qu'il fera un exposé en commission concernant les institutions de psychiatrie ; traite des problèmes du logement, de la lutte contre les taudis, des arrêtés du ministre Meyers, de la politique familiale, des services d'aide familiale, des prêts nuptiaux, des problèmes de l'hospitalisation, du logement des vieillards, des problèmes des victimes de la guerre, de la lutte contre le cancer, des hôpitaux

Custers (suite).

publics universitaires, des soins à domicile, des enfants handicapés, du nombre insuffisant d'infirmières, de l'importation d'œufs sans coquille, du danger des radiations ionisantes, des problèmes relatifs aux spécialités pharmaceutiques, de l'approvisionnement en eau, du service de secours d'urgence n° 900, des subventions à l'O.N.E., de la recherche scientifique médicale; pp. 853 à 859; fait des observations; pp. 860, 861, 863, 864 (15 mars 1962). — Discussion des articles du tableau. — Art. 21: intervient; p. 1067 (4 avril 1962).

Question orale de M. ORBAN. — Répond; p. 943 (27 mars 1962).

Décès. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de M. MARTENS, sénateur; p. 1035 (3 avril 1962).

Projet de loi prorogeant le mandat des membres des divers conseils de l'Ordre des Médecins. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs et rappelle notamment les démarches faites par le Conseil supérieur de l'Ordre des Médecins en vue d'une prorogation des mandats des membres des conseils de l'Ordre; p. 1037 (3 avril 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs et traite notamment de la recherche d'une solution définitive pour le problème de l'I.N.E.P.S., du régime transitoire et des garanties prévues, du pouvoir de tutelle des deux ministres, du contrôle médico-sportif; pp. 1064, 1065 (4 avril 1962).

Interpellation de M. ORBAN au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Culture. — Discussion. — Discours: concernant les accidents mortels de la boxe, la publication de la loi du 31 mai 1958, la préparation de l'arrêté royal d'exécution en étroite collaboration avec l'I.N.E.P.S. et les milieux sportifs sérieux; les objectifs que poursuit l'arrêté: le contrôle médical, le contrôle technique, le contrôle administratif sur l'organisation des combats de boxe; pp. 1168, 1169 (14 juin 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 5: fait des observations; p. 1714 (4 octobre 1962).

D**d'Aspremont Lynden (comte), sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.**

Doc. — N° 235. — Rapport: Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886, formant le Code rural.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Vote: justifie son vote; p. 156 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le malaise de l'opinion publique à l'égard de la politique militaire de la Belgique, la nécessité de forces conventionnelles, le maintien de forces belges en Allemagne, l'efficacité de l'armée, le malaise des cadres militaires, les problèmes linguistiques, la nécessité de l'alliance atlantique, l'intégration des forces de l'O.T.A.N., l'instauration d'une collaboration avec les Pays-Bas; pp. 219 à 221 (6 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'octroi de subsides aux planteurs de tabac de la Semois, la reconversion de cette région, le remembrement, les coopératives de stockage de froment, les problèmes du Marché commun, la mise sur pied d'une politique agricole européenne commune; pp. 587 à 589 (6 février 1962).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 15, 16: intervient; p. 652 (14 février 1962).

Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886 formant le Code rural. — Discussion générale. — Discours: rappelle la situation dans les régions ardennaises et demande le vote de la proposition; p. 1188 (21 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet

d'Aspremont Lynden (comte) (suite).

1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours: concernant le manque de lignes directrices de la politique en matière linguistique, la nécessité d'un bilinguisme, la stabilisation de la frontière linguistique, la suppression du recensement linguistique, l'adaptation de la frontière administrative à la frontière linguistique, le cas des communes de la Flandre Wallonne et de la Voer, les aspects sociaux, économiques et historiques du problème; pp. 1343 à 1345 (5 juillet 1962). — Vote: justifie son vote; p. 1761 (9 octobre 1962).

De Baeck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 83. — Rapport: Projet de loi complétant les lois coordonnées sur le concordat judiciaire.

N° 98. — Amendement au texte présenté par la commission: Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

N° 109. — Proposition de loi modifiant, à titre transitoire, certaines dispositions relatives aux traitements des magistrats et des greffiers de l'ordre judiciaire.

N° 151. — Rapport: Projet de loi relatif à la déchéance de la nationalité belge résultant de l'arrêté-loi du 20 juin 1945.

N° 153. — Rapport: Projet de loi modifiant l'article 235 du Code des droits d'enregistrement, en ce qui concerne les ventes publiques de produits agricoles.

N° 214. — Proposition de loi interdisant les combats et exhibitions de boxe.

N° 242. — Rapport: Proposition de loi réglant la saisissabilité des pensions accordées aux anciens membres des Chambres législatives.

N° 245. — Rapport: Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville) et du Rwanda-Urundi.

N° 247. — Rapport: Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, en ce qui concerne les obligations convertibles en actions ou en droit de souscription.

N° 251. — Rapport: Projet de loi modifiant les lois concernant les libérations et les condamnations conditionnelles.

N° 357. — Rapport: Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi.

N° 370. — Amendement: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

N° 405. — Amendements: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

N° 409. — Amendements: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations. — Discours: concernant les nominations dans la magistrature, leur soustraction à l'influence politique, la situation linguistique dans la magistrature bruxelloise, la réforme de la procédure pénale, les libérations provisoires, la libération d'inciviques encore détenus, la loi de juin 1961 relative à l'épuration; pp. 105 à 107 (23 novembre 1961); fait des observations; pp. 159, 160 (29 novembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient, son amendement est adopté; pp. 544, 545. — Vote: justifie son vote; p. 553 (31 janvier 1962).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}, 11: intervient; pp. 631, 632, 639, 642 (8 février 1962).

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux. — Renvoi en commission: intervient; p. 760 (7 mars 1962).

Projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1962 les effets de la loi du 20 mars 1954, modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale: intervient; p. 761 (7 mars 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service

De Baeck (suite).

- extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Discussion des articles. — Art. 4 : fait des observations ; p. 926 (22 mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant les résolutions adoptées par la récente conférence de l'Union interparlementaire notamment au sujet de la réorganisation de l'O.N.U. et du contrôle des organisations internationales, la liaison Escaut-Rhin ; pp. 988, 989 (28 mars 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 496, 510, 524, deuxième alinéa, 583, 595, deuxième alinéa, 601 et 607 du Crde de commerce et les articles 25, 27 et 28, deuxième alinéa, des lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1190 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} et 12 : fait des observations ; pp. 1475, 1507 (18 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1671. — Discours : concernant la majoration de la charge fiscale pour certaines sociétés, l'assainissement financier dans divers secteurs des assurances sociales et aux chemins de fer ; la simplification fiscale, une perception plus équitable des impôts ; la non-déductibilité, les arguments invoqués pour la justifier, les raisons de maintenir la déductibilité ; pp. 1677 à 1680 (3 octobre 1962) ; fait des observations ; pp. 1696, 1699. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1704 (4 octobre 1962). — Art. 11 : intervient ; pp. 1788, 1789, 1793, 1794 (10 octobre 1962). — Art. 12 : intervient, un de ses amendements est rejeté, l'autre est retiré ; pp. 1804, 1805, 1811. — Art. 11 : son sous-amendement est rejeté ; p. 1810. — Art. 15 : intervient ; un de ses amendements est rejeté, l'autre est retiré ; pp. 1826, 1828, 1829 (11 octobre 1962). — Art. 21 : retire ses amendements ; pp. 1860, 1863. — Art. 22 et 27 : intervient ; pp. 1865, 1871. — Vote : justifie son vote ; p. 1920 (16 octobre 1962).

Debaise, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

- Ann.* — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les taux de pension, les frais médico-pharmaceutiques des pensionnés, la simplification des formalités de demande de pension, les cas d'ouvriers licenciés par suite de la fermeture de charbonnages ; pp. 112, 113 (23 novembre 1961).

De Block, sénateur coopté.

- Doc.* — N° 249. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 5 avril 1923, accordant la personnalité civile à l'Institut national des Mines à Frameries.
- Ann.* — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique scientifique, l'éparpillement des efforts faits en matière de recherche scientifique, le rajeunissement des méthodes, la création d'une université européenne à Florence ; pp. 168 à 170 ; fait des observations ; p. 173. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 : fait des observations ; p. 175 (29 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'attribution d'un chevron de service aux soldats internés aux Pays-Bas pendant la guerre 1914-1918 ; pp. 236, 237 (7 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le vote du budget avant la fin de l'année, la situation économique du pays, la nécessité de l'expansion économique ; les conditions de cette expansion : politique démographique, investissements, transports et énergie à bon marché ; le problème charbonnier, le directoire, les prix des

De Block (suite).

- produits pétroliers et de l'électricité ; la programmation de l'économie, la recherche scientifique ; l'adaptation des industries existantes et la création de nouvelles industries notamment d'une industrie sidérurgique près de la mer ; pp. 257 à 259, 261 à 263 (12 décembre 1961) ; fait des observations ; p. 286 (13 décembre 1961).
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres ; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexe à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation des travailleurs grecs, l'absence d'une liberté syndicale réelle en Grèce ; demande que lors de la conclusion de nouveaux traités d'association, la situation des travailleurs des pays en cause soit examinée ; concernant la demande d'association d'Israël ; pp. 765, 766 ; fait des observations ; pp. 766, 769 (7 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Étude de l'Énergie Nucléaire. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité de mettre en activité le réacteur BR3, les raisons qui retardent le dépôt d'un projet de loi définitive ; pp. 1083, 1084 (12 avril 1962).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion : fait des observations ; p. 1102 ; dépose un ordre du jour qui est adopté ; pp. 1104, 1105 (12 avril 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1129, 1140 (12 juin 1962).
- Interpellation de M. LAHAYE au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Discussion : fait des observations ; p. 1209 (21 juin 1962).
- Interpellation de M. de la VALLEE POUSSIN au Ministre des Travaux publics. — Discussion : fait des observations ; p. 1213 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1288, 1295 (3 juillet 1962) ; pp. 1310, 1314 (4 juillet 1962) ; pp. 1328, 1329. — Discours : estime que l'adoption du projet en cause renforcera l'unité de la Belgique ; concernant la nécessité de trouver une solution raisonnable au problème des relations entre Wallons et Flamands, le refus du recensement linguistique, la non-application de la loi de 1932, le cas de Bruxelles, la création de régions unilingues et le respect de la liberté individuelle, l'utilité de la connaissance des langues, la consultation des populations, la création d'îlots dans un territoire administratif unilingue, la recherche d'une solution modérée ; pp. 1348 à 1351 (5 juillet 1962) ; fait des observations ; pp. 1356, 1357, 1373 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1398, 1399 (11 juillet 1962) ; fait des observations ; pp. 1428, 1437 (12 juillet 1962) ; intervient ; au nom de son groupe, marque son accord sur la proposition de M. le PRÉSIDENT ; p. 1468 (17 juillet 1962). — Art. 4 : fait des observations ; p. 1495 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1736, 1737, 1748 (9 octobre 1962).
- Ordre des travaux. — Fait des observations ; p. 1545 (24 juillet 1962). — Intervient ; pp. 1719, 1720 (9 octobre 1962).
- Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion générale. — Discours : concernant les conditions auxquelles doit répondre l'organisation de l'hôtellerie, le cas de petites pensions en Ardenne, le délai à laisser aux petites entreprises pour se conformer aux dispositions légales nouvelles, l'aide financière et matérielle aux hôteliers, la qualification professionnelle des hôteliers ; p. 1571 (25 juillet 1962).
- Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Discussion générale. — Discours : concernant le vote émis en commission sur le projet, l'abstention des commissaires P.S.C., l'exemple de l'Allemagne, les charges imposées aux industries pétrolière et électrique ; pp. 1599, 1600 (25 juillet 1962).
- Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion des articles. — Art. 7 : intervient ; p. 1611 (25 juillet 1962).

De Block (suite).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1660, 1662, 1668 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1703 (4 octobre 1962). — Art. 11 : fait des observations ; pp. 1789 à 1792 (10 octobre 1962). — Art. 13 : fait des observations ; p. 1807 (11 octobre 1962).

Motion d'ordre de M. VAN BUGGENHOUT. — Fait des observations ; p. 1793 (10 octobre 1962).

De Boedt, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 18 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 106 (23 novembre 1961).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Education nationale et de la Culture. — Discussion : fait des observations ; p. 135 (28 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 208, 211, 214 (5 décembre 1961) ; pp. 220 à 222. — Discours : proteste contre l'action de l'O.N.U. au Katanga ; concernant l'attitude de nos alliés de l'O.T.A.N. dans l'affaire congolaise, nos obligations envers l'O.T.A.N., le retrait de nos troupes d'intervention d'Allemagne, la quote-part de la Belgique à l'O.T.A.N. ; la situation linguistique à l'armée, deux récents incidents ; le matériel de l'armée, l'utilisation de beurre à l'armée, le statut des sous-officiers ; pp. 230 à 232 (6 décembre 1961) ; fait des observations ; pp. 235, 244 (7 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 569, 572 (31 janvier 1962). — Discours : concernant la situation du Fonds agricole ; les dépenses du Fonds : intervention pour les céréales fourragères et ristournes pour le malt et l'orge, intervention dans le secteur laitier par suite de l'importation frauduleuse de beurre néerlandais ; la réglementation du lait de qualité, la répercussion de l'accord intervenu dernièrement entre les pays du Marché commun pour passer à la seconde phase, la répartition des « heffingen » sur les produits laitiers importés des Pays-Bas, la rationalisation du fonctionnement des associations provinciales, la revalorisation de la fonction de contrôleur du lait, la réorganisation du département, la reconnaissance de l'équivalence entre les titres d'ingénieur agronome et d'ingénieur civil ; le problème de la Nèthe, l'assainissement des terres hydromorphes, l'indispensable coordination entre les départements intéressés ; pp. 581 à 584 (6 février 1962).

Interpellation de M. LAHAYE au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances. — Discussion : fait des observations ; p. 742 (1^{er} mars 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 916, 919, 923 (22 mars 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1287, 1296, 1297 (3 juillet 1962) ; pp. 1307, 1310. — Discours : rappelle les prévisions optimistes d'hommes d'état des trois grands partis après le vote des lois linguistiques de 1932 ; estime que le projet en cause constitue la dernière chance de garder la structure unitaire de la Belgique ; concernant la situation de Bruxelles, la nécessité de fixer d'abord la frontière linguistique, l'avis du Centre Harmel au sujet de l'homogénéité des régions linguistiques, la situation linguistique dans les régions de la Voer et de Comines-Mouscron, l'activité de la Ligue wallonne à Mouscron, le danger de voir remis en cause le règlement définitif du problème des relations entre Flamands et Wallons en cas

De Boedt (suite).

de modification du projet transmis par la Chambre, le verrouillage de la francisation à Bruxelles ; pp. 1312 à 1316 (4 juillet 1962). — Fait des observations ; pp. 1332 à 1334 (5 juillet 1962) ; p. 1366 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1458, 1464 ; demande une suspension de séance ; p. 1468 (17 juillet 1962). — Art. 2 et 4 : fait des observations ; pp. 1489, 1496, 1497 (18 juillet 1962). — Ajournement : intervient ; p. 1592 (25 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : fait des observations ; pp. 1738, 1745 ; intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).

Interpellation de M. ROLIN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Défense nationale. — Discussion : fait des observations ; p. 1317 (4 juillet 1962).

Benelux. — Conseil interparlementaire consultatif : est élu membre effectif, en remplacement de M. MULLIE, décédé ; p. 1666 (3 octobre 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations ; p. 1722 (9 octobre 1962) ; p. 1846 (11 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 87 : fait des observations ; p. 1917 (16 octobre 1962).

De Bruyne, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 41. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 162. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 273. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les répercussions de la péréquation cadastrale, le système de péréquation pour les bâtiments industriels et leur équipement ; pp. 69, 70 (21 novembre 1961).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Education nationale et de la Culture. — Discussion : fait des observations ; p. 135 (28 novembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, du progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours : concernant la création d'un fonds spécial de 400 millions, le rendement des additionnels à l'impôt foncier dans des communes industrielles et autres, l'opposition de membres du P.S.C. au projet, l'approbation du projet de loi par les socialistes ; pp. 532 à 534 (31 janvier 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours : concernant la table de conversion des centimes additionnels communaux, l'augmentation d'imposition foncière que subiront les propriétaires particuliers à la suite de la péréquation moindre appliquée aux installations industrielles, la révision du revenu cadastral industriel ; pp. 685, 686 (20 février 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1678 (3 octobre 1962).

Debucquoy, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 13. — Rapport + Annexes : Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962.

N° 186. — Proposition de loi relative aux barèmes des traitements du personnel militaire des cadres actifs et auxiliaires des Forces armées.

N° 311. — Amendement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 360. — Proposition de loi modifiant les lois des 28 décembre 1950 et 27 juillet 1953 portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les Administrations de l'Etat.

Debucquoy (suite).

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la création d'une administration de l'emploi, la réadaptation professionnelle, la politique de l'emploi, l'O.N.E.M., le reclassement de travailleurs de charbonnages fermés, l'inadaptation de notre appareil d'enseignement, les lacunes qui existent dans certaines régions, les études à faire sur les plans démographique et économique, les cours du soir et par correspondance, les aménagements en vue d'humaniser les cours du soir ; les problèmes des employés, la protection des rémunérations, la durée du travail, les abonnements aux chemins de fer, la réforme des conseils de prud'hommes, la reconnaissance syndicale, la réadaptation et le reclassement d'employés licenciés par suite de fermetures d'entreprises, la suppression de la limite d'âge à l'embauche dans l'administration ; pp. 8 à 11 ; fait des observations ; pp. 12, 13 (14 novembre 1961) ; pp. 23, 24 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 65. — Discours : concernant la protection civile, l'absence de rendement valable des dépenses, les interventions de la protection civile, le recrutement et la formation des volontaires, la réorganisation de la protection civile ; pp. 70, 71 (21 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique du gouvernement en matière de pensions, d'assurance maladie-invalidité, d'allocations familiales, de vacances annuelles, d'assurance accidents du travail ; le financement de la deuxième tranche de l'augmentation des pensions ouvrières, la révision complète des régimes de pension, l'assurance maladie-invalidité, l'augmentation des allocations familiales, la répartition des charges supportées par les industries visées par la législation sur les maladies professionnelles ; pp. 109 à 111 ; concernant la traduction d'un passage du rapport ; p. 116 (23 novembre 1961) ; concernant la programmation sociale, les problèmes démographiques, la disproportion entre les interventions de l'Etat en matière de pensions et d'allocations familiales ; pp. 135, 136 ; fait des observations ; p. 138 (28 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le statut des sous-officiers, l'indemnité des miliciens rappelés ayant charge de famille, le logement des familles de militaires en Allemagne, le problème du transport pour les retours en permission, la direction supérieure de l'information et des loisirs, l'accomplissement de leur tâche par les officiers chargés des activités éducatives et sociales, la « demi-heure du soldat », une « demi-heure » télévisée ; pp. 228 à 230 (6 décembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 447 (23 janvier 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 819 (14 mars 1962). — Discours : concernant les critères médicaux d'accès aux emplois publics, les problèmes du logement, le prix de revient et la lenteur de construction des logements sociaux, l'usage d'éléments préfabriqués, le manque de coordination entre les différents services qui ont à intervenir pour mener à bien des constructions groupées ; pp. 860, 861 (15 mars 1962).

Projet de loi portant relèvement de la limite des rémunérations à observer pour le calcul des cotisations afférentes aux allocations familiales des travailleurs salariés et intégrant le pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés. — Discussion générale. — Discours : concernant le relèvement du plafond, la mutation du pécule familial de vacances en allocation familiale de vacances, la détermination par le Roi du montant de l'allocation familiale de vacances ; p. 1273 (28 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient, retire son amendement ; p. 1432 (12 juillet 1962). — Art. 4 : fait des observations ; p. 1501 (18 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1513 (19 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 11 : fait des observations ; pp. 1798, 1799, 1801 (10 octobre 1962).

De Clerck, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, Ministre des Classes moyennes.

Ann. — Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment de la compétence du département, des subventions sociales accordées aux salariés et aux indépendants, de la formation et du perfectionnement professionnels, du crédit aux classes moyennes, de la politique sociale pour les indépendants, de la concurrence déloyale ; pp. 191 à 194 ; fait des observations ; p. 195 (30 novembre 1961).

Decoux, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 14 (14 novembre 1961).

de Dorlodot (baron), sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion : fait des observations ; p. 272 ; intervient ; p. 275 (12 décembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours : motive son hostilité au projet ; p. 616 (7 février 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : motive son vote négatif ; p. 1065 (4 avril 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : craint que la loi ne prive de terre de jeunes cultivateurs cherchant à s'établir ; pp. 1225, 1226 (26 juin 1962). — Vote : justifie son vote ; p. 1286 (3 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : expose les raisons pour lesquelles il ne votera pas le projet ; pp. 1682, 1683 (3 octobre 1962). — Vote : justifie son vote ; p. 1920 (16 octobre 1962).

De Grauw, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 161. — Amendement : Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962.

Ann. — Benelux. — Conseil interparlementaire consultatif : est élu membre effectif ; p. 50 (21 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le déficit croissant des grandes villes, les pertes de revenus résultant pour la ville de Bruxelles de l'accroissement de la superficie occupée par les services publics, les charges nationales de la capitale dans le domaine de la police et de l'enseignement ; pp. 74, 75 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les discussions à propos de l'I.N.E.P.S., l'augmentation du budget, la politique du logement, l'Œuvre nationale de l'Enfance, les problèmes de l'assistance publique, la lutte contre le cancer, le remboursement des charges du traitement du cancer, les centres universitaires anti-cancéreux ; le problème hospitalier ; le prix de revient de la journée d'entretien, les hôpitaux universitaires, l'hospitalisation à domicile, la création d'un Institut de l'Asthme ; pp. 810 à 813 (13 mars 1962). — Discussion des articles du tableau. — Art. 21 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1067 (4 avril 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation en matière d'échanges commerciaux pour l'exercice écoulé, la concentration accrue de nos exportations vers les pays les plus industrialisés, la diminution de nos exportations vers les Etats-Unis et l'Amérique latine, l'extension de la gamme de produits belges destinés à l'exportation, la collaboration technique avec les pays d'Amérique latine, l'accroissement des moyens de propagande, le financement de nos exportations, l'assistance

De Grauw (suite).

technique, le reclassement des colons belges ; pp. 948 à 950 (27 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : concernant l'inquiétude du P.S.C. suscitée par le transfert de l'I.N.E.P.S., les garanties prévues dans l'article 5 du projet, l'accroissement des dépenses administratives de l'I.N.E.P.S. qui résultera du projet, le malaise qui règne au sein de la majorité ; pp. 1051, 1052 (3 avril 1962).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale. — Discours : concernant le danger d'une concentration de nos exportations sur un nombre restreint de marchés, l'effort d'adaptation de nos industries aux conditions particulières des marchés étrangers, l'octroi de crédits aussi longs que ceux accordés par la concurrence, l'élargissement de nos activités exportatrices, le recul des importations de produits belges en Amérique latine ; pp. 1246, 1247 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant les discussions suscitées par le projet de loi, le grand nombre d'amendements déposés à la Chambre des Représentants, l'amendement tendant au rattachement de Petit-Lanaye à la province de Liège, la suppression du recensement linguistique, les mouvements migratoires de citoyens vers la périphérie, les perturbations qui créera la loi ; pp. 1295 à 1297 (3 juillet 1962).

Dehandschutter, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'écoulement insuffisant des eaux dans la région de la Vliet, la troisième liaison routière Anvers-Bruxelles et le contournement de Kontich, la voirie communale ; p. 352 (19 décembre 1961).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la diminution des primes à la construction, la nécessité de l'octroi plus large du crédit à la construction, la limitation du volume des habitations sociales ; pp. 842, 843 (15 mars 1962).

Dehousse, sénateur coopté.

Doc. — N° 313. — Rapport : Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas en vue de l'amélioration de la liaison entre le canal Albert et le canal Juliana et des Annexes, signés à Bruxelles, le 24 février 1961.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 31 (16 novembre 1961).

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol », des annexes I et II et du Protocole de signature, signés à Bruxelles, le 13 décembre 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 669 (14 février 1962).

Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 670, 671 (14 février 1962).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres ; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation intérieure en Grèce, le caractère exagérément technique du traité, le mécanisme du traité relatif au contrôle parlemen-

Dehousse (suite).

taire, la consultation tardive de l'Assemblée parlementaire européenne, le problème de l'adhésion et de l'association au Marché commun, le problème britannique, la révision du traité d'association avec les pays et territoires d'outre-mer, la participation d'Israël en application de l'article 111 du Traité de Rome, une organisation politique européenne pour compléter la communauté existante, l'association de l'Espagne au Marché commun, l'action des « Six » ; pp. 767 à 769 (7 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 899, 901. — Discours : concernant les problèmes de l'O.N.U. spécialement dans leurs rapports avec la Belgique et le Congo, la tâche des Nations Unies au Congo, la majorité émotionnelle qui existe aux Nations Unies, le statut de la force d'urgence de l'O.N.U. au Congo, la question de la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens, la consolidation de l'O.N.U., l'idée d'un retrait de l'O.N.U., le problème de la cotisation belge à l'O.N.U. ; les problèmes de l'unification européenne, le passage à la deuxième étape du Marché commun, la fixation du siège définitif des institutions, la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne, la rationalisation des institutions européennes, le problème soulevé par la candidature de certains neutres à l'association, l'opposition à une participation de l'Espagne aux institutions européennes, le renouvellement de la dotation d'association avec les pays et territoires d'outre-mer ; la coopération politique en Europe ; l'Europe des patries, la création d'une université européenne ; l'idée d'un groupe européen au sein de l'O.T.A.N., l'admission dans l'union politique européenne ; pp. 903 à 907 (21 mars 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant le caractère quelque peu insolite de la procédure suivie à propos du projet 117, le problème de la constitutionnalité du projet, l'interprétation de l'article 6 de la Constitution, le déséquilibre linguistique dans les services extérieurs des Affaires étrangères, un règlement d'ensemble des problèmes flamands-wallons, le projet 116 ; pp. 914 à 916 ; fait des observations ; pp. 919, 923, 924. — Discussion des articles du premier projet. — Art. 4 : fait des observations ; p. 926 (22 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1039 (3 avril 1962).

Interpellation de M. MAISSE au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et au Ministre des Finances. — Discussion : fait des observations ; p. 1056 (3 avril 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1135 (12 juin 1952).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1288 à 1294 (3 juillet 1962) ; p. 1307. — Discours : concernant la disjonction faite dès le départ entre les trois projets linguistiques et l'ensemble du contentieux flamando-wallon, la politique des « petits paquets », le régime des facilités, la procédure par arrêtés royaux en cette matière, la fixation de la frontière linguistique par une simple loi ; la philosophie du projet en discussion, la solution du fédéralisme, le consentement des populations intéressées, l'abandon du recensement linguistique, la consultation des conseils communaux, la confusion entre les dialectes et la langue de culture, la question de Petit-Lanaye, les obligations qui résultent de la Convention européenne des droits de l'homme ; pp. 1309 à 1312 (4 juillet 1962) ; fait des observations ; pp. 1332 à 1334, 1347 (5 juillet 1962) ; pp. 1355, 1358, 1361 à 1367, 1369, 1371, 1374, 1375 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient et fait des observations ; pp. 1385, 1388 (11 juillet 1962) ; pp. 1427, 1437, 1446 (12 juillet 1962) ; pp. 1452, 1453

Dehousse (suite).

(17 juillet 1962). — Art. 2 et 4: intervient; pp. 1490, 1495 à 1497 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture: intervient; pp. 1730 à 1734. — Art. 1^{er}: fait des observations; pp. 1740 à 1742, 1748, 1749, 1753, 1755; intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné; p. 1759 (9 octobre 1962).

Interpellation de M. ROLIN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Défense nationale. — Discussion: fait des observations; pp. 1316, 1319 (4 juillet 1962).

Projet de loi portant modification de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications. — Discussion générale: intervient; p. 1403 (12 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 1546 (24 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient; p. 1705 (4 octobre 1962). — Art. 17: intervient; pp. 1840, 1841 (11 octobre 1962).

Ordre des travaux. — Intervient; p. 1719 (9 octobre 1962).

Dekeyzer, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 52. — Rapport: Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962.

N° 66. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative au régime douanier des palettes utilisées dans les transports internationaux, conclue à Genève, le 9 décembre 1960.

N° 67. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention douanière relative au transport international de marchandises, sous le couvert de carnets T.I.R. (Convention T.I.R.), des Annexes et du Protocole de signature, signés à Genève, le 15 janvier 1959.

N° 230. — Rapport: Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants:

- a) Convention internationale (n° 91) concernant les congés payés des marins (révisée 1949);
 - b) Convention internationale (n° 92) concernant le logement de l'équipage à bord (révisée 1949);
- adoptées à Genève, le 18 juin 1949, par la Conférence Internationale du Travail, au cours de sa trente-deuxième session.

N° 231. — Rapport: Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants:

- a) Arrangement concernant les colis postaux et Protocole final, Règlement d'exécution, Protocole final et Annexes;
 - b) Arrangement sur le service international de l'épargne, Règlement d'exécution et Annexes;
- signés à Ottawa, le 3 octobre 1957, et modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes.

N° 320. — Rapport: Projet de loi portant statut de l'Hôtellerie.

N° 346. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention relative au Contrat de Transport international de Marchandises par Route (C.M.R.) et du Protocole de signature, conclus à Genève, le 19 mai 1956.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les infractions au règlement général sur la protection du travail; p. 152 (29 novembre 1961).

Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion: fait des observations; p. 271 (12 décembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la création d'emplois nouveaux, la politique d'investissement, les transports; pp. 278, 279 (13 décembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la nécessité d'accélérer la modernisation du port d'Anvers, le creusement d'une septième darse, l'harmonisation des salaires et conditions de travail dans les ports de Belgique, de France et des Pays-Bas, l'accès au port d'Anvers, la liaison avec l'arrière-pays, la nouvelle liaison entre les rives de l'Escaut à Anvers; pp. 320, 321 (14 décembre 1961).

Dekeyzer (suite).

Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant la coordination des organismes qui s'occupent actuellement d'export, la décentralisation de l'Office, l'introduction d'un roulement à la présidence de l'Office, la direction de l'Office; pp. 405, 406 (20 décembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 451 (23 janvier 1962). — Discours: concernant la prévention des accidents de la circulation routière, les limitations de vitesse, l'instauration de la priorité de droite généralisée, les mesures à prendre en vue de diminuer le nombre d'accidents de la route, la circulation dans les villes et le problème du parking; la marine marchande belge, la pêche maritime, le manque d'équipages, la navigation intérieure, la politique portuaire; les transports par route, Air-Union, les problèmes des transports sur le plan européen; pp. 466 à 469; fait des observations; p. 480 (24 janvier 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Ajournement: intervient; p. 482 (24 janvier 1962). — Discussion générale. — Discours: concernant les problèmes de la pêche maritime, les subventions dont elle bénéficie, la réglementation permettant de retirer du marché le poisson n'atteignant pas le prix minimum, la création de la commission chargée d'étudier les problèmes de la recherche scientifique appliquée à la pêche maritime, l'extension des eaux territoriales et la recherche de nouveaux terrains de pêche, la propagande en faveur de la consommation de poisson, les primes de recrutement pour les mousses, la publication et l'étude de la comptabilité relative à l'exploitation des navires de pêche; pp. 579 à 581 (6 février 1962).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion des articles. — Art. 2: son amendement est adopté; pp. 544, 545 (31 janvier 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes. — Discours: remercie le ministre de l'initiative qu'il a prise en déposant les deux projets; concernant l'aspect social du problème, la nomination d'attachés sociaux dans les principaux postes diplomatiques, la répartition linguistique des diplomates-chefs de poste, l'argument du mécontentement que les projets provoqueraient parmi le personnel diplomatique en fonction; pp. 890, 891 (20 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant le rythme d'accroissement de notre commerce extérieur, les conséquences du Marché commun en matière de production et de distribution, l'augmentation par les États-Unis des droits d'entrée sur les tapis et le verre belges, les missions économiques, la nomination d'un nouveau directeur général à l'O.B.C.E.; pp. 957, 958 (27 mars 1962). — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant le relèvement du prestige de la Belgique, la reprise des relations diplomatiques avec le Congo, l'attitude belge aux Nations Unies, le renforcement de notre délégation à l'O.N.U., la question de Berlin, les adhésions au Marché commun, la liaison Escaut-Rhin; pp. 986 à 988 (28 mars 1962).

de la Vallée Poussin, sénateur coopté.

Doc. — N° 133. — Rapport: Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants:

- a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses Annexes, et échange de lettres;
- b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'accord créant une association

de la Vallée Poussin (suite).

entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexe à l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes le 9 juillet 1961.

N° 134. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention signée à Paris, le 14 décembre 1957, concernant les mesures à prendre par les Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale pour permettre à l'Agence pour le Contrôle des armements d'exercer efficacement son contrôle et établissant la garantie d'ordre juridictionnel prévue par le Protocole n° IV du Traité de Bruxelles modifié par les Protocoles signés à Paris le 23 octobre 1954.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la crise de l'administration, la politisation de l'administration, le droit de grève des agents de l'Etat, l'efficacité de l'administration, le problème linguistique, le bilinguisme dans la haute administration; pp. 65 à 67 (21 novembre 1961); fait des observations; p. 85 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 211 (5 décembre 1961). — Discours: concernant la création d'un pool d'armements; les avantages de cette création; accroissement de l'efficacité de notre logistique, économies sur les stocks et les prix d'achat, contrôle des industries d'armement; pp. 227, 228 (6 décembre 1961).

Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. — Est élu membre suppléant de la délégation belge; p. 238 (7 décembre 1961). — Est réélu; p. 1042 (3 avril 1962).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 15, 16: intervient; pp. 653, 654 (14 février 1962).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexe à l'Accord, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale. — Discours: concernant la première application de l'article 238 du Traité de Rome que constitue le traité d'association avec la Grèce, les difficultés particulières que comportait cette association, l'établissement d'une union douanière, la création d'un conseil d'association; pp. 762, 763; concernant le progrès de la Grèce au point de vue économique et social; pp. 766, 767 (7 mars 1962).

Projet de loi portant approbation de la Convention signée à Paris, le 14 décembre 1957, concernant les mesures à prendre par les Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale pour permettre à l'Agence pour le contrôle des armements d'exercer efficacement son contrôle en établissant la garantie d'ordre juridictionnel prévue par le Protocole n° IV du Traité de Bruxelles, modifié par les Protocoles signés à Paris, le 23 octobre 1954. — Discussion générale. — Discours: concernant le Traité de l'U.E.O., l'importance et le fonctionnement de l'agence de contrôle des armements, les armements allemands et la propagande communiste à ce sujet, la préparation au désarmement général, la nécessité de nommer des agents de contrôle nucléaire; les façons d'exercer le contrôle des armements: étude des documents et contrôle à l'usine; la garantie juridictionnelle à donner aux industriels; la nécessité du traité; pp. 772, 773 (7 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant la recommandation du Conseil de l'Europe sur le problème des pays en voie de développement, le problème du marché des matières premières; pp. 962, 963 (27 mars 1962). — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant le problème de la communauté politique européenne, l'unification des exécutifs, l'élection au suffrage universel du parlement européen, la fonction publique européenne, l'U.E.O. et ses raisons d'être, l'Agence de contrôle des armements, le Comité permanent des armements, le contrôle réel de la défense commune par la com-

de la Vallée Poussin (suite).

mission de défense de l'U.E.O., l'intégration de l'U.E.O. aux communautés; le problème des relations Est-Ouest, les négociations sur le désarmement, l'élimination de la méfiance, le désarmement financier; pp. 976, 977 (28 mars 1962).

Interpellation de M. MAISSE au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et au Ministre des Finances. — Discussion: fait des observations; p. 1060 (3 avril 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion. — Discours: concernant le mouvement créé dans les milieux urbains par la hausse des prix des légumes; p. 1103 (12 avril 1962).

Interpellation au Ministre des Travaux publics « sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne l'aménagement de la ville de Bruxelles, notamment en ce qui concerne l'édification de tours, les grands axes de la circulation et le plan vert ». — Demande; p. 1162 (14 juin 1962). — Discussion. — Discours: concernant l'absence d'un plan d'aménagement régional pour l'agglomération bruxelloise, le problème que pose la construction de tours, l'immeuble de la place Rogier, la construction d'un immeuble très élevé à l'emplacement de l'ancien hôtel d'Ursel; les immeubles projetés, les problèmes que pose la construction de tels bâtiments, le règlement proposé par la Ligue esthétique belge; le problème de la circulation et des parkings, les transports en commun à Bruxelles, l'organisation d'un plan d'aménagement des grandes voies axiales, les goulots de l'avenue Louise et de l'avenue de Broqueville, la construction de tunnels, le cas du tunnel au carrefour de l'avenue Louise et de la rue Lesbroussart, les espaces verts, leur importance pour la santé de la population; le respect des lois et règlements; pp. 1213 à 1216; fait des observations; pp. 1216 à 1218 (21 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours: concernant les conséquences du principe de l'unilinguisme établi par la législation de 1932, la création de deux communautés distinctes, le bilinguisme indispensable du cerveau de l'Etat, le respect de la volonté des populations; pp. 1347, 1348 (5 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1384, 1385 (11 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1743, 1754, 1755. — Vote: justifie son vote; p. 1761 (9 octobre 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le musée de peinture moderne, les musées d'art et d'histoire, le théâtre national, l'enseignement de l'art théâtral; justifie son vote et parle de la dualité culturelle; p. 1558 (24 juillet 1962).

Delbouille, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 292. — Rapport: Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les grades délivrés par la Faculté polytechnique de Mons, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

N° 334. — Proposition tendant à la constitution d'une Commission d'enquête chargée de mieux informer le Sénat sur les faits qui doivent déterminer le transfert de communes prévu par le n° 11 de l'article premier du projet de loi n° 123.

N° 400. — Sous-amendements à l'amendement présenté par le Gouvernement: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la baisse du prix de l'électricité, les prix de l'électricité dans les autres pays du Marché commun, le prélèvement de profits des producteurs au stade de la production à haute tension, le financement des investissements des sociétés privées d'électricité, les difficultés des sociétés distributrices et des régies; pp. 282 à 284 (13 décembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours: concernant le rôle que l'Etat a joué dans le contexte de l'économie de marché, les tendances du projet en cause, l'autonomie réduite des sociétés régionales d'investissement, les raisons impé-

Delbouille (suite).

- rieuses qui ont justifié le dépôt du projet, la limitation de l'intervention des sociétés d'investissement; pp. 622 à 624 (8 février 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale: fait des observations; p. 1039 (3 avril 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1289, 1290 (3 juillet 1962); pp. 1361 à 1364. — Discours: concernant les conclusions du Centre Harmel, le transfert des Fourons, le parler populaire de cette région, le processus de francisation qui s'y est développé, les facilités, le devoir d'information du Sénat, la création d'une sous-commission d'information au sein de la commission de l'Intérieur; pp. 1368 à 1370; fait des observations; p. 1374 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient, propose l'ajournement et demande une enquête; p. 1464 (17 juillet 1962). — Art. 2: intervient; p. 1490 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture: fait des observations; pp. 1728, 1732. — Art. 1^{er}: intervient, la première partie de son amendement est rejetée, la deuxième partie tombe; pp. 1741 à 1743 (9 octobre 1962).
- Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les grades délivrés par la Faculté polytechnique de Mons, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — Discussion générale: intervient, souligne l'urgence du projet; p. 1403 (12 juillet 1962).
- Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la scission du département, l'existence et la compétence des deux ministres, les problèmes de la culture, l'autonomie culturelle, les conseils culturels, une réforme du travail des commissions, la coexistence des enseignements, la neutralité, la fonction enseignante, le rétablissement d'une école normale supérieure à côté de l'université, la révision des programmes et des méthodes, le personnel scientifique des universités, l'essaimage des universités, la propédeutique, la médiocrité de certaines émissions de la radio et de la télévision; pp. 1545 à 1547; fait des observations; p. 1556 (24 juillet 1962).

Delière, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

- Ann.* — Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 288 (13 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant une liaison de la région de Binche à la route de Wallonie, la protection du patrimoine archéologique, l'enceinte fortifiée de Binche; p. 354 (19 décembre 1961).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'entretien des vieillards malades, la nécessité de centres de gériatrie, la subsidiarité de ces centres par l'Etat; p. 843 (15 mars 1962).

Delmotte, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

- Ann.* — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 78, 79, 83. — Discours: concernant le contrôle de la tutelle administrative, les modifications au système de répartition du Fonds des communes; pp. 87, 88 (22 novembre 1961).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale: fait des observations; pp. 517, 519, 522, 523 (30 janvier 1962). — Discours: concernant la suppression des ristournes aux communes des quotes-parts d'impositions levées par l'Etat, la loi Vermeulen de 1948, les communes pauvres, les critères de répartition du Fonds des communes; p. 532 (31 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce

Delmotte (suite).

- qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale: fait des observations; p. 701 (22 février 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale: fait des observations; p. 752 (1^{er} mars 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale: fait des observations; p. 885 (20 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale: fait des observations; p. 1051 (3 avril 1962).
- Ordre des travaux. — Intervient; p. 1845 (11 octobre 1962).

Delor, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

- Doc.* — N^o 41. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.
- N^o 162. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.
- N^o 273. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.
- N^o 298. — Amendements: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.
- Ann.* — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les routes dans le Brabant wallon, la création d'un zoning industriel, la construction de grands réseaux d'égouts, le démergement de la vallée de la Dyle, les besoins du Brabant wallon en constructions scolaires; l'accroissement des crédits prévus au budget, la répartition des crédits pour les voies d'eau et les autoroutes entre la Flandre et la Wallonie, la priorité à donner à l'autoroute de Wallonie; pp. 317 à 319 (14 décembre 1961).
- Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non- Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 381, 382 (20 décembre 1961).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale: fait des observations; p. 1052 (3 avril 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; p. 1133 (12 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; p. 1289 (3 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: fait des observations; p. 1437 (12 juillet 1962); intervient, un de ses amendements est retiré, l'autre est rejeté; pp. 1485 à 1487 (18 juillet 1962).

Delpont, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

- Doc.* — N^o 49. — Rapport: Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones.
- Ann.* — Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le découragement parmi le personnel des postes par suite de l'absence de nomination définitive d'un tiers de ce personnel, l'ampleur limitée du cadre supérieur à la poste; p. 450 (23 janvier 1962); concernant le transport de marchandises par route dans le cadre de Benelux, le prix de revient plus élevé du transport

Delpont (suite).

en Belgique, la nécessité d'uniformiser les tarifs; pp. 473, 474 (24 janvier 1961). — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-9: justifie le vote de son groupe; p. 490 (25 janvier 1962).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, modifiée par la loi du 2 août 1955. — Renvoi en commission. — Demande le renvoi de la proposition aux commissions réunies des Finances et des Communications; p. 672 (14 février 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la vaccination contre la variole, la lutte contre le cancer, une réglementation en vue de la protection contre les radiations radioactives; p. 847 (15 mars 1962).

Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement. — Discussion générale. — Discours: demande s'il n'est pas possible de considérer comme avantage social le transport gratuit d'élèves organisé par une commune pour ses écoles; p. 1069; concernant les services d'autobus organisés par des communes hors de leur territoire; p. 1075 (4 avril 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; p. 1356. — Discours: concernant l'accord qui existe sur la majeure partie du projet, la situation des travailleurs flamands en Wallonie, le caractère social du problème flamand; pp. 1370, 1371 (10 juillet 1962).

De Man, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt, questeur du Sénat.

Doc. — N° 91. — Proposition de loi réglant la carrière pécuniaire de certains agents de l'Etat, qui se sont vus privés des possibilités normales de promotion, en raison de la nature de leurs fonctions dans les administrations temporaires.

N° 111. — Amendement: Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice.

N° 157. — Rapport: Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

N° 228. — Rapport: Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962.

N° 240. — Rapport: Proposition de loi complétant le régime de pensions du personnel enseignant de l'enseignement primaire.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu questeur du Sénat; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'assainissement des finances communales, l'augmentation de la dotation du Fonds des communes, les critères de répartition plus objectifs du Fonds, le regroupement de communes, la déconcentration, le rôle des commissaires d'arrondissement dans ce domaine, le contrôle des commissions d'assistance publique, le statut des greffiers provinciaux, la protection civile, l'information de la population au sujet de la protection en cas de conflit atomique, l'exercice de fonctions supérieures; pp. 56, 57 (21 novembre 1961); fait des observations; pp. 76, 78 (22 novembre 1961).

Caisse de Dépôts et Consignations. — Est réélu membre de la commission de surveillance de cette caisse; p. 378 (20 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale: fait des observations; pp. 514, 515 (30 janvier 1962). — Discours: concernant la nécessité de la responsabilité financière des communes, les économies sur le plan communal, le Fonds de 400 millions de francs, le système d'amortissement d'emprunt imposé aux communes; pp. 541, 542 (31 janvier 1962).

Proposition de loi réglant la carrière pécuniaire de certains agents de l'Etat qui se sont vus privés des possibilités normales de promotion, en raison de la nature de leurs fonctions dans des administrations temporaires. — Prise en considération. — Intervient; demande le renvoi de la proposition à la commission de l'Intérieur et de la Fonction publique; p. 649 (14 février 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce

De Man (suite).

qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale: fait des observations; p. 696 (22 février 1962).

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice. — Discussion générale. — Discours: expose la portée de son amendement prévoyant l'exemption de service pour les orphelins de père qui sont le soutien de leurs frères et sœurs; p. 716; fait des observations; pp. 717, 718; intervient; p. 719 (22 février 1962). — Discussion des articles. — Art. 10: retire son amendement; p. 739 (1^{er} mars 1962).

Demarneffe, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 45. — Rapport + Annexes: Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu secrétaire du Sénat; p. 3 (14 novembre 1961).

Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant la décentralisation de l'Office, l'augmentation du nombre de membres du conseil d'administration et du comité directeur; p. 406 (20 décembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation financière de la S.N.C.B., les transports à prix réduit, le problème des pensionnés des chemins de fer, les panneaux publicitaires le long des routes, d'autres problèmes routiers dans le Limbourg, la situation financière de la Sabena; pp. 474 à 476 (24 janvier 1962).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'augmentation des dépenses que doit supporter l'agriculture, la coopération entre producteurs et transformateurs de nos produits agricoles, la promotion de l'exportation de produits agricoles, le subsidie pour le raccordement des fermes isolées au réseau de distribution de courant électrique, l'état de la cartographie des sols, les activités du Fonds d'investissement, l'adjonction d'aides techniques aux conseillers horticoles, la conservation des fruits dans des frigos à gaz, la création d'une station de recherche scientifique pour la culture fruitière; pp. 571 à 573 (31 janvier 1962); fait des observations; p. 585 (6 février 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant notre balance commerciale, la concentration de nos exportations sur les pays de la C.E.E., la prospection de marchés pour les produits finis; le crédit à l'exportation, ses dangers, l'exportation de produits agricoles et horticoles, l'importance du marché ouest-allemand, la recherche d'autres débouchés; pp. 950, 951 (27 mars 1962).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient, son amendement est adopté; pp. 1258, 1259 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1439 à 1441 (12 juillet 1962).

Dequae, Ministre des Finances.

Ann. — Divers. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le PRESIDENT aux victimes des événements au Katanga; p. 340 (19 décembre 1961).

Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions géné-

Dequae (suite).

- rales jointes : fait des observations ; p. 348 (19 décembre 1961). — Discours : concernant la précarité de l'équilibre du budget ; répond aux orateurs et traite notamment des crédits supplémentaires, de la révision du système des impôts indirects, de la péréquation cadastrale, de la dette publique, de l'évolution de l'Etat, des investissements, des dépenses pour l'éducation nationale, des modalités d'application du précompte, de la situation financière du pays ; pp. 388 à 393 (20 décembre 1961).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-5 : intervient ; p. 399 (20 décembre 1961).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours : souligne la portée générale du projet qui est la suite logique de la loi du 14 juillet 1955 ; concernant les différences dans les coefficients de péréquation, la fixation des nouveaux taux d'imposition, l'incidence du projet en matière d'impôt complémentaire personnel, le maintien de la réduction de l'impôt foncier pour les habitations modestes, les modifications en matière d'impôt foncier sur les biens immobiliers industriels et l'outillage, le redressement des dérogations consenties depuis 1932 ; pp. 676 à 678 ; fait des observations ; pp. 681 à 684, 686, 687 ; répond à M. VERSE et rappelle le point de vue qu'il avait défendu en 1955 ; p. 688 ; fait des observations ; pp. 690 à 692 (20 février 1962). — Discours : répond aux orateurs ; traite notamment de l'augmentation des centimes additionnels communaux depuis 1932, du problème que la péréquation pose dans les communes fortement industrialisées, de la différence entre la situation du propriétaire et celle du locataire à l'égard du calcul des bénéfices professionnels, de l'admission de l'amortissement pour la partie d'un immeuble consacrée à l'exercice d'une profession libérale, de l'incidence de la péréquation sur l'impôt complémentaire personnel, de l'application de la péréquation, du nombre peu élevé des réclamations contre la révision des revenus cadastraux ; pp. 696, 697 à 701 ; déclare que la loi en discussion ne devra pas être modifiée à la suite de la réforme fiscale ; p. 701. — Discussion des articles. — Art. 4, 6, 7, 8 : intervient ; pp. 704 à 708, 710 à 712 (22 février 1962).
- Interpellation de M. LAHAYE « sur : 1° l'absence d'une politique humaine et réaliste à l'égard : a) de nos compatriotes victimes de sévices ou de dommages corporels ; b) des familles de ceux qui furent tués à l'occasion des troubles provoqués soit par les Congolais, soit par les interventions de l'O.N.U. ; c) des victimes de dommages matériels ; d) des porteurs des titres d'emprunt non garantis par la Belgique ; 2° la nécessité de ne plus baser notre position sur la loi fondamentale provisoire dont certains principes se révèlent chaque jour être une source de troubles et de mécontentement, notamment en ce qui concerne le Congo unitaire qui est à la base des événements sanglants du Katanga et autres lieux ; 3° le retrait de tout soutien financier à l'O.N.U. ». — Discussion. — Discours : concernant l'importance des charges financières qui résulteront pour la Belgique de la situation au Congo, le projet relatif au dédommagement des victimes des événements du Congo, le transfert de fonds venant du Congo, le portefeuille du Congo, les emprunts congolais ; pp. 743, 744 (1^{er} mars 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs ; p. 995. — Discussion des articles : rend hommage au Sénat ; p. 995 (29 mars 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'obligation devant laquelle il s'est trouvé de déposer le projet en cause ; p. 1121. — Vote : intervient ; p. 1121 (24 mai 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1130, 1131, 1134, 1135 (12 juin 1962). — Discours : concernant l'investissement de capitaux étrangers en Belgique, la péréquation cadastrale, le précompte, l'assainissement des finances publiques, la diminution des feuillets de crédits supplémentaires ; l'assainissement des finances communales, de la S.N.C.B. et de l'assurance maladie-invalidité ; le ralentissement de l'augmentation de la dette publique, la situation de la trésorerie, la diminution du taux de l'intérêt ; pp. 1146, 1147 (13 juin 1962).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale.

Dequae (suite).

- rale. — Discours : concernant la portée du projet en discussion, l'octroi de crédits à long terme, les mesures prises dans la plupart des pays exportateurs, le caractère marginal et supplétif de l'intervention nouvelle de l'Office du Ducroire ; pp. 1245, 1246 ; fait des observations ; pp. 1248, 1249. — Discussion des articles. — Art. 3 : intervient ; p. 1251 (27 juin 1962).
- Interpellation de M. LAHAYE « sur l'absence de mesures d'indemnisation en faveur des victimes des événements du Congo et notamment des porteurs de titres de la dette publique ». — Discussion. — Discours : regrette l'interpellation ; concernant les négociations en cours, l'importance des emprunts coloniaux, la position du gouvernement belge quant aux droits et obligations de l'ex-Congo-Belge ; la distinction entre les emprunts émis par l'Etat libre ou par la colonie, la possibilité de prendre des mesures en faveur des porteurs des titres en question ; l'attitude du gouvernement belge dictée d'après le résultat des négociations ; fait des observations ; pp. 1526, 1527 (19 juillet 1962).
- Décès. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le PRÉSIDENT à la mémoire de MM. les Sénateurs MULLIE, GILIS et HANOTTE ; p. 163 (2 octobre 1962).
- Catastrophes et accidents. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le PRÉSIDENT à la mémoire des victimes de la catastrophe de la rue de la Loi ; p. 1634 (2 octobre 1962).
- Relations extérieures. — S'associe au nom du Gouvernement aux condoléances transmises par M. le PRÉSIDENT à MM. les ambassadeurs d'Iran et d'Espagne, pour le deuil qui a frappé leur pays ; p. 1634 (2 octobre 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant l'examen approfondi du projet en commission, l'objectivité qui a présidé aux débats ; remercie les rapporteurs ; concernant la nécessité d'une réforme fiscale, les défauts de la législation actuelle, l'incidence de la déductibilité, l'interprétation du principe *non bis in idem*, les fraude et évasion fiscales ; le principe de base de la réforme : une répartition plus équitable des charges fiscales ; la globalisation des revenus, la suppression de la déductibilité, les trois précomptes, le précompte immobilier, le précompte mobilier, la nécessité de précomptes ; la limitation de l'impôt global à un taux de 50 p.c., la normalisation de la progressivité, l'impossibilité de maintenir la déductibilité dans le système de l'impôt global, la diminution du revenu global de l'Etat qui en découlerait ; la répercussion générale de la réforme, la lutte contre la fraude, les diminutions d'impôts pour les personnes physiques, la diminution de la taxation du capital à risques, l'augmentation de la taxation des bénéfices réservés, le nouveau régime des amortissements dégressifs ; les amendements du Gouvernement, l'amendement à l'article 11 relatif à la non-déductibilité ; déclare qu'il posera la question de confiance à ce sujet ; pp. 1636 à 1641 ; fait des observations ; pp. 1646, 1649, 1650 (2 octobre 1962) ; pp. 1662, 1669, 1672 à 1674, 1677 à 1680 ; intervient ; p. 1681 (3 octobre 1962). — Discours : répond aux orateurs ; traite notamment de l'opposition au projet, de la péréquation cadastrale, de la fiscalité communale, des répercussions de la réforme fiscale pour l'économie et pour l'épargne, du ralentissement de l'augmentation de la dette publique, du rapport entre impôts directs et indirects, de l'indexation des impôts, de la non-déductibilité ; pp. 1695 à 1699. — Discussion des articles. — Art. 2, 4 et 5 : intervient ; pp. 1703, 1706, 1708 à 1711, 1714, 1715 (4 octobre 1962). — Art. 6, 7, 9 et 11 : intervient ; pp. 1767, 1768, 1772, 1774, 1775, 1780 à 1784, 1787 à 1789, 1795, 1797, 1800, 1801 (10 octobre 1962). — Art. 12, 13, 15, 16, 17, 18 : intervient ; pp. 1805, 1808, 1823 à 1829, 1836, 1838, 1841 à 1844, 1848, 1849 (11 octobre 1962). — Art. 20, 21, 22, 23, 27, 29, 34, 35, 38, 41, 48, 52, 55, 74, 76 (nouveau), 87 : intervient ; pp. 1853, 1859 à 1862, 1864 à 1866, 1868, 1871, 1875, 1878, 1882 à 1884, 1887, 1890, 1891, 1895 à 1897, 1899, 1900, 1902, 1903, 1911 à 1913, 1916, 1917 (16 octobre 1962).
- Ordre des travaux. — Intervient ; p. 1845 (11 octobre 1962).

Deruelles, sénateur coopté.

- Doc. — N° 24. — Proposition de loi tendant à modifier les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.
- N° 90. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, modifiée par la loi du 2 août 1955.

Deruelles (suite).

- N° 216. — Rapport : Projet de loi concernant les contestations relatives au paiement de la cotisation d'un demi pour-cent afférente au congé supplémentaire prévue par la loi du 8 juillet 1936.
- N° 271. — Proposition de loi complétant l'article 233bis de la loi du 18 juin 1869 concernant les traitements des commis-greffiers et commis-greffiers principaux de l'Ordre judiciaire.
- N° 274. — Rapport : Projet de loi portant relèvement de la limite des rémunérations à observer pour le calcul des cotisations afférentes aux allocations familiales des travailleurs salariés et intégrant le pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés.
- N° 353. — Rapport : Projet de loi créant un tribunal de police dans l'arrondissement judiciaire de Mons.
- N° 404. — Proposition de loi complétant la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.
- Ann.** — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'évolution en matière de sécurité sociale, l'évolution dans le domaine des pensions, la suppression de certaines anomalies, l'individualisation de l'octroi de la pension, l'assurance maladie-invalidité, la généralisation de la gestion paritaire de la sécurité sociale, la décentralisation, la réorganisation de l'inspection sociale et de l'inspection du travail, l'unicité de juridiction pour les litiges du travail et de la sécurité sociale ; pp. 122, 123 (28 novembre 1961).
- Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la péréquation des pensions à la S.N.C.B. et à la R.T.T., l'interprétation de l'article 5 de la loi du 2 août 1955 ; pp. 472, 473 (24 janvier 1962).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie modifiée par la loi du 2 août 1955. — Prise en considération : intervient ; p. 648 (14 février 1962).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale. — Discours : concernant la réduction de la période transitoire prévue dans la loi de 1955, les dispositions de la nouvelle loi, le financement, la question de la preuve, le problème des cumuls, le service des carrières mixtes ; pp. 1001, 1002 (29 mars 1962).
- Projet de loi portant relèvement de la limite des rémunérations à observer pour le calcul des cotisations afférentes aux allocations familiales des travailleurs salariés et intégrant le pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés. — Discussion générale. — Discours : concernant le relèvement du plafond, l'intégration du pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales, l'utilisation du boni provenant des ressources nouvelles suivant les suggestions du professeur Sauvy, les conclusions de la commission Delpérée ; p. 1271 (28 juin 1962).
- Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion générale. — Discours : concernant les réductions de tarif imposés à la S.N.C.B., l'application de la législation ; pp. 1583, 1584 (25 juillet 1962).

Descamps, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

- Ann.** — Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur la situation actuelle de nos forces dans le cadre de la défense et l'organisation générale de l'armée ». — Demande ; p. 38 ; intervient concernant la fixation de la discussion ; p. 39 (16 novembre 1961). — Discussion. — Discours : concernant la désorganisation des forces armées belges et la tension internationale croissante, la nécessité d'une politique de défense, l'effort militaire de la Belgique, le désarmement moral, la situation au point de vue de l'équipement et du personnel, la situation du charroi ; la diminution du niveau moral des forces armées, les rémunérations trop basses des officiers et sous-officiers, la multiplication des statuts, les mutations ; l'aliénation de bâtiments militaires inutilisés et le regroupement dans de grands camps, le repli d'un maximum de forces belges d'intervention en Belgique, le licenciement de volontaires, la standardisation de l'armement, la réduction des formalités, une politique du personnel renouvelée, la qualité de la nourriture et le service de santé, l'équité linguistique à l'armée ; pp. 188 à 191 (30 novembre 1961).

Descamps (suite).

- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : précise la portée de l'argumentation développée dans son interpellation ; p. 215 (5 décembre 1961).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'une politique agricole nationale préparant une intégration harmonieuse, l'insuffisance du budget de l'agriculture, le déficit du Fonds agricole, l'augmentation de la charge fiscale des agriculteurs, le rôle de l'Institut économique agricole, les problèmes du froment et de la betterave sucrière, l'utilisation de la saccharine, la situation dans le secteur du beurre, la viticulture, les cultures fruitière et maraîchère ; les modifications dans la structure du département, la loi de parité agricole ; pp. 494 à 496 (25 janvier 1962) ; concernant l'incorporation du blé indigène ; p. 595 (6 février 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Discussion des articles. — Art. 4 : son amendement est rejeté ; pp. 927, 928 (22 mars 1962).
- Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussion des articles. — Art. 3 : son amendement est rejeté ; p. 930 (22 mars 1962).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion : dépose un ordre du jour ; p. 1101 ; son ordre du jour est rejeté ; p. 1104 (12 avril 1962).
- Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur : 1° le statut et la situation des cadres de l'armée ; 2° la situation des armes « spéciales ». — Demande ; p. 1105 (12 avril 1962). — Nouvel intitulé : Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur la justification politique et morale d'une politique de défense ». — Discussion. — Discours : concernant la modification de l'intitulé de son interpellation, la situation actuelle de l'armée, l'absence de réorganisation approfondie, l'échec des volontaires O.T.A.N., la valeur opérationnelle de l'armée, la possibilité d'une attaque par des forces armées, l'établissement d'une force potentielle de défense, la nécessité de l'O.T.A.N., la création d'un comité ministériel de défense, le but d'une politique de défense, l'organisation de la défense de l'O.T.A.N., la fixation de limites budgétaires et du temps de service sans se soucier des engagements internationaux, le rééquipement de l'armée dans le cadre d'une loi-programme, une prolongation du service militaire, la révision du régime des inspections, une politique des cadres ; pp. 1172 à 1174 ; remercie le ministre ; p. 1179 (14 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1481. — Art. 4 : retire son amendement ; p. 1494 (18 juillet 1962).
- Interpellation au Ministre de l'Agriculture « sur la situation catastrophique dans laquelle l'agriculture belge se trouve pour l'instant et sur les moyens qu'il a l'intention de mettre en œuvre en vue de remédier à cette situation ». — Demande ; p. 1802 (10 octobre 1962).

de Schaetzen (chevalier), sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

- Doc.** — N° 289. — Amendement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.
- Ann.** — Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1438, 1439 (12 juillet 1962).

Desmet, L., sénateur provincial de Hainaut, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 95. — Rapport + Annexes : Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées.

N° 366. — Rapport + Annexes : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu secrétaire du Sénat ; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la question des prix imposés, l'assainissement du domaine de la distribution, le problème du cinéma, l'assainissement de la meunerie, l'enregistrement comptable ; la reconversion de la région du Centre ; pp. 287 à 289 (13 décembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité de la création d'une société nationale d'investissement, la différence entre le donneur de crédits comme la S.N.C.I. et le participant à l'entreprise que veut être la société d'investissement, l'activité des banques et des holdings, l'opposition à la création de la société d'investissement, les buts à atteindre, les sociétés d'investissement dans les autres pays ; la justification du projet, le rôle de la société nationale, les sociétés régionales, les moyens de financement des sociétés d'investissement, l'administration et la surveillance de la S.N.I., la nécessité d'une révision des données de notre vie économique, la limitation aux sociétés anonymes du recours aux services de la S.N.I. ; pp. 602 à 604 (7 février 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion. — Discours : concernant les raisons de la pénurie actuelle de pommes de terre, l'inefficacité de l'arrêté, les exportations, l'accaparement du marché, la nécessité d'une surveillance du marché, une grève des consommateurs ; pp. 1098, 1099 ; dépose un ordre du jour ; p. 1101 (12 avril 1962).

Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion : fait des observations ; p. 1175 (14 juin 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : rend hommage à M. P. DE SMET, Président de la commission des Finances et co-rapporteur, M. VAN HOUTTE ; concernant les principes directeurs de la réforme fiscale, la globalisation des revenus, le cumul des revenus d'époux, la non-déductibilité, les précomptes, une plus juste perception de l'impôt, l'institution d'un impôt spécifique des sociétés, la suppression de l'article 52 des actuelles lois coordonnées, le nouveau régime des revenus mobiliers, le paiement de l'impôt par le créancier du revenu, le remboursement du précompte mobilier à partir de l'exercice 1966, les réactions suscitées par la réforme fiscale ; pp. 1641 à 1644 (2 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 5 : intervient ; p. 1763 (10 octobre 1962). — Art. 15 : intervient ; p. 1814 (11 octobre 1962).

Ordre des travaux. — Intervient au sujet de son vote ; p. 1731 (9 octobre 1962).

De Smet P., sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Education nationale et de la Culture. — Discussion : fait des observations ; p. 134 (28 novembre 1961).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 166 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 222 (6 décembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la normalisation des produits, l'Institut belge de normalisation, la subvention insuffisante de l'Etat à l'Institut, les raisons de l'intervention de l'Etat ; pp. 263, 264 (12 décembre 1961) ; fait des observations ; pp. 286, 287 (13 décembre 1961).

Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion : fait des observations ; p. 269 (12 décembre 1961).

De Smet, P. (suite).

Question orale de Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE au Premier Ministre. — Fait des observations ; p. 349 (19 décembre 1961).

Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours : énumère des points favorables et défavorables de la situation financière ; concernant les montants de la dette publique directe et indirecte à charge de l'Etat, le deuxième feuillet de crédits supplémentaires, la suppression des crédits pour l'action de l'O.N.U. au Congo ; pp. 350 à 352 (19 décembre 1961) ; fait des observations ; pp. 381 à 383, 389 à 393 (20 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 522, 523 (30 janvier 1962).

Projet de loi modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : expose le processus qui a été suivi pour l'examen du projet en commission ; rend hommage à l'œuvre des rapporteurs, MM. LEE-MANS et DOUTREPONT ; concernant les considérations de M. Matton sur la réforme de la comptabilité de l'Etat, notamment à propos de propositions de loi et amendements entraînant des dépenses nouvelles ; pp. 548, 549 (31 janvier 1962).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours : concernant la participation des secteurs public et privé à la S.N.I., l'« investment banking », la mise sur un pied d'égalité des sociétés privées d'investissement et des institutions publiques, la nécessité du sens de la grandeur, l'urgence de grands travaux d'infrastructure ; pp. 611, 612 (7 février 1962). — Discussion des articles du projet. — Art. 1^{er} : retire son amendement ; fait des observations ; pp. 631, 636. — Art. 8 : intervient, la première partie de son amendement est rejetée, la seconde partie est adoptée ; p. 637. — Art. 11 : intervient ; p. 639 (8 février 1962). — Art. 14 : son amendement est adopté ; p. 649 (14 février 1962). — Discussion des articles des statuts. — Art. 6 : retire son amendement ; p. 631 (8 février 1962). — Art. 12 : intervient ; p. 662. — Art. 24 : son amendement est adopté ; p. 665 (14 février 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours : demande si la quote-part belge dans les frais de l'O.N.U. ne sera payée que par compensation partielle avec la créance belge sur l'O.N.U. ; p. 903 (21 mars 1962).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1120. — Vote : fait des observations ; p. 1121 (24 mai 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations ; p. 1340 (5 juillet 1962).

Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1620, 1621 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant approbation de l'accord intervenu entre le gouvernement belge et le Fonds monétaire international en vue de l'adhésion de la Belgique à la décision du conseil d'administration du Fonds monétaire international en date du 5 janvier 1962. — Ajournement : intervient ; p. 1628 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : se déclare très satisfait du travail de la commission des Finances ; rend hommage aux deux rapporteurs ; pp. 1644, 1645 (2 octobre 1962) ; intervient ; p. 1682 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 11 : fait des observations ; p. 1795 (10 octobre 1962). — Art. 15 et 17 : intervient ; pp. 1815, 1840, 1841 (11 octobre 1962).

de Stexhe, sénateur coopté.

Doc. — N° 78. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

N° 175. — Amendement : Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale.

N° 200. — Rapport : Projet de loi tendant à conférer des attributions de police judiciaire à certains agents du Comité Supérieur de Contrôle.

N° 243. — Rapport : Projet de loi modifiant les articles 496, 510, 524, deuxième alinéa, 583, 595, deuxième alinéa, 601 et 607 du Code de commerce et les articles 25, 27 et 28, deuxième alinéa, des lois sur le concordat judiciaire coordonnées le 25 septembre 1946.

N° 312. — Amendement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant le problème du maintien de l'ordre, les promesses du gouvernement et l'absence de réalisations dans ce domaine, les promotions de fonctionnaires grévistes dans certains départements; pp. 66 à 69 (21 novembre 1961); p. 85 (22 novembre 1961). — Justifie son vote; p. 108 (23 novembre 1961).

Projet de loi modifiant le statut de l'I.R.S.I.A. refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957. — Discussion générale. — Discours : concernant l'opportunité d'une coordination dans le domaine de la recherche scientifique; p. 253 (12 décembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la suppression de lignes de chemin de fer dans le Hainaut; p. 477 (24 janvier 1962).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours : concernant les charges fiscales découlant du projet, l'impôt sur les personnes morales, les additionnels à la taxe professionnelle, la majoration des additionnels à la contribution foncière, l'abandon des mesures d'économie que contenait la loi unique, les dispositions en matière de cadre et de traitements du personnel communal, les modalités de répartition du Fonds des communes, la restitution d'un milliard au Fonds des communes, la diminution de la responsabilité financière des communes, le caractère transitoire du projet, la perception des centimes additionnels à la taxe de circulation et à la taxe professionnelle, la majoration de 5 p.c. de l'impôt d'Etat sur les sociétés; pp. 519 à 524; fait des observations; p. 524, 528 (30 janvier 1962); pp. 536 à 538 (31 janvier 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : rappelle brièvement la portée du projet; p. 545 (31 janvier 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations; p. 819 (14 mars 1962).

Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale. — Discours : estime que le projet de loi va trop loin; rappelle les efforts de décentralisation qui ont déjà été faits; concernant l'augmentation du nombre d'annulations de décisions communales, les raisons de cette augmentation, la nécessité d'éviter la centralisation excessive, la notion de l'intérêt général, l'interprétation différente que peuvent en avoir les gouverneurs, l'objection d'ordre constitutionnel, l'avis du Conseil d'Etat, la compétence concurrente du gouverneur et du Roi, le pouvoir hiérarchique du ministre sur le gouverneur, la possibilité de recours des parties intéressées ou d'évocation par le Roi; pp. 871 à 874; fait des observations; pp. 880, 884 à 886; concernant la faiblesse de l'argumentation du ministre, la raison du pouvoir d'évocation du Roi suggéré dans son amendement, les statistiques relatives aux cas d'annulation, le nombre de cas qui seraient évoqués; pp. 886, 887 (20 mars 1962). — Discussion des articles. — Art. 2 : son amendement est adopté; pp. 920, 921 (22 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant la répartition des compétences de l'ancien département des Affaires africaines, le cas du secrétaire général de ce département, le plan de liquidation envisagé pour ce département, la situation des Belges revenus du Con-

de Stexhe (suite).

go, le reclassement des anciens agents d'Afrique, le cas des colons et indépendants, la création de l'Office de la coopération au développement, les principes sur lesquels devrait reposer l'assistance technique au Congo, les critères pour l'envoi de personnel belge au Congo; pp. 958 à 960; fait des observations; p. 966 (28 mars 1962).

Projet de loi tendant à conférer des attributions de police judiciaire à certains agents du Comité supérieur de contrôle. — Discussion générale : intervient; p. 1082 (12 avril 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion : dépose un ordre du jour qui est adopté; pp. 1104, 1105 (12 avril 1962).

Ordre des travaux. — Intervient; pp. 1253, 1254, 1256 (27 juin 1962). — Intervient; p. 1719 (9 octobre 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant les modifications des limites provinciales et communales, un retour au projet initial du Gouvernement; le principe appliqué par la Chambre des Représentants dans son projet, les déclarations faites par d'éminentes personnalités lors des débats sur la loi de 1932, la solution qui avait été préconisée par M. Jennissen; les conclusions du Centre Harmel, les résolutions adoptées par les congrès du P.S.C., l'avis du Gouvernement, l'avis des populations, les conséquences des modifications des limites administratives en matière judiciaire et en matière administrative, le danger de la constitution de deux blocs à base linguistique; pp. 1304 à 1308 (4 juillet 1962); fait des observations; pp. 1331, 1341, 1342 (5 juillet 1962); pp. 1363, 1368, 1374, 1375 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations; pp. 1430, 1434, 1444 (12 juillet 1962); intervient; p. 1456 (17 juillet 1962). — Art. 2 et 4 : intervient; pp. 1483, 1484, 1494. — Art. 6 : intervient, retire ses amendements; pp. 1502 à 1505. — Art. 11 : intervient; p. 1507 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture : intervient; pp. 1729 à 1731 (9 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 6 : intervient, son amendement verbal est rejeté; pp. 1766, 1767, 1771 à 1773, 1776 à 1778 (10 octobre 1962). — Art. 11 : intervient; p. 1810 (11 octobre 1962). — Art. 23 : intervient; pp. 1868, 1869 (16 octobre 1962).

Devuyst, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 106. — Rapport : Projet de loi modifiant et complétant la législation concernant la sécurité sociale en vue d'uniformiser et de généraliser les prescriptions relatives à la suppression des fractions de francs.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations; p. 14 (14 novembre 1961).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations; p. 701 (22 février 1962).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale : fait des observations; pp. 1003, 1005 (29 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : fait des observations; p. 1040 (3 avril 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion : fait des observations; p. 1103 (12 avril 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations; p. 1148 (13 juin 1962).

De Winter, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 81. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord de Commerce entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Japon, d'autre part, des premier et second Protocoles, du

De Winter (suite).

- procès-verbal rédigé de commun accord avec l'annexe à la partie C de ce procès-verbal, et de l'échange de lettres, signés à Tokyo, le 8 octobre 1960.
- N° 96. — Amendements: Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées.
- N° 114. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de Coopération pour la Sécurité de la Navigation aérienne «Eurocontrol», des Annexes I et II, et du Protocole de signature, signés à Bruxelles, le 13 décembre 1960.
- N° 207. — Rapport: Projet de loi portant approbation du deuxième Accord international sur l'Étain, et des Annexes, faits à Londres le 1^{er} septembre 1960.
- N° 303. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun relative aux produits de la liste G prévue au Traité instituant la Communauté Economique Européenne, de l'Annexe contenant les taux des droits fixés pour les produits de la liste G, des Protocoles et de l'Acte final, signés à Rome, le 2 mars 1960.
- N° 345. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention internationale des télécommunications et Actes annexés, signés à Genève le 21 décembre 1959.
- N° 349. — Rapport: Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière.
- Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 27 (16 novembre 1961).
- Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 36 (16 novembre 1961).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture. — Discussion: fait des observations; p. 133 (28 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 222 (6 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 259 (12 décembre 1961); pp. 283, 285. — Discours: concernant l'intervention de M. MOTZ, la nécessité de créer un climat d'expansion, l'encouragement de l'épargne et des investissements, l'incidence de la fiscalité, la politique charbonnière, les prix des produits pétroliers; pp. 286, 287; fait des observations; pp. 288, 290 à 293 (13 décembre 1961).
- Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion: fait des observations; pp. 270, 271 (12 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: propose que lors de la construction d'une autoroute, un plan de remboursement soit prévu; p. 337 (14 décembre 1961); fait des observations; pp. 360, 361 (19 décembre 1961).
- Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant les modalités d'application du précompte en matière de taxe mobilière; pp. 387, 388; fait des observations; pp. 390, 392 (20 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 458, 463 (23 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale: fait des observations; pp. 522 à 524 (30 janvier 1962).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 584, 589 (6 février 1962).
- Projet de loi portant approbation de l'Accord de Commerce entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et le Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Japon, d'autre part, des premier et second Protocoles, du procès-verbal rédigé de commun accord avec l'annexe à la partie C de ce procès-

De Winter (suite).

- verbal, et de l'échange de lettres, signés à Tokyo, le 8 octobre 1960. — Discussion générale: intervient; demande l'approbation du projet; p. 597 (6 février 1962).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale: fait des observations; pp. 609, 610, 616. — Discours: concernant le taux de croissance de l'économie belge, l'accroissement du revenu net par habitant, l'absence de fondement des accusations formulées à l'égard du secteur privé en matière d'investissements, la création d'un climat favorable à l'industrialisation, la nécessité d'une politique adéquate en vue de promouvoir les investissements, le problème que pose le financement des entreprises indépendantes, l'encouragement de l'autofinancement, l'absence d'un véritable système d'« investment banking », les instruments dont disposent les pays voisins pour fournir à l'économie les capitaux à risque nécessaires, l'encouragement des investissements à bon escient, l'égalité de traitement entre les sociétés privées et sociétés publiques d'investissements; pp. 616 à 618 (7 février 1962). — Discussion des articles du projet. — Art. 1^{er}: intervient, retire son amendement; pp. 630, 632, 633, 636. — Art. 8: intervient, la première partie de son amendement est rejetée, la seconde partie est adoptée; p. 637. — Art. 11: intervient, son amendement est adopté; p. 639. — Art. 13: intervient, retire son amendement; pp. 640 à 642 (8 février 1962). — Art. 14: intervient, son amendement est adopté; p. 649. — Art. 15 et 16: intervient; pp. 650 à 652 (14 février 1962). — Discussion des articles des statuts. — Art. 6: retire son amendement; p. 631 (8 février 1962). — Art. 12: intervient; p. 661. — Art. 18: intervient; p. 664. — Art. 24: son amendement est adopté; p. 665 (14 février 1962).
- Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «Eurocontrol», des annexes I et II et du Protocole de signature, signés à Bruxelles, le 13 décembre 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la non-participation de l'Italie à la convention; p. 668 (14 février 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours: concernant l'augmentation des charges fiscales foncières au cours des dix dernières années, l'anticipation du projet sur la réforme fiscale, l'inégalité entre l'indépendant locataire et l'indépendant qui exerce son activité dans un immeuble qui lui appartient; pp. 695, 696; fait des observations; pp. 696, 697, 699 (22 février 1962).
- Interpellation de M. LAHAYE au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances. — Discussion: fait des observations; pp. 743, 744 (1^{er} mars 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale: fait des observations; p. 746 (1^{er} mars 1962).
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexe à l'Accord, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale: fait des observations; p. 768 (7 mars 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 916, 919. — Discours: concernant la non-application de la loi de 1932 au département des Affaires étrangères, le déséquilibre qui subsistera dans les deux plus hautes classes de la diplomatie belge après l'adoption des deux projets en discussion, la nécessité d'atteindre l'équilibre linguistique dans toutes les classes, le comité de direction du département; pp. 922, 923. — Discussion des articles du premier projet. — Art. 4: fait des observations; p. 926 (22 mars 1962).

De Winter (suite).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'une programmation des prévisions de notre commerce extérieur, l'élargissement de nos marchés dans l'ensemble du monde, la défense des intérêts des Etats-membres par la C.E.E. et l'O.C.D.E., les mesures prises par les Etats-Unis en matière de tapis de laine et de verre, une meilleure collaboration extérieure des organismes internationaux à l'égard des pays en voie de développement, les conclusions de l'Union interparlementaire ; pp. 945, 946 ; fait des observations ; p. 953 ; intervient ; p. 954 (27 mars 1962). — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 983, 984 (28 mars 1962).

Projet de loi portant approbation du deuxième Accord international sur l'étain et des Annexes, faits à Londres, le 1^{er} septembre 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'importance d'une stabilisation des prix des matières premières pour les pays en voie de développement, l'absence de signature de l'Accord par l'Allemagne ; p. 1093 (12 avril 1962).

Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 11 : fait des observations ; p. 1118 (24 mai 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1134, 1135 (12 juin 1962).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale. — Discours : concernant l'allongement des délais de crédit, l'action de « Crédit-Export », le caractère marginal et supplétif de l'intervention de l'Office du Ducroire, le fonctionnement de l'Office, les risques assumés par l'Office ; pp. 1247 à 1249. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 1250. — Art. 3 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1251, 1252 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1287 à 1289 (3 juillet 1962) ; pp. 1313, 1315 (4 juillet 1962) ; pp. 1331, 1333, 1342, 1346 (5 juillet 1962) ; pp. 1356, 1363, 1368, 1369, 1371 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1391 (11 juillet 1962) ; p. 1441 (12 juillet 1962) ; p. 1458 (17 juillet 1962). — Art. 4 : fait des observations ; pp. 1499 à 1501 (18 juillet 1962).

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1407, 1412 (12 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1514 (19 juillet 1962) ; p. 1551 (24 juillet 1962).

Projet de loi portant approbation de l'Accord concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun relative aux produits de la liste G prévue au traité instituant la Communauté Economique Européenne, de l'Annexe contenant les taux des droits fixés pour les produits de la liste G, des Protocoles et de l'Acte final, signés à Rome, le 2 mars 1960. — Discussion générale. — Discours : souligne la volonté montrée par les Six de réaliser effectivement l'union douanière convenue entre eux ; concernant les mesures spéciales prévues pour quatorze des septante rubriques tarifaires, le protocole XV relatif au zinc et au plomb, la menace de pénurie de ces minerais, la suppression des contingents tarifaires et l'application intégrale du tarif extérieur commun ; pp. 1578, 1579 (25 juillet 1962).

Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Discussion générale. — Discours : résume la portée du projet ; concernant l'opposition de la C.E.C.A. à un financement des charges de l'industrie charbonnière par voie budgétaire, la situation similaire qui se présente en Allemagne, le caractère temporaire des taxes proposées ; pp. 1593, 1594 ; fait des observations ; pp. 1595, 1600, 1602 ; concernant la communication à la commission sénatoriale des directives et critères qui seront appliqués pour la répartition des fonds recueillis ; p. 1604 (25 juillet 1962).

De Winter (suite).

Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale. — Discours : concernant la protection des intérêts du secteur privé, le système prévu aux Pays-Bas ; formule des remarques concernant les articles 2, 8 et 11 du projet, l'utilité du système bicaméral ; p. 1608 ; fait des observations ; pp. 1609, 1610 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 11 : fait des observations ; p. 1788 (10 octobre 1962). — Art. 15 et 18 : fait des observations ; pp. 1822, 1829, 1847 (11 octobre 1962).

Diependaele, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

Doc. — N° 302. — Amendements : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la loi du 30 juin 1961, la liquidation de la répression par l'amnistie ; p. 157 ; concernant le nombre de demandes introduites en vertu de cette loi ; p. 161 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la limitation des réunions dansantes privées, la concurrence faite à l'hôtellerie par les exploitants de mess, homes de vacances et fancy-fairs ; p. 195 (30 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation linguistique à l'armée, le logement des soldats en Allemagne, la protection des populations civiles contre une attaque atomique, le sort des anciens combattants de l'Est ; pp. 235, 236 (7 décembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité de réaliser la route E 3, le système d'adjudication des travaux publics, la mise à charge des propriétaires riverains des frais de revêtement de routes ; pp. 355, 356 (19 décembre 1961).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours : concernant le manque de garanties quant aux décisions qui seront prises par les communes en matière de centimes additionnels, l'adaptation du revenu cadastral sur base de la valeur locative présumée, l'incidence sur les loyers, le danger de fuite de capitaux, les exonérations ; pp. 694, 695 (22 février 1962).

Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale. — Discours : justifie l'abstention de son groupe au vote du projet ; concernant la liquidation de la répression, le maintien de troupes belges à l'étranger ; p. 753 (1^{er} mars 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Vote : justifie son vote ; p. 933 (22 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'équilibre linguistique au département, l'insuffisance du projet récemment voté, l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, la liquidation des séquelles de la répression, le sort des soldats belges qui furent prisonniers à Stanleyville, les plaintes d'enseignants belges se trouvant au Ruanda-Burundi, la protection des Belges qui y résident ; pp. 989, 990 (28 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : s'étonne de l'attitude des membres flamands du groupe P.S.C. et déclare que son groupe votera contre le projet ; p. 1054 (3 avril 1962).

Diependaele (suite).

Interpellation de M. ROLIN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Défense Nationale. — Discussion. — Discours : concernant un désarmement progressif, le danger qui résulterait de la désignation de Bruxelles comme capitale de l'Europe occidentale ; p. 1324 (4 juillet 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant l'absence de sanctions dans la loi de 1932, l'absence de classes de transmutation en Wallonie, la nécessité de délimiter des régions linguistiques homogènes, le bilinguisme, les facilités linguistiques, les cas d'Enghien et de Renaix, les sermons français à Anvers ; déclare que le projet ne donne pas satisfaction à son groupe ; pp. 1351, 1352 (5 juillet 1962) ; fait des observations ; p. 1373 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : ses amendements sont rejetés ; intervient ; pp. 1431, 1436, 1442, 1446 (12 juillet 1962). — Art. 2 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 1478, 1479, 1482, 1483 à 1486, 1488, 1489, 1491. — Art. 4 : fait des observations ; p. 1496 ; retire ses amendements, d'autres sont rejetés ; pp. 1500 à 1502. — Art. 7 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1505. — Art. 9 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1506. — Art. 12 : son amendement tendant à l'insertion d'un art. 12 nouveau est rejeté ; p. 1507 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture : intervient ; p. 1734. — Art. 1^{er} : intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).

Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de Fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion générale. — Discours : concernant la décentralisation des entreprises et des services administratifs, la mise à charge des employeurs des frais de transport des travailleurs ; fait des observations ; pp. 1587, 1588 (25 juillet 1962).

Ajournement. — Remercie M. le PRESIDENT et formule des vœux de bonnes vacances ; p. 1630 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient ; p. 1798 (10 octobre 1962).

Driessen (Mlle), sénateur coopté.

Doc. — N° 130. — Proposition de loi tendant à protéger le titre d'aide familiale.

N° 287. — Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le paiement des allocations familiales pour enfants placés dans des institutions ; p. 116 (23 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les subsides aux services d'aide familiale, la lutte contre l'alcoolisme, la subsidiation des dispensaires anti-alcooliques, le problème de l'hygiène mentale et en particulier des enfants anormaux ; pp. 848, 849 (15 mars 1962). — Discussion des articles du tableau. — Art. 21 : intervient, retire son amendement ; p. 1067 (4 avril 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1439 (12 juillet 1962).

Dua, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 16. — Proposition de loi portant modification de l'article 551, 5^o, du Code pénal.

N° 204. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

Dua (suite).

N° 215. — Amendement : Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire.

N° 361. — Rapport + Annexe : Projet de loi créant un ordre des architectes.

N° 368. — Proposition de loi tendant à encourager l'épargne en vue de l'accès à la profession et instaurant un système de crédit pour l'établissement des travailleurs indépendants.

N° 372. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la réforme de la procédure civile, l'introduction de la procédure dirigée, la police judiciaire, la situation à la police judiciaire de Gand, le palais de justice de Gand, les pièces où sont détenus les suspects ; pp. 154, 155 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la concurrence dans le domaine de la distribution, l'aide aux coopératives ; p. 295 ; fait des observations ; p. 297 (13 décembre 1961).

Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire. — Discussion des articles. — Art. 16 : intervient ; p. 1086. — Art. 1^{er} : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1088 (12 avril 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 27 : intervient ; pp. 1870, 1871, 1873. — Art. 35 : intervient, retire son amendement ; p. 1883 (16 octobre 1962).

Duvieusart, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 183. — Amendement : Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

N° 208. — Rapport : Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire.

N° 282. — Amendements : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 310. — Rapport : Projet de loi portant approbation du statut du Fonds de Rétablissement du Conseil de l'Europe, approuvé par la résolution du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en date du 16 avril 1956, ainsi que du troisième Protocole Additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Strasbourg le 6 mars 1959.

N° 416. — Proposition de loi tendant à la suppression du plafond de 180.000 francs en ce qui concerne les indemnités dues aux commis et aux ouvriers pour rupture irrégulière de contrat.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation démographique du pays, les taux de natalité, les mesures préconisées par le comité d'études des problèmes de la dénatalité en Belgique, une politique nataliste ; pp. 113, 114 (23 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 153 (29 novembre 1961).

Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : dit sa crainte de voir détruire les réalisations belges au Katanga et de voir mettre en péril l'avenir de l'O.N.U. ; concernant la mauvaise interprétation de la décision prise par le Conseil de Sécurité le 8 août 1960, les moyens d'aboutir au retrait de cette interprétation, la recherche d'une solution pacifique au Congo ; pp. 271, 272 (12 décembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la route Liège-Tournai, le bouchon de Ronquières, la liaison de Senefte à l'Escaut, la jonction Rhône-Mer du Nord ; pp. 310, 311 ; fait des observations ; p. 335 (14 décembre 1961).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise en ce

Duvieusart (suite).

- qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion des articles. — Art. 6 : intervient ; p. 707 (22 février 1962).
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres ; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexé à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale. — Discours : se réjouit de l'association qui est proposée ; concernant le phénomène d'élargissement de la C.E.E., le renouvellement de la convention d'association établie avec les pays africains, le problème des relations entre la C.E.E. et Israël ; pp. 764, 765 (7 mars 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes. — Intervient ; estime inopportun de commencer la discussion à cette heure tardive ; p. 889 (20 mars 1962). — Discours : concernant la création de deux rôles linguistiques au Ministère des Affaires étrangères, la justification de ce projet, sa constitutionnalité, un examen global des rapports entre Flamands et Wallons ; pp. 918 à 920. — Discussion des articles du premier projet. — Art. 4 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 925, 926 (22 mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'évolution de l'Europe, l'accélération dans l'application du Traité de Rome, le problème énergétique, la détermination du siège de la Communauté européenne, l'expansion de la Communauté vers l'extérieur, le problème de l'adhésion ou de l'association, l'association avec les Etats africains, l'union politique de l'Europe, le rapprochement des politiques internationales des Six, le rôle de l'Europe à l'O.N.U. ; pp. 907 à 910 (21 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire. — Discussion générale. — Discours : concernant les raisons d'être du projet, la responsabilité en matière d'accidents provenant de matériaux dus à l'énergie nucléaire, l'établissement d'une responsabilité basée sur le risque, l'étude de ce problème à l'O.E.C.E. et à l'Euratom ; la portée du projet en discussion, l'obligation de l'assurance pour les responsabilités du Centre et des sous-traitants, les dispositions relatives à la procédure et la compétence ; pp. 1082, 1083 (12 avril 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 496, 510, 524, deuxième alinéa, 583, 595, deuxième alinéa, 601 et 607 du Code de commerce et les articles 25, 27 et 28, deuxième alinéa, des lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946. — Discussion des articles. — Art. 3 : propose le renvoi en commission ; p. 1191 (21 juin 1962).
- Interpellation de M. de la VALLEE POUSSIN au Ministre des Travaux publics. — Discussion : fait des observations ; p. 1218. — Discours : concernant l'utilisation de la loi de mars 1962, la dégradation de la situation à Bruxelles au point de vue esthétique, la modernisation de Bruxelles dans une optique européenne ; pp. 1219, 1220 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant l'adaptation du pays à la dualité des communautés linguistiques à la suite de l'évolution du pays depuis plus d'un siècle, la réorganisation de nos institutions ; le principe fondamental du projet : adaptation des ressorts administratifs d'après la situation linguistique ; la consultation des populations, le cas de Mouscron et Comines, la prévision de dispositions d'ordre scolaire dans le projet, le problème de Bruxelles, la solution de l'« afgrendeling » de l'agglomération bruxelloise, le rôle européen de Bruxelles ;

Duvieusart (suite).

- pp. 1291 à 1293 (3 juillet 1962) ; fait des observations ; pp. 1333, 1349 (5 juillet 1962) ; p. 1364 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; retire ses amendements ; pp. 1382, 1383, 1385 (11 juillet 1962) ; intervient ; p. 1434 (12 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1746 à 1748, 1755 (9 octobre 1962).
- Ordre des travaux. — Fait des observations ; p. 1545 (24 juillet 1962).
- Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les conséquences de l'autonomie culturelle, la nécessité de parler et d'écrire correctement, l'enseignement de la diction et de l'histoire, l'enseignement horticole en pays wallon, le transfert de la section française de l'école d'horticulture de Vilvorde ; pp. 1547, 1548 (24 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 7 et 11 : intervient ; pp. 1782, 1801 (10 octobre 1962).

F**Fayat, Ministre, Adjoint aux Affaires étrangères.**

- Ann. — Projet de loi portant approbation de la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol », des annexes 1 et 2, et du Protocole de signature, signés à Bruxelles, le 13 décembre 1960. — Discussion générale. — Discours : répond à M. DE WINTER ; p. 668 (14 février 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale : intervient ; estime souhaitable que le débat soit remis à la semaine prochaine vu le dépôt d'un amendement par M. ROLIN ; p. 669 (14 février 1962).
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres ; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexé à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale. — Discours : demande une suspension de la discussion pour accomplir une obligation diplomatique ; p. 764 ; revient sur l'incident provoqué par son départ et s'excuse ; concernant l'urgence du projet, l'association de la Grèce en application de l'article 238 du Traité de Rome, la nécessité d'une période d'adaptation, la procédure de vote, le conseil d'association, l'organisation interne, la compétence de la Cour européenne, le principe de l'association, les nombreuses demandes d'association, le renouvellement de la convention avec les territoires d'outre-mer, les demandes d'adhésion de l'Irlande, du Danemark et du Royaume-Uni, le succès de la C.E.E. ; pp. 770, 771 (7 mars 1962).
- Projet de loi portant approbation de la Convention signée à Paris, le 14 décembre 1957, concernant les mesures à prendre par les Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale pour permettre à l'Agence pour le contrôle des armements d'exercer efficacement son contrôle et établissant la garantie d'ordre juridique prévue par le Protocole n° IV du Traité de Bruxelles, modifié par les Protocoles signés à Paris, le 23 octobre 1954. — Discussion générale. — Discours : concernant le développement des moyens de contrôle des armements, la nécessité de cet accord novateur ; p. 773 (7 mars 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant le but des deux projets, la situation qui existait jusqu'en 1950 en matière de recrutement pour la carrière diplomatique, l'absence d'examen d'admission en langue néerlandaise avant 1937, la

Fayat (suite).

répartition linguistique des fonctionnaires des quatre classes supérieures, la constitutionnalité du projet n° 117, les conditions mises au recrutement exceptionnel; pp. 889, 890 (20 mars 1962); fait des observations; p. 917; concernant l'urgence des projets, leur modération; p. 924. — Discussion des articles du premier projet. — Art. 4: intervient; pp. 926 à 928. — Discussion des articles du deuxième projet. — Art. 3: intervient; p. 930 (22 mars 1962).

Flamme, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 155. — Proposition de loi sur la publication des dettes envers l'Office national de Sécurité sociale.

N° 267. — Rapport: Projet de loi accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Ruanda-Urundi.

N° 293. — Rapport: Projet de loi prorogeant le délai d'introduction des demandes d'octroi de la dotation prévue par le statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les Forces belges en Grande-Bretagne.

N° 309. — Amendement: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion: fait des observations; p. 189 (30 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 215 (5 décembre 1961). — Discours: concernant les techniciens O.T. A.N., le logement en Allemagne, les avions F.104 G., les différences entre les programmes initiaux et les programmes ajustés, le contrôle des dépenses militaires, le nombre des officiers, sous-officiers et soldats; pp. 223 à 225; fait des observations; p. 227 (6 décembre 1961); p. 238 (7 décembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours: concernant la nécessité d'accroître les investissements et de créer une société nationale d'investissement, la participation des S.R.I. à la formation du capital de sociétés créées à l'initiative de la S.N.I.; pp. 624, 625 (8 février 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1399, 1400 (11 juillet 1962). — Art. 2: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1480, 1482. — Art. 4: intervient; p. 1500 (18 juillet 1962).

Projet de loi prorogeant le délai d'introduction des demandes d'octroi de la dotation prévue par le statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale: intervient; rappelle la portée du projet; p. 1402 (12 juillet 1962);

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale: fait des observations; p. 1408. — Discours: marque son accord sur le principe de la loi; concernant la priorité absolue de l'autoroute de Wallonie, la responsabilité de l'intercommunale, la participation du secteur privé; pp. 1410, 1411; fait des observations; p. 1414 (12 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le statut du personnel enseignant, la valorisation des diplômes décernés par les écoles d'économistes et intendants à Wemmel et à Irchonwelz; p. 1548 (24 juillet 1962).

Ordre des travaux. — Intervient; p. 1722 (9 octobre 1962).

Franck, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 14. — Rapport: Budget des Dotations pour l'exercice 1962.

N° 88. — Rapport: Projet de loi modifiant le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel et relevant la limite d'engagement du Fonds de garantie créé au sein de cette caisse.

Franck (suite).

Ann. — Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les services d'aide familiale, la gestion des établissements hospitaliers des commissions d'assistance publique, l'arrêté royal du 27 février 1961, la protection des eaux souterraines, le danger de contamination par les dépôts d'hydrocarbures, l'usage de pesticides, les déchets radioactifs; pp. 830 à 832 (14 mars 1962).

G**Gendebien, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.**

Doc. — N° 23. — Rapport + Annexe: Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962.

Ann. — Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les rationalisations prévues dans les services de la place Dailly, le problème linguistique à l'armée, l'équipement de l'armée; pp. 222, 223 (6 décembre 1961); concernant l'emploi des langues à l'armée; p. 241 (7 décembre 1961).

George, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 254. — Amendement: Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps.

Ann. — Interpellation de M. ORBAN au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre, Adjoint à l'Éducation nationale et à la Culture. — Discussion: dépose un ordre du jour qui est adopté; p. 1171 (14 juin 1962).

Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps. — Discussion des articles. — Art. 23: retire son amendement; p. 1198 (21 juin 1962).

Gheysen, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le recrutement d'officiers de rôle néerlandais, la promotion au grade de premier maréchal des logis, la revalorisation des traitements, la situation des gendarmes engagés pendant les années de guerre et maintenus en service, le logement; pp. 31, 32 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le nombre d'officiers d'expression néerlandaise, la circulaire du 6 novembre 1961 relative au commandement d'unités flamandes, le recrutement de nouveaux volontaires de carrière; pp. 238, 239 (7 décembre 1961).

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice. — Discussion générale. — Discours: concernant le cas des orphelins de père qui se trouvent à la tête d'une entreprise; pp. 718, 719 (22 février 1962).

Interpellation de M. MOUREAUX au Ministre de la Défense nationale. — Discussion. — Discours: concernant le nouveau système de recrutement, les résultats chiffrés cités par le ministre, le sort des prioritaires légaux ou sociaux; p. 1524 (19 juin 1962).

Gillon, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Doc. — N° 104. — Proposition de loi renforçant la tutelle des pouvoirs subordonnés.

N° 105. — Proposition de loi portant l'installation d'un état d'urgence.

N° 300. — Amendements: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Gillon (suite).

N° 396. — Sous-amendement à l'amendement présenté par le Gouvernement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Bureau définitif : Propose la réélection de M. STRUYE comme président, ainsi que la réélection des autres membres du bureau précédent ; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Vote : justifie son vote ; p. 57 (21 novembre 1961).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Education nationale et de la Culture. — Discussion. — Discours : concernant les réserves qu'appelle la seconde partie de la circulaire, le devoir de l'Etat en matière de neutralité, les déclarations faites par M. Léo Collard en 1955 ; p. 132 (28 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 223 (6 décembre 1961). — Discussion des articles du tableau : justifie le vote de son groupe ; p. 245 (7 décembre 1961).

Ordre des travaux. — Propose que la discussion de l'interpellation de M. MOREAU de MELEN soit fixée au lendemain ; p. 261 (12 décembre 1961). — Demande pour quelles raisons le budget de la Santé publique ne peut être discuté ; p. 714 (22 février 1962). — Se rallie à la demande de suspension de séance de M. HARMEGNIES ; pp. 796, 797 (7 mars 1962). — Intervient ; pp. 1255, 1256 (27 juin 1962) ; p. 1680 (3 octobre 1962) ; pp. 1720, 1722 (9 octobre 1962) ; p. 1845 (11 octobre 1962).

Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : concernant la naissance d'un sentiment national au Katanga, la légitime défense invoquée par l'O.N.U. pour justifier son action au Katanga ; pp. 268, 269 ; concernant le mécontentement suscité par l'action de l'O.N.U., son inaction après le meurtre des aviateurs italiens ; p. 272 ; fait des observations ; p. 274 ; intervient dans la discussion de l'ordre du jour déposé par MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK ; p. 275 (12 décembre 1961).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-5 : intervient ; p. 399 (20 décembre 1961).

Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale : fait des observations ; p. 747 ; propose, par motion d'ordre, d'instituer en commission un débat sur les problèmes soulevés ce jour à la tribune et de discuter la question à fond lors de l'examen du budget des Affaires étrangères au Sénat ; p. 750 ; retire sa proposition ; p. 751 (1^{er} mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant les relations entre l'Est et l'Ouest, la mésentente entre les nations atlantiques, la ligne Oder-Neisse, la réparation des dommages causés par l'O.N.U. au Katanga, l'avis de M. Paul De Visscher, l'indépendance du Ruanda-Burundi, l'amélioration de la position internationale de la Belgique ; pp. 894 à 896 (21 mars 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussion générales jointes. — Discours : concernant l'importance pour les diplomates de connaître la langue des pays où ils sont accrédités ; pp. 917, 918 (22 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1053 (3 avril 1962).

Gillon (suite).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le retard apporté à la discussion du budget de l'Education nationale, l'opposition du P.L.P. à une scission du Ministère de l'Education nationale, la compromission du prestige des institutions parlementaires, la carence gouvernementale, la promesse du Premier Ministre qu'il ne serait plus demandé de nouveaux crédits provisoires après le 31 juillet, la procédure du vote provisoire à la commission de l'Intérieur ; pp. 1119, 1120 (24 mai 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant les intransigences qui existent en matière linguistique, le clichage de la frontière linguistique, l'opportunité d'une consultation des populations intéressées, l'invocation du *ius soli* ; pp. 1290, 1291 (3 juillet 1962) ; fait des observations ; p. 1350 (5 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; au nom de son groupe marque son accord sur la proposition de M. le PRESIDENT ; p. 1468 (17 juillet 1962) ; retire son amendement ; pp. 1475, 1476. — Art. 2 : retire son amendement ; p. 1490. — Art. 4 : intervient ; p. 1493 (18 juillet 1962). — Ajournement : intervient ; p. 1592 (25 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture : intervient ; pp. 1728, 1729. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1743 à 1745 ; son amendement est rejeté ; pp. 1749, 1750 (9 octobre 1962).

Incidents. — Proteste contre une déclaration qui fut faite la veille à la Chambre des Représentants, déclaration dans laquelle le Premier Ministre a mis en cause un membre du Sénat ; p. 1381 (11 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les critiques émises par une revue artistique à l'adresse d'un haut fonctionnaire du département ; p. 1548 ; concernant la réponse du ministre au sujet du fonctionnaire en cause ; p. 1564 (24 juillet 1962).

Ajournement. — Remercie M. le PRESIDENT et formule des vœux de bonnes vacances ; p. 1630 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1675 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient ; p. 1810 (10 octobre 1962). — Vote : justifie son vote ; p. 1919 (16 octobre 1962).

Gillon, A., Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 54, 57, 64, 67 à 70 (21 novembre 1961) ; pp. 75 à 77. — Discours : répond aux orateurs ; traite notamment du cas de M. Périn, de l'augmentation du subside de l'Union des Villes et Communes, de l'assainissement des finances communales, de la réorganisation des communes, du problème des grandes villes, de la responsabilité financière des communes, de la modernisation de nos institutions et des services administratifs, de la revalorisation des traitements et la revalorisation professionnelle, l'expérience du stage, l'amélioration du contrôle de la gestion, le projet de loi tendant à la déconcentration des pouvoirs ; le maintien de l'ordre dans le pays, les problèmes d'information, l'action préventive, le complément des moyens légaux, la loi de 1948 sur les prestations d'intérêt vital ; pp. 82 à 87 ; répond à M. MERCHIERS ; p. 88 (22 novembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours : concernant l'impuissance des communes à réaliser l'équilibre de leur budget, la nécessité d'un assainissement fondamental, les points du programme de redressement : un contrôle plus rigoureux des dépenses, un meilleur fonctionnement des institutions communales par des méthodes d'organisation nouvelles, la fusion des communes et la réalisation de grandes agglomérations, la mise en œuvre du principe de la responsabilité communale par la répartition des Fonds communaux en fonction des besoins réels des communes et par l'élargissement de la fiscalité communale ; la modération du projet, les exonérations qu'il prévoit, la suppression des discriminations économiques, la création d'un fonds spécial, la durée de la loi ; pp. 510 à 512 : fait des observations ;

Gilson, A. (suite).

- pp. 513, 517, 519 à 523, 528 (30 janvier 1962); répond aux orateurs concernant notamment le maintien des principes de la loi unique, la restitution du milliard enlevé au Fonds des communes par la loi unique, la suppression de la discrimination économique qui résultait de l'imposition communale sur les sociétés, le seuil des 1000 centimes additionnels prévu dans le projet, les critères de répartition du Fonds des communes, les frais pour fournitures classiques, le cas des véhicules automobiles qui bénéficient d'une exemption de la taxe de l'Etat; pp. 536 à 541; fait des observations; p. 541. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient; p. 544 (31 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours: répond à M. HOUARDY; p. 545 (31 janvier 1962).
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs; concernant le danger d'abus que pourrait engendrer la disposition prévue dans l'amendement de M. DE MAN, le système des libérations, l'amendement de M. SMET; pp. 717, 718; intervient; p. 719 (22 février 1962).
- Conseil d'Etat. — Présentation de candidats pour une place de conseiller. — Déclaration du Gouvernement. — Discours: répond à M. CROMMEN; estime que l'augmentation du nombre d'affaires en langue néerlandaise par le Conseil d'Etat justifierait la constitution d'une deuxième chambre d'expression néerlandaise, d'ailleurs prévue dans le projet de loi sur l'organisation du Conseil d'Etat qui a été préparé; pp. 826, 827 (14 mars 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale. — Discours: concernant la nécessité de décongestionner les services centraux et de rendre à l'Etat sa mission de conception, l'objection du Conseil d'Etat fondée sur l'article 108 de la Constitution, la réservation d'un pouvoir concurrent au Roi et aux gouverneurs; pp. 870, 871; fait des observations; pp. 880, 882; concernant l'absence d'objections sur le fond du projet; répond aux orateurs et traite notamment des objections d'ordre juridique à propos de l'interprétation de l'article 108 de la Constitution, de l'appréciation de l'intérêt général, du pouvoir d'évocation que l'on voudrait voir attribuer au Roi, de l'efficacité de la tutelle déconcentrée; pp. 884 à 886, 887 (20 mars 1962).
- Interpellation de M. MAISSE « sur les mesures prises par le Gouvernement en vue de la revalorisation de la fonction publique ». — Discussion: fait des observations; p. 1057. — Discours: concernant l'établissement d'une véritable programmation en matière de revalorisation pécuniaire, la dépense de six milliards de francs échelonnée sur trois ans qui en résultera, l'éventail de rémunérations, l'importance de la réforme administrative, une plus grande cohérence de la hiérarchie des grades et barèmes, le regroupement des 2500 grades existants, l'établissement d'équivalences, l'analyse des fonctions, le problème de la sélection, le stage, la formation des fonctionnaires, la rationalisation des services de l'Etat, les problèmes particuliers des administrations fiscales, du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes et de la magistrature; pp. 1059 à 1062 (3 avril 1962).
- Proposition de loi relative au dédoublement du canton électoral de Hasselt. — Renvoi en commission: intervient; p. 1090 (12 avril 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1136, 1143 (12 juin 1962); p. 1157 (13 juin 1962).
- Interpellation de M. LAHAYE « sur les conditions dans lesquelles se fait la liquidation du Ministère des Affaires africaines et notamment sur le sort réservé au personnel définitif de ce département par l'arrêté dont le texte a été soumis le 18 avril 1962 au Comité général de consultation syndicale, ainsi que sur la nécessité de retirer cet arrêté ou, du moins, d'en adoucir les conséquences ». — Discussion. — Discours: concernant la suppression de l'ancien département des Affaires africaines, les conditions dans lesquelles s'effectue la liquidation de ce département, la nomination d'un conseiller général; l'institution d'un office de coopération au développement, l'instauration d'un statut spécial de recrutement, la répartition des attributions de l'ancien département des Affaires africaines, le sort des agents de ce département, le cas des agents temporaires; pp. 1210 à 1212; fait des observations; concernant l'optique dans laquelle se fait la rationalisation, la constitution d'un groupe interdépartemental en vue de la coordination des activités qui appartenaient au département des Affaires africaines; p. 1212 (21 juin 1962).
- Ordre des travaux. — Intervient; pp. 1254, 1255 (27 juin 1962).

Gilson, A. (suite).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours: concernant la nécessité du règlement préalable de nos problèmes linguistiques, l'adoption du projet par une large majorité à la Chambre des Représentants, la solution du problème par un compromis national, la portée du projet en discussion, la détermination des régimes linguistiques, les contestations à propos des recensements et la suppression du volet linguistique, la stabilisation des limites régionales, le principe de l'unilinguisme, le respect des minorités, l'établissement de ressorts administratifs homogènes, l'intervention du Parlement en matière d'appartenance administrative d'une commune ou d'un hameau, les raisons de cette intervention du Parlement, la place du projet dans la législation conçue par le Gouvernement, l'état d'avancement du deuxième projet linguistique, le sens de la législation nouvelle, l'impasse à laquelle a abouti la loi de 1932, la logique interne de la législation proposée aujourd'hui, la nécessité d'un certain bilinguisme personnel, la révision des conditions d'enseignement des langues, les perspectives qu'ouvre la législation nouvelle; pp. 1280 à 1284; répond à M. ORBAN; fait des observations; pp. 1290, 1293 à 1296 (3 juillet 1962); pp. 1307, 1309 à 1311 (4 juillet 1962); pp. 1331, 1332 (5 juillet 1962); pp. 1355, 1358. — Discours: constate que les principes fondamentaux du projet de loi n'ont pas été mis en cause; concernant les changements apportés au projet initial par la Chambre, les votes à la commission de l'Intérieur de la Chambre au sujet du transfert de Mouscron et Comines et des Fourons, le problème de la procédure, le passage de la déclaration gouvernementale relatif au problème linguistique, le dépôt des trois projets, l'abandon du recensement, la consultation des populations, l'article 83 de la loi provinciale, l'avis des conseils communaux intéressés, l'organisation d'une consultation populaire, le régime des facilités, sa garantie, l'unité nationale, les transferts de hameaux en vue de garantir à de petites minorités l'usage de la langue de leur choix, l'assurance des conditions de vie en commun des Flamands et des Wallons, la réforme de l'enseignement des langues; pp. 1360 à 1368; fait des observations; pp. 1370, 1373, 1375 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1383, 1384, 1391 à 1393, 1398 (11 juillet 1962); pp. 1429, 1430, 1434, 1435, 1437 à 1439 (12 juillet 1962); pp. 1459 à 1463, 1466 (17 juillet 1962); pp. 1474, 1475. — Art. 2. 3. 4. 6. 8. 11; intervient; pp. 1477, 1481, 1484 à 1487, 1489, 1491, 1492, 1493, 1495, 1498, 1499, 1501, 1502 à 1507 (18 juillet 1962). — Ajournement: intervient; pp. 1591, 1592 (25 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture: intervient; pp. 1727, 1728. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1740 à 1742, 1751 à 1753, 1756 (9 octobre 1962).

Godin, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

- Doc. — N° 22. — Rapport: Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962.
- N° 53. — Rapport + Annexe: Projet de loi portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale.
- N° 54. — Rapport: Projet de loi ouvrant des crédits provisoires res à valoir sur les budgets de l'exercice 1962.
- N° 87. — Rapport: Projet de loi portant approbation de cinq Protocoles Benelux relatifs au Tarif des droits d'entrée et confirmation de quatre arrêtés royaux pris au cours de l'année 1960 en matière de douane.
- N° 171. — Rapport: Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux des 5 janvier 1959, 10 avril 1959, 29 mai 1959 et 25 décembre 1959, relatifs au Tarif des droits d'entrée.
- N° 355. — Rapport: Projet de loi domaniale.
- N° 356. — Rapport: Projet de loi relatif à l'aliénation et à la location des immeubles domaniaux de l'Etat.
- N° 371. — Amendement: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le chômage des femmes mariées; pp. 22, 23 (16 novembre 1961).
- Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les dépenses supplémentaires pour la recherche nucléaire, la rentabilité

Godin (suite).

- du centre de Mol, la recherche spatiale, l'installation d'un bureau d'information de la presse ; p. 166 (29 novembre 1961).
- Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion : fait des observations ; p. 274 (12 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les dommages de guerre aux biens privés, les chemins de grande communication, les subsides accordés aux communes ; pp. 312, 313 (14 décembre 1961).
- Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'augmentation des dépenses publiques, la nécessité de réaliser des économies, le rétablissement de la confiance dans le pays, les conséquences d'une éventuelle récession ; pp. 378, 379 (20 décembre 1961).
- Projet de loi portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale. — Discussion générale. — Discours : concernant l'avancement des sous-officiers, la nomination des adjudants-chefs ; p. 409 (20 décembre 1961).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale. — Discours : se déclare partisan du projet qui renforce l'O.T.A.N. ; pp. 752, 753 (1^{er} mars 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la subsidiation d'associations privées qui s'occupent de remédier aux misères du public, la pollution des eaux de la Warche, la situation des ressortissants des cantons de l'Est enrôlés de force dans l'armée allemande et invalides ; pp. 843 à 845 (15 mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 983 (28 mars 1962).
- Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886 formant le Code rural. — Discussion générale. — Discours : demande au Sénat de ne pas voter cette proposition qui créerait une servitude occulte pour de nombreuses propriétés ; concernant un renvoi de la proposition au Conseil supérieur des eaux et forêts ; p. 1188 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1360. — Discours : concernant la suppression du recensement, le cas de la Voer, la nécessité d'une solution nationale ; pp. 1371, 1372 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1391 (11 juillet 1962) ; p. 1427 (12 juillet 1962) ; p. 1458 (17 juillet 1962). — Art. 4 : intervient ; pp. 1497, 1498 (18 juillet 1962).
- Projet de loi relatif à l'aliénation et à la location des immeubles domaniaux de l'Etat. — Discussion générale : intervient concernant la portée du projet ; p. 1627 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus — Discussion générale. — Discours : concernant le bouleversement de la loi antérieure, la complication du régime nouveau, l'erreur psychologique commise en présentant une nouvelle réforme fiscale, la question de la déductibilité ; pp. 1659, 1660 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient, son amendement n'est pas recevable ; pp. 1703 à 1705 (4 octobre 1962). — Vote : justifie son vote ; p. 1920 (16 octobre 1962).

Goossens, sénateur de l'arrondissement de Termonde-St-Nicolas, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 52. — Rapport : Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962.

Goossens (suite).

- N° 85. — Amendement : Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962.
- N° 339. — Rapport : Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.
- N° 348. — Rapport + Annexes : Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.
- Ann. — Bureau définitif. — Est réélu secrétaire du Sénat ; p. 3 (14 novembre 1961).
- Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le déficit de l'exploitation de la S.N.C.B., le boni de l'exploitation de la R.T.T. et le déficit des postes, l'application de l'article 5 de la loi du 2 août 1955 pour les pensionnés de la S.N.C.B. et de la R.T.T., l'application de la loi du 30 avril 1958 relative aux veuves de pensionnés, la pollution de l'air ; pp. 445, 446 (23 janvier 1962). — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-9 : intervient ; p. 481 (24 janvier 1962) ; retire son amendement ; p. 491 (25 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1572 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet ; p. 1570 ; fait des observations ; p. 1572 (25 juillet 1962).
- Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion générale. — Discours : concernant l'incidence financière du projet pour la S.N.C.B., la nécessité du projet ; p. 1583 ; fait des observations ; pp. 1584, 1585 ; concernant une dispersion des entreprises ; p. 1588 (25 juillet 1962).
- Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale. — Discours : rappelle les buts que poursuit le projet ; p. 1607. — Discussion des articles. — Art. 7 : intervient ; p. 1611 (25 juillet 1962). — Ordre des travaux. — Intervient ; p. 1845 (11 octobre 1962).

H

Hambye, sénateur provincial de Hainaut.

- Doc. — N° 21. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique.
- N° 132. — Rapport : Proposition de loi modifiant et complétant l'article 386bis du Code Pénal.
- N° 149. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux.
- N° 187. — Rapport : Projet de loi reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers.
- N° 220. — Rapport : Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique.
- N° 279. — Amendements : Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.
- N° 301. — Rapport : Projet de loi portant modification de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications.
- N° 314. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes.
- N° 328. — Rapport : Projet de loi modifiant les articles 382, troisième alinéa, 386 et 386bis du Code pénal et insérant au Code pénal un article 386ter.
- N° 351. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi portant statut de l'Hôtellerie.
- N° 352. — Amendement : Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

Hambye (suite).

- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient ; p. 201 (5 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la fermeture du Charbonnage de l'Ouest de Mons, la situation de la Société des Charbonnages du Borinage, la reconversion de la région ; p. 296 ; fait des observations ; p. 297 (13 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le projet d'érection d'un établissement de défense sociale à Paifve, la réalisation du plan incliné de Ronquières, l'insuffisance des moyens financiers dont dispose le ministre, le projet de loi sur l'aménagement du territoire, les écarts entre les estimations de l'administration et les résultats d'adjudications, la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ; pp. 307, 308 (14 décembre 1961).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours : concernant le caractère transitoire du projet, la perception des additionnels à la taxe professionnelle retenue à la source, la création d'un Fonds spécial de 400 millions de francs, l'impôt additionnel nouveau sur les sociétés, l'article 2 du projet ; pp. 527, 528 (30 janvier 1962) ; précise deux questions posées au Ministre de l'Intérieur ; p. 541 (31 janvier 1962).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; pp. 633, 634 (8 février 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours : concernant la modification de la répartition de la contribution foncière dans l'ensemble de la population, l'augmentation de la contribution foncière en particulier pour les petits propriétaires, l'incidence de la péréquation cadastrale à l'impôt complémentaire personnel, la modification de l'article 52 des lois coordonnées, l'adaptation des revenus cadastraux cités dans nombre de lois, le revenu cadastral du matériel et de l'outillage ; pp. 688, 689 (20 février 1962). — Discussion des articles. — Art. 6 : intervient ; p. 706 (22 février 1962).
- Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement. — Discussion générale. — Discours : craint l'inefficacité des mesures envisagées dans le projet ; estime que le texte du projet ne correspond pas au but que l'on veut atteindre ; concernant l'anomalie de l'article 4 du projet, le cas des autorisations données précédemment pour des transports rémunérés d'élèves ; pp. 1069, 1070 ; fait des observations ; p. 1074 (4 avril 1962).
- Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet, les différences entre le projet et la loi du 17 juin 1960 relative à des sociétés constituées sur le territoire de l'ancien Congo belge ; p. 1114 (24 mai 1962).
- Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886 formant le Code rural. — Discussion générale : fait des observations ; concernant l'interprétation des termes « moitié des propriétaires ou exploitants » ; p. 1188 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 130 et 135 du Code d'instruction criminelle. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 1201 (21 juin 1962).
- Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : concernant le nombre de cas extrêmement faible dans lesquels la législation pourra être appliquée, le droit d'enregistrement auquel sera assujéti l'enregistrement de la subrogation ; pp. 1224, 1225. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; le premier alinéa de son amendement à l'article 1778bis est rejeté, les autres sont retirés ; ses amendements à l'article 1778quinquies sont adoptés ; retire son amendement à l'article 1778sexies ; son amendement à l'article 1778septies est adopté ; pp. 1229, 1230, 1232, 1233, 1236 à 1238 (26 juin 1962) ; son amendement à l'article 1778ter est adopté ; intervient ; pp. 1252, 1253 (27 juin 1962).
- Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des auto-

Hambye (suite).

- routes. — Discussion générale. — Discours : concernant la formule du projet, l'acquisition des terrains, l'établissement et l'exploitation des services au profit des usagers des autoroutes, les plus-values qui sont la conséquence des investissements publics, l'accélération de la prise de possession des terrains nécessaires, l'accélération de la procédure judiciaire et de la procédure administrative, la réalisation de l'autoroute de Wallonie ; pp. 1408 à 1410. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : son amendement tombe ; p. 1416. — Art. 4 : intervient, retire son amendement ; p. 1417. — Art. 5 : intervient ; p. 1420 (12 juillet 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient ; pp. 1498, 1501 (18 juillet 1962).
- Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1574, 1575. — Art. 5 : intervient ; pp. 1575, 1576 (25 juillet 1962).
- Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société Nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion générale. — Discours : constate que le projet n'apporte qu'une solution partielle aux problèmes de la S.N.C.B. ; estime qu'il faut limiter de façon précise la part qui peut être imposée à l'employeur ; concernant l'ampleur des pouvoirs donnés à l'exécutif, la portée de son amendement ; pp. 1585, 1586. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : son amendement est rejeté ; p. 1588 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 6 et 9 : intervient ; pp. 1773, 1774, 1780, 1781, 1784 (10 octobre 1962). — Art. 17 : intervient ; p. 1842. — Art. 18 : intervient ; la modification proposée par lui est adoptée ; pp. 1848, 1849 (11 octobre 1962).

Hanotte, sénateur provincial de Hainaut.

- Doc.* — N° 79. — Proposition de loi modifiant la législation relative aux pensions du personnel de l'enseignement technique et tendant à instaurer des règles identiques, pour tous les enseignements, en ce qui concerne les bonifications d'ancienneté pour possession de certains diplômes ainsi que la prise en considération des services admissibles pour le calcul de la pension.
- Ann.* — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'augmentation du budget extraordinaire de la gendarmerie, l'emploi auquel sont destinés les chars légers, la standardisation des munitions, le crédit prévu pour l'adaptation des moyens de transmission ; le logement des gendarmes ; pp. 33, 34 (16 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 207 (5 décembre 1961). — Discours : concernant l'opinion de l'homme de la rue au sujet de l'opportunité des dépenses militaires, la réduction de ces dépenses, la durée du temps de service ; pp. 237, 238 (7 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 446. — Discours : concernant l'atelier central de Cuesmes, le personnel du groupe de Mons, la suppression de certaines lignes de trains de voyageurs dans le Hainaut, la péréquation des pensions à la S.N.C.B. et à la R.T.T. ; pp. 460 à 462 (23 janvier 1962) ; fait des observations ; p. 479 (24 janvier 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 901, 902 (21 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Éducation physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1051 (3 avril 1962).
- Interpellation de M. MAISSE au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et au Ministre des Finances. — Discussion : fait des observations ; p. 1057 (3 avril 1962).

Hanotie (suite).

- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1130, 1134 (12 juin 1962).
- Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion. — Discours: concernant une prolongation du temps de service militaire, le « volontariat » de trois mois supplémentaires, l'organisation de ce volontariat, les avantages qui seraient accordés aux miliciens volontaires, les incidences budgétaires de cette mesure; pp. 1174, 1175 (14 juin 1962).
- Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 1519 (19 juillet 1962). — Discours: concernant le droit des enseignants au subside annuel de 800 francs que l'État accorde aux mutualistes, la légalisation de la péréquation des barèmes, le barème des professeurs à horaire réduit, le manque de coordination entre les services s'occupant des constructions scolaires, la pénurie d'instituteurs primaires due à l'insuffisance des traitements, l'expérience de Couvin, les normes de la population scolaire, le malaise dans le corps professoral, le paiement des intérimaires, le paiement du traitement au personnel de l'enseignement primaire qui doit se présenter au service de Santé, la visite médicale du personnel enseignant du 4^{ème} degré transformé en école professionnelle, l'enseignement technique, le contrôle de la destination des subsides, le recrutement des vérificateurs, la rationalisation nécessaire, les écoles expérimentales, le paiement direct aux instituteurs des écoles subventionnées officielles, le personnel enseignant technique pensionné, le calcul de la pension dans l'enseignement moyen et l'enseignement technique, le sort des professeurs de pratique professionnelle; pp. 1541 à 1543; fait des observations; pp. 1552, 1563 (24 juillet 1962).

Harmegnies, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, questeur du Sénat.

- Doc. — N° 382. — Amendements: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- Ann. — Bureau définitif. — Est réélu questeur au Sénat; p. 3 (14 novembre 1961).
- Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 18, 20, 26. — Discours: concernant la mise au travail de chômeurs par les communes; pp. 27, 28 (16 novembre 1961).
- Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 53, 63 (21 novembre 1961). — Discours: concernant le régime des allocations familiales de certains fonctionnaires d'Afrique, le congrès de l'Union internationale des villes, le problème des traitements dans les communes reclassées, les finances communales, l'augmentation du Fonds des communes, l'octroi aux communes d'une quote-part d'un huitième des impôts cédulaires de l'État, les mesures fiscales impopulaires que les communes devront prendre en 1962, le déficit des finances des communes; pp. 75 à 77; fait des observations; pp. 79, 82, 83 (22 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 156 (29 novembre 1961).
- Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 (réservé): intervient; p. 182 (30 novembre 1961).
- Événements du Katanga. — Projet de résolution de M. HOU-GARDY. — Intervient; pp. 239, 240 (7 décembre 1961).
- Ordre des travaux. — Fait des observations; p. 261 (12 décembre 1961). — Intervient; p. 470 (24 janvier 1962). — Demande une suspension de séance pour permettre à son groupe de se réunir et de se prononcer sur la discussion du budget de la Santé publique porté à l'ordre du jour du mardi suivant; fait des observations; déclare que son groupe est d'accord pour l'inscription de ce budget à l'ordre du jour de mardi prochain; pp. 796, 797, 798 (7 mars 1962). — Fait des observations; pp. 1254 à 1256 (27 juin 1962); p. 1720 (9 octobre 1962); p. 1845 (11 octobre 1962).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la construction d'une autoroute Bruxelles-Paris, le boulevard du Borinage, la reprise des chemins de grande communication par l'État; pp. 306, 307; fait des observations; pp. 311, 323 (14 décembre 1961).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale: fait des

Harmegnies (suite).

- observations; pp. 510, 513, 514. — Discours: concernant le problème des finances provinciales, l'accroissement des charges qui pèsent sur les communes, la réduction du Fonds des communes lorsque fut voté le pacte scolaire, la quote-part des communes dans les impôts de l'État, la diminution de la taxe communale sur les traitements et salaires, le recours des communes à l'emprunt; pp. 515, 516; fait des observations; pp. 522 à 525 (30 janvier 1962); pp. 536 à 540 (31 janvier 1962).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale: fait des observations; p. 605 (7 février 1962).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, modifiée par la loi du 2 août 1955. — Prise en considération: intervient; p. 648 (14 février 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale: fait des observations; pp. 684, 685 (20 février 1962). — Discours: concernant les retards dans la mise en œuvre de la révision cadastrale, la révision du cadastre industriel; pp. 696, 697, 701. — Discussion des articles. — Art. 6: fait des observations; pp. 705, 706. — Intervient; p. 710 (22 février 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 819 (14 mars 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale: fait des observations; p. 873 (20 mars 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 919 (22 mars 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 994. — Discours: concernant la demande de douzièmes provisoires par le gouvernement précédent; p. 995 (29 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et employés. — Discussion générale: fait des observations; p. 999 (29 mars 1962).
- Proposition de loi relative au dédoublement du canton électoral de Hasselt. — Renvoi en commission: demande le renvoi de la proposition à la commission de l'Intérieur à la suite du dépôt, à la dernière minute, d'un amendement par le Gouvernement; p. 1090 (12 avril 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1134 à 1136, 1139, 1140 (12 juin 1962).
- Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886 formant le Code rural. — Discussion générale: fait des observations; p. 1188 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1361 à 1365 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: fait des observations; p. 1394 (11 juillet 1962); p. 1508 (18 juillet 1962). — Ajournement: intervient; p. 1591 (25 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: fait des observations; p. 1743 (9 octobre 1962).
- Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale. — Discours: concernant la construction de l'autoroute Bruxelles-Paris; p. 1408; fait des observations; pp. 1413, 1414 (12 juillet 1962).
- Projet de loi établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public. — Discussion générale: fait des observations; p. 1615 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1660, 1668, 1669; intervient; p. 1681 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 11: fait des observations; p. 1787 (10 octobre 1962). — Art. 16: intervient; p. 1832 (11 octobre 1962).

Héger, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville, Ministre de l'Agriculture.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Ajournerment : intervient ; p. 482 (24 janvier 1962). — Discussion générale. — Discours : concernant les décisions qui sont intervenues lors de la dernière conférence du Marché commun, l'esprit communautaire qui les a imprégnées ; l'institution d'un comité de gestion, émanation du Conseil des Ministres, le Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles, le financement du Fonds, la clause de sauvegarde, les règles de concurrence ; le règlement sur les céréales, le prélèvement à la frontière et le rapprochement des prix nationaux ; les règlements pour la viande porcine, les œufs et la viande de volaille ; le règlement dans le domaine des fruits et légumes ; pp. 486 à 490 ; l'extension du Marché commun, les répercussions sur l'avenir de l'agriculture belge des décisions prises au cours des dernières semaines ; pp. 493, 494 ; fait des observations ; pp. 495, 500 (25 janvier 1962) ; répond aux orateurs ; traite notamment de la révision du cadre du personnel du département, de la suppression des directions provinciales, des groupes de travail, des négociations dans le cadre du Marché commun, de l'index des produits agricoles, l'Institut économique agricole, l'enseignement agricole, l'hydraulique agricole, du Fonds d'investissements, de la bonification foncière et du remembrement, de l'état sanitaire du cheptel, de la politique des prix et de la qualité ; des problèmes des céréales, des orges de brasserie, du lin, du tabac, du houblon et des betteraves sucrières, du secteur laitier et du secteur des viandes, des fruits et légumes ; de la situation du Fonds agricole, des problèmes de la pêche maritime ; d'une politique agricole offensive ; pp. 590 à 595 ; répond à M. DESCAMPS ; p. 595 (6 février 1962).

Question orale de M. SOBRY : répond ; pp. 1096, 1097 (12 avril 1962).

Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1885 formant le Code rural. — Discussion générale. — Discours : répond à M. HAMBYE ; concernant l'acidification du sol par les feuilles des arbres, la plantation de résineux le long des cours d'eau ; pp. 1188, 1189 (21 juin 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : rappelle les deux principes essentiels du projet ; p. 1222. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1234 (26 juin 1962) ; p. 1253 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles. — Discussion générale. — Discours : marque son accord concernant l'amendement de M. SLEDSSENS ; p. 1257. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 1259 (27 juin 1962).

Henckaerts, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 403. — Amendement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : regrette que les projets aillent vers un unilinguisme renforcé ; concernant la fixation d'une frontière linguistique, la détermination de limites administratives sur base des seuls critères linguistiques, l'avis des populations intéressées, le cas de Petit-Lanaye ; pp. 1358 à 1360 (10 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient, son amendement, modifié par M. ROLIN, est rejeté ; pp. 1750, 1751, 1754, 1757 (9 octobre 1962).

Henskens, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment ; p. 1636 (2 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 11 : fait des observations ; p. 1791 (10 octobre 1962).

Hercot, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le recrutement d'ouvriers des routes sous le patronage du Secrétariat permanent au recrutement, le problème des cadres du département, les subsides pour les travaux communaux, l'éclairage public des routes, le bouchon de Ronquières, les travaux de la Sambre, les inondations, la réalisation de la route de Wallonie ; pp. 311, 312 (14 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; p. 517. — Discours : concernant la levée d'impôts nouveaux par les communes, le renforcement du contrôle des autorités supérieures sur les dépenses communales, la prise en charge par l'Etat de la consolidation des déficits accumulés des communes, l'impossibilité pour les communes pauvres d'encore entreprendre des travaux extraordinaires ; pp. 518, 519 (30 janvier 1962).

Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale : fait des observations ; p. 750 (1^{er} mars 1962).

Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale. — Discours : concernant la puissance redoutable donnée aux gouverneurs de province ; estime que la députation permanente aurait dû être habilitée pour annuler des actes communaux ; pp. 880, 881 (20 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant l'incidence qu'aurait pour l'industrie verrière une diminution des exportations vers les Etats-Unis ; p. 962 (28 mars 1962).

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale. — Discours : concernant l'application de la nouvelle formule à la route de Wallonie, la priorité reconnue à cette route, l'incertitude à propos de sa réalisation ; p. 1406 ; fait des observations ; p. 1408 (12 juillet 1962).

Houben, F., sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1003 (29 mars 1962).

Houben, R., sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 318. — Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des Commissions paritaires.

N° 417. — Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur les universités de l'Etat et la loi du 12 août 1911 sur les universités de Bruxelles et de Louvain et concernant l'essai-image des candidatures.

N° 418. — Proposition de loi concernant l'institution du grade de médecin spécialiste et l'organisation de l'enseignement en médecine spécialisée par les universités.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 20. — Discours : concernant le Fonds des handicapés, son maintien sous la compétence du ministère de l'Emploi et du Travail, le problème du chômage, la politique de mise au travail, les statuts respectifs des ouvriers et des employés ; pp. 21, 22 (16 novembre 1961).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Education nationale et de la Culture. — Discussion : fait des observations ; p. 134 (28 novembre 1961).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le développement de l'enseignement post-secondaire, l'aspect social du problème, la décentralisation de l'enseignement universitaire de l'Etat ou libre, le niveau de l'enseignement universitaire ; pp. 170, 171 (29 novembre 1961).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1004, 1005 (29 mars 1962).

Houben, R. (suite).

- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : concernant l'alignement de l'I.N.E.P.S. sur le sport lors de sa création, les objections formulées par les milieux P.S.C. lors de la création de l'I.N.E.P.S., son rattachement au département de l'Education nationale ou à celui des Affaires culturelles, l'absence de justification du transfert dans le projet transitoire, la nécessité de garanties quant à la compétence du Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Culture ; pp. 1053, 1054 (3 avril 1962).
- Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement. — Discussion générale. — Discours : concernant le critère pour la distinction entre transport en commun et transport en privé, l'utilité de la nouvelle loi en vue de connaître les services d'autobus existants et les conditions de leur fonctionnement ; p. 1071 (4 avril 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1120 (24 mai 1962).
- Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'attitude correcte du P.L.P. à la commission du pacte scolaire ; p. 1518 (19 juillet 1962) ; fait des observations ; p. 1546. — Discours : concernant la publication de l'arrêté organique des centres psycho-médico-sociaux et de l'orientation professionnelle ; l'enseignement universitaire, l'accès à l'enseignement universitaire, la structure de l'enseignement supérieur, l'essaimage des universités (Anvers) ; les solutions au problème, un programme d'années de complément et de reorientation, un programme d'enseignement technique supérieur, l'enseignement post-universitaire (médecine), la création du diplôme de médecin-spécialiste, l'étalement des candidatures ; pp. 1549, 1550 ; fait des observations ; p. 1551 (24 juillet 1962).

Hougardy, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc. — N° 31. — Amendement : Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962.
- N° 32. — Proposition de loi relative à la délivrance des passeports.
- N° 131. — Amendement : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers.
- N° 376. — Proposition de loi d'amnistie pour contraventions à l'obligation de satisfaire aux lois et arrêtés royaux relatifs aux recensements généraux de 1961.
- N° 385. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 399. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 408. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les difficultés dans le recrutement de gendarmes, l'insuffisance des logements, le rôle de la gendarmerie en tant que police préventive de la route, la promotion plus rapide au grade de premier maréchal des logis ; p. 31 (16 novembre 1961).
- Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'importance capitale de la recherche scientifique, la coordination de la politique scientifique, le statut des chercheurs, l'insuffisance du montant et du nombre des bourses, la création d'un fonds national d'aide aux jeunes chercheurs, la création d'un institut belge d'information et de documentation, la position du comité directeur de l'A.G.P.B., de l'Entente des directeurs de journaux de Bruxelles et de la Fédération des journaux belges ; pp. 166 à 168 ; fait des observations ; p. 173. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 : intervient ; pp. 174, 175 (29 novembre 1961) ; intervient, son amendement est rejeté ; pp. 183, 184 (30 novembre 1961).
- Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les ventes avec primes, les interventions sociales de l'Etat pour les salariés et les indépendants, les super-bazars ; pp. 187, 188 (30 novembre 1961).
- Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion : fait des observations ; p. 190 (30 novembre 1961).

Hougardy (suite).

- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le manque d'effectifs dans les unités combattantes, le nombre de techniciens O.T.A.N., le moral des cadres, la réorganisation des services de la place Dailly, les traitements à l'armée, la mise à la pension des officiers, la situation de combattants vétérans des deux guerres en matière de pension et des officiers du cadre de complément de l'ex-Force publique, le statut des sous-officiers, l'inscription du programme d'équipement militaire dans une loi ; pp. 206 à 208 (5 décembre 1961).
- Evénements du Katanga. — Dépose une proposition de résolution à propos de la responsabilité des dommages encourus par des Belges au Katanga ; retire sa motion ; pp. 239, 248 (7 décembre 1961). — Dépose une proposition de résolution ; p. 252 (12 décembre 1961).
- Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : concernant l'absence de justification de l'intervention des Nations-Unies, l'aspect économique de cette action, la volonté d'entente de M. Tshombe, la détérioration de la situation à Léopoldville, la nécessité d'une trêve immédiate ; pp. 269, 270 (12 décembre 1961).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-5 : intervient ; p. 399 (20 décembre 1961).
- Projet de loi portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale. — Discussion générale. — Discours : concernant l'octroi d'une avance aux sous-officiers sur la base du nouveau statut, l'avancement des musiciens ; pp. 409, 410 (20 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Discussion générale. — Discours : concernant le malaise qui règne au sein du personnel des postes, la désorganisation dans les services des postes ; fait des suggestions pour rendre à la poste la possibilité de remplir sa mission ; concernant l'achat par la poste d'une machine à confectionner les enveloppes, la gestion du service social de la R.T.T. par une association sans but lucratif composée de membres de deux catégories, l'effectif des postes aux armées ; pp. 446 à 448 ; fait des observations ; p. 451 (23 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; p. 536 (31 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : concernant le dépôt d'un projet modifiant la loi organique sur le Conseil d'Etat qui a été annoncé par le ministre, la revalorisation des traitements des magistrats ; p. 545 (31 janvier 1962).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles des statuts. — Art. 12 : intervient ; p. 660 (14 février 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 683, 684, 687, 688. — Discours : concernant la réforme de l'article 52 des lois coordonnées, l'incidence de la péréquation cadastrale en matière d'impôt complémentaire personnel, l'augmentation de la charge fiscale prélevée par les provinces et communes, les rapports entre le projet et la réforme fiscale, la péréquation cadastrale des immeubles industriels, du matériel et de l'outillage, l'inégalité entre le locataire et un propriétaire qui exerce son activité dans son propre immeuble ; pp. 690 à 692 (20 février 1962) ; fait des observations ; pp. 696, 697, 699. — Discussion des articles. — Art. 3, 4 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 702, 703, 709. — Art. 6 : intervient, ses amendements principal et subsidiaire sont rejetés ; pp. 706, 707. — Intervient, son amendement tendant à l'insertion d'un article 6bis nouveau est rejeté ; p. 711 (22 février 1962).
- Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. — Vote : justifie son vote ; p. 878 (20 mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant les problèmes des Belges revenus du Congo, la création d'un Office de la coopération au développement, la recherche scientifique outre-mer, la liquidation du contentieux belgo-congolais ; pp. 944, 945 ; fait des obser-

Hougardy (suite).

- vations; pp. 952 à 954 (27 mars 1962); concernant les organismes privés qui s'occupent d'émigration, la situation des émigrés belges en Australie; p. 964; fait des observations; pp. 965, 966. — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 983 (28 mars 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'incohérence de la politique du Gouvernement, le retard dans la discussion du budget de la Santé publique, la question de l'I.N.E.P.S.; pp. 994, 995 (29 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale: fait des observations; p. 995 (29 mars 1962).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion: fait des observations; p. 1102 (12 avril 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale: renonce à la parole; p. 1121. — Vote: fait des observations; p. 1121 (24 mai 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion. — Discours: concernant la politique du gouvernement dans le domaine des classes moyennes et en matière agricole, la pension des indépendants, l'augmentation des charges qui pèsent sur les petites et moyennes entreprises, le problème des organismes subventionnés par le département des Classes moyennes, la situation de l'agriculture, le déficit du Fonds agricole, l'incidence de la politique de l'index pour l'agriculture; pp. 1141 à 1143 (12 juin 1962).
- Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion. — Discours: concernant les nouveaux barèmes des sous-officiers spécialistes, la diminution de leurs traitements, le temps de service effectivement consacré à l'instruction spécialisée du milicien; pp. 1175, 1176 (14 juin 1962).
- Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi. — Discussion générale. — Discours: demande au Gouvernement de respecter les engagements antérieurs; concernant le désordre qui règne dans l'administration à propos des questions intéressant les agents d'Afrique, la désignation d'un commissaire chargé de régler le contentieux belgo-congolais; pp. 1184, 1185. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient; p. 1187 (21 juin 1962).
- Interpellation de M. LAHAYE au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Discussion: fait des observations; pp. 1208, 1210. — Discours: concernant la rationalisation des services de l'ancien département des Affaires africaines; p. 1212 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; p. 1333 (5 juillet 1962). — Discours: concernant la discussion simultanée des trois projets linguistiques, le régime des facilités, la consultation des populations, l'agitation linguistique, le verrouillage de Bruxelles; pp. 1357, 1358; fait des observations; pp. 1360 à 1367 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: fait des observations; p. 1435 (12 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: fait des observations; pp. 1737, 1738; intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné; p. 1759 (9 octobre 1962).
- Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la notion de neutralité dans l'enseignement de l'État, les répercussions du retard apporté dans la discussion du budget, la socialisation de l'enseignement officiel, les dépenses exagérées faites pour certains secteurs de l'enseignement, le reclassement et la rémunération du corps enseignant; notre politique culturelle, la promotion de la culture, les musées royaux, le fonctionnement de la radio-télévision belge, la médiocrité des émissions d'expression française, les relais de Paris, le fonctionnarisme, la création d'un comité pour établir les programmes, les relations télévision-cinéma, le sys-

Hougardy (suite).

- tème de détaxation, le cinéma, la création d'un centre national du cinéma, la production cinématographique belge, le théâtre national, le musée de la parole, la nécessité d'une politique d'encouragement des artistes; pp. 1532 à 1535 (24 juillet 1962).
- Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours: concernant le litige qui oppose la R.T.T. et la S.N.C.B. à leurs pensionnés à la suite des revalorisations barémiques, les conséquences de la revalorisation des traitements des agents de l'État des catégories A à D au 1^{er} janvier 1961, le paragraphe 2 de l'article 1^{bis}; pp. 1617, 1618; fait des observations; p. 1619 (25 juillet 1962).
- Interpellation au Ministre des Travaux publics « sur les conséquences économiques qui résulteront du fait que la manœuvre des ponts et écluses sera suspendue à titre d'essai les dimanches et jours fériés le long de certaines voies navigables ». — Demande; p. 1650 (2 octobre 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1669 à 1671. — Discours: regrette que le projet en discussion ait un but politique; concernant la technicité des lois fiscales et en particulier de la réforme fiscale, la discrimination entre indépendants et salariés, la majoration des charges fiscales des sociétés, le maintien de l'augmentation de la taxe de transmission, le retard dans l'envoi des avertissements-extraits de rôles; propose le renvoi en commission pour l'étude des documents communiqués par le Ministre des Finances la veille du jour du débat en séance publique; pp. 1674 à 1676; intervient; pp. 1681, 1682 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 2, 4 et 5: intervient; pp. 1704, 1709, 1713, 1714 (4 octobre 1962). — Art. 5 et 6: intervient; pp. 1763, 1764, 1774. — Art. 11: intervient, propose le renvoi en commission; pp. 1785, 1786; renouvelle sa demande; pp. 1795, 1799, 1800 (10 octobre 1962). — Art. 13: son amendement est rejeté; p. 1809 (11 octobre 1962). — Art. 21, 24, 35 et 56: ses amendements sont rejetés; pp. 1862, 1869, 1884, 1906 (16 octobre 1962).
- Housiaux, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.**
- Doc. — N° 150. — Rapport: Projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1962 les effets de la loi du 20 mars 1954, modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.
- N° 174. — Rapport: Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.
- N° 232. — Rapport: Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants:
- Accord international sur l'huile d'olive et Annexe, conclus à New York, le 15 février 1956,
 - Protocole modifiant cet Accord, conclu à Genève, le 3 avril 1958.
- N° 307. — Amendement: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.
- N° 347. — Rapport: Projet de loi relatif à l'abrogation de l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946 pour le Territoire du Ruanda-Urundi.
- N° 390. — Proposition tendant à l'institution d'une Commission d'Enquête du Sénat, dans le cadre de l'examen du projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.
- N° 428. — Rapport: Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 23 octobre 1957 exonérant de la taxe de séjour les stagiaires allemands et italiens.
- Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 65 (21 novembre 1961).
- Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. — Est élu membre suppléant de la délégation belge; p. 238 (7 décembre 1961). — Est réélu; p. 1042 (3 avril 1962).

Housiaux (suite).

- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale: fait des observations; pp. 605, 609 (7 février 1962).
- Interpellation de M. LAHAYE au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances. — Discussion: fait des observations; pp. 741, 742 (1^{er} mars 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale: fait des observations; p. 752 (1^{er} mars 1962).
- Projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1962 les effets de la loi du 20 mars 1954, modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Demande l'urgence; p. 759. — Discussion générale: intervient; p. 761 (7 mars 1962).
- Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux. — Renvoi en commission: intervient; p. 760 (7 mars 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les conditions et les limites dans lesquelles les commissions d'assistance publique peuvent passer des conventions avec des congrégations religieuses qui desservent les établissements hospitaliers, les circulaires ministérielles de 1955 et 1959; pp. 827 à 829; fait des observations; p. 831 (14 mars 1962); pp. 850, 856 (15 mars 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant la nécessité de réparer l'injustice existant au département des Affaires étrangères au détriment des Flamands; pp. 923, 924 (22 mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant l'Office de la Coopération au développement, la création d'une organisation belge pour le développement économique et la promotion sociale des régions rurales des pays en voie de développement, la politique européenne en matière d'assistance, le renouvellement du Fonds de développement dans le cadre du Marché commun, la manière d'associer les nouveaux Etats africains à la direction du Fonds; pp. 960 à 962; fait des observations; pp. 966, 967. — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 977 (28 mars 1962).
- Projet de loi reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers. — Discussion générale. — Discours: concernant l'avis du Conseil d'Etat sur le texte du projet qui lui avait été soumis, l'indépendance de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat, les articles 16 et 117 de la Constitution, l'opportunité de la création d'un nouvel évêché, la correspondance entre l'ambassadeur de Belgique auprès du Saint-Siège et le représentant de celui-ci; pp. 1019 à 1021; fait des observations; p. 1021 (29 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire. — Discussion des articles. — Art. 16: intervient; p. 1086 (12 avril 1962).
- Ordre des travaux. — Fait des observations; p. 1340 (5 juillet 1962). — Demande l'examen d'urgence de sa proposition tendant à l'institution d'une commission d'enquête au Sénat dans le cadre de l'examen du projet de loi sur l'emploi des langues; il demande au Sénat de décider une brève suspension des travaux et de renvoyer la question immédiatement devant les commissions de l'Intérieur et de la Justice, afin que celles-ci fassent rapport verbal devant l'assemblée; pp. 1718, 1719; intervient; pp. 1722, 1723 (9 octobre 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; p. 1357 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: fait des observations; pp. 1389, 1390 (11 juillet 1962); intervient; pp. 1441, 1444 (12 juillet

Housiaux (suite).

- 1962); p. 1466 (17 juillet 1962); retire son amendement; p. 1477. — Art. 3: intervient; p. 1491 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1743, 1749 (9 octobre 1962).
- Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1546, 1554 (24 juillet 1962).

J**Janne, sénateur coopté.**

- Doc. — N° 34. — Rapport + Annexe: Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.
- N° 381. — Amendement: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 25 (16 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le problème de la sécurité sociale des étudiants; p. 114 (23 novembre 1961).
- Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 170. — Discours: concernant la création d'un enseignement post-gradué de haute classe, l'implantation de l'enseignement universitaire, le détachement de fonctionnaires de l'Etat dans des universités ou des centres de recherche, la jonction entre l'enseignement secondaire et l'enseignement post-secondaire, la recherche scientifique; pp. 171, 172 (29 novembre 1961).
- Projet de loi modifiant le statut de l'I.R.S.I.A. refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957. — Discussion générale. — Discours: résume la portée du projet; répond à M. de STEXHE; p. 253 (12 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les crédits relatifs à la recherche scientifique appliquée, le crédit prévu pour l'I.R.S.I.A.; la politique du ministre à la tête du département, le directeur charbonnier, la création d'une direction générale de l'énergie, le prix de l'électricité; la programmation économique et sociale; pp. 264 à 266 (12 décembre 1961).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours: concernant le rôle supplétif mais indispensable de la S.N.I., la législation bancaire de 1935, la séparation des activités de crédit et de participation, la nécessité de tenir compte du cadre institutionnel où l'on se meut, la nécessité de stimuler les investissements dans l'industrie, les taux de croissance de la production belge comparativement à ceux des pays voisins, les critiques formulées à l'égard de la S.N.I., le problème des privilèges fiscaux; pp. 612 à 614 (7 février 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord; les réactions au sujet des troupes allemandes, la le doute à propos de la nécessité du projet de loi en cause, la portée de l'amendement de M. ROLIN, la densité de la population en Belgique, la limitation de la délégation à laquelle tend l'amendement de M. ROLIN; le vote du projet, conséquence de l'adhésion de la Belgique au traité de l'Atlantique Nord; les réactions au sujet des troupes allemandes, la psychologie de la nouvelle armée allemande; pp. 751, 752 (1^{er} mars 1962); intervient concernant le retrait de l'amendement de M. ROLIN; p. 762 (7 mars 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la recherche scientifique médicale, le crédit en sa faveur, la proposition du Conseil national de la Politique scientifique, la nécessité d'une réforme des hôpitaux universitaires; pp. 836, 837 (15 mars 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: retire son amendement; p. 1477 (18 juillet 1962). — Vote: justifie son vote; p. 1761 (9 octobre 1962).

Janne (suite).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : se joint à la déclaration de M. HOUBEN ; p. 1518 (19 juillet 1962) ; fait des observations ; pp. 1551, 1552. — Discours : concernant l'augmentation constante du budget, l'incidence du pacte scolaire, la comparaison avec le budget de l'instruction publique aux Pays-Bas, la nécessité de « programmer » notre politique d'enseignement, la nouvelle structure du département, le pacte scolaire, le projet d'omnivalence des diplômes (accès à l'enseignement supérieur), l'enseignement vespéral, l'enseignement par correspondance, le problème de l'accès à l'université, l'étalement des candidatures, la propédeutique, la création d'une rhétorique supérieure dotée d'un statut spécial, la surcharge du programme des études secondaires ; pp. 1554 à 1557 (24 juillet 1962).

Ordre des travaux. — Intervient ; p. 1721 (9 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 17 : intervient ; son amendement est adopté ; pp. 1839, 1840, 1842 (11 octobre 1962).

Janssen, sénateur coopté.

Ann. — Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'augmentation inquiétante des dépenses publiques et de la dette publique, l'étalement des dépenses d'investissement, les dépenses à effectuer en 1962 qui ne figurent pas au budget, la surestimation des recettes, la suppression du Fonds permanent d'égalisation des budgets, la consolidation de la dette extérieure à court terme ; pp. 381 à 384 (20 décembre 1961).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, modifiée par la loi du 2 août 1955. — Prise en considération : intervient concernant le financement des dépenses que prévoit la proposition ; demande l'ajournement de la prise en considération ; p. 648 (14 février 1962).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres ; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexe à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale. — Discours : concernant l'association de la Grèce, l'emprunt lancé par la Société des Nations pour la reconstruction financière de la Grèce, la suspension par la Grèce de tout paiement des intérêts et de l'amortissement ; p. 769 (7 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Vote : justifie son vote ; p. 1000 (29 mars 1962).

Jennard, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Doc. — N° 195. — Rapport : Projet de loi relatif au régime pécuniaire du personnel enseignant de l'École de médecine vétérinaire de l'État à Bruxelles (Cureghem) et des instituts agronomiques de l'État à Gand et à Gembloux.

N° 283. — Amendements : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 358. — Rapport : Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les difficultés rencontrées par l'O.N.S.S. dans la perception

Jennard (suite).

centralisée de toutes les cotisations, la création de bureaux régionaux, l'abandon de l'expérience, le retour à une déconcentration ; pp. 116, 117 (23 novembre 1961).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : sort amendement est rejeté ; p. 1435 (12 juillet 1962) ; retire ses autres amendements ; pp. 1484, 1485 (18 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la discussion tardive du budget, la démocratisation de l'enseignement, les normes de la population scolaire, la situation au degré inférieur de l'école primaire, la répartition du Fonds national des études, la formation du personnel enseignant, la neutralité dans l'enseignement de l'État ; pp. 1531, 1532 (24 juillet 1962).

Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : souligne l'urgence du projet et signale quelques corrections à apporter au rapport ; pp. 1616, 1617 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1664 (3 octobre 1962).

Jespers, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 129. — Proposition de loi complétant le régime de pensions du personnel enseignant de l'enseignement primaire.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu secrétaire du Sénat ; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la mise au travail des handicapés ; p. 22 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 106 (23 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 187 (30 novembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 329 (14 décembre 1961).

Projet de loi organique des pensionnats, homes, restaurants, cantines, maisons de jeunesse, colonies scolaires et de vacances, relevant du Ministère de l'Instruction publique. — Rejet. — Discours : concernant la proposition de rejet faite par la commission ; p. 794 (7 mars 1962).

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949. — Rejet. — Discours : concernant la proposition de rejet faite par la commission ; p. 794 (7 mars 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion : dépose un ordre du jour qui est adopté ; pp. 1104, 1105 (12 avril 1962).

Proposition de loi complétant le régime de pensions du personnel enseignant de l'enseignement primaire. — Discussion générale. — Discours : demande si les services prestés par des religieux dans l'enseignement payant, pris en considération par la loi du 23 juillet 1953, sont pris en considération pour le calcul de la pension ; p. 1184 (21 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1428 (12 juillet 1962). — Art. 4 : intervient ; p. 1493 (18 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'élaboration du budget pour 1963, la création de nouvelles écoles, la nécessité d'un inventaire complet des établissements d'enseignement ; le programme des diverses sections de l'enseignement, la rémunération du personnel enseignant, la stabilité de l'emploi, le problème du 4^{me} degré.

Jespers (suite).

- l'enseignement des enfants handicapés; pp. 1538 à 1541 (24 juillet 1962).
Ordre des travaux. — Fait des observations; p. 1722 (9 octobre 1962).

K**Knops, sénateur coopté.**

- Doc. — N° 41. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.
N° 162. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

L**Lacroix, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.**

- Doc. — N° 11. — Rapport + Annexes: Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962.
N° 168. — Rapport: Projet de loi tendant à remédier à la double imposition en matière de taxe sur les jeux et paris, frappant les enjeux et les prix ou récompenses dans les concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.
N° 191. — Rapport: Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962.
N° 193. — Proposition de loi relative à la naturalisation.
N° 359. — Rapport: Projet de loi établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.
N° 394. — Amendement: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les finances communales, l'octroi aux communes du huitième des ressources fiscales au lieu du neuvième actuellement attribué; la protection civile, la refonte des statuts des intercommunales, les traitements des bourgmestres et échevins, l'exercice de fonctions supérieures; le maintien de l'ordre, les cadres du personnel des provinces et des communes; les rapports entre Flamands et Wallons, le problème des grandes villes; les traitements des gardes champêtres, la revendication de la croix du déporté pour les déportés de la guerre 1914-1918; pp. 53 à 55; fait des observations; pp. 65, 70 (21 novembre 1961).
Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les conditions d'octroi des primes à la construction, les problèmes des victimes civiles de la guerre; pp. 833, 834 (14 mars 1962).
Projet de loi tendant à remédier à la double imposition en matière de taxe sur les jeux et paris, frappant les enjeux et les prix ou récompenses dans les concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives. — Discussion générale: intervient; p. 878 (20 mars 1962).
Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1133, 1135 (12 juin 1962); p. 1149 (13 juin 1962).
Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'école technique de Namur, l'école d'horticulture de Grand-Manil, le transfert de la section française de l'école d'horticulture de Vilvorde, les normes de la population scolaire, la révision des traitements du personnel enseignant; pp. 1553, 1554 (24 juillet 1962).
Projet de loi établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public. — Discussion générale. — Discours: demande si cette loi sera aussi d'application pour les pensions communales et provinciales; pp. 1614, 1615 (25 juillet 1962).
Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale: fait des observations; p. 1662 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 41: intervient, son amendement est adopté; pp. 1890, 1891 (16 octobre 1962).

Lagae, sénateur provincial de Flandre Orientale.

- Doc. — N° 256. — Proposition de loi prorogeant les délais de signification des actes en matière répressive lorsque le dernier jour du délai est un dimanche ou un autre jour férié légal.
N° 264. — Proposition de loi complétant la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
N° 354. — Rapport: Projet de loi créant des tribunaux de police dans l'arrondissement judiciaire de Bruges.

Lahaye, sénateur provincial de Flandre occidentale.

- Doc. — N° 30. — Proposition de loi portant modification de la loi du 31 juillet 1952 modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne le traitement des magistrats, des greffiers et des employés des cours et tribunaux.
N° 185. — Proposition de loi modifiant la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, en vue de créer une brigade mobile spéciale chargée de la recherche et de la poursuite de crimes sur l'ensemble du territoire national.
N° 229. — Proposition relative à l'indemnisation du préjudice professionnel subi par les victimes du Congo.
N° 255. — Amendement au texte présenté par la commission: Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville) et du Ruanda-Urundi.
Ann. — Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la décentralisation des services d'approvisionnement de la Force aérienne décidée en 1957, les conséquences d'une suppression du dépôt n° 4 créé à Ypres en 1958; p. 223 (6 décembre 1961).
Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les routes de la région d'Ypres, le problème de l'Yser, le canal d'Ypres à Comines; pp. 357, 358 (19 décembre 1961).
Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant la mission qui sera confiée aux différents bureaux régionaux, les conseillers du commerce extérieur, les foires et expositions, les missions commerciales à l'étranger, le financement à long terme des exportations; pp. 406, 407 (20 décembre 1961).
Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances «sur: 1° l'absence d'une politique humaine et réaliste à l'égard: a) de nos compatriotes victimes de sévices ou de dommages corporels; b) des familles de ceux qui furent tués à l'occasion des troubles provoqués soit par les Congolais, soit par les interventions de l'O.N.U.; c) des victimes de dommages matériels; d) des porteurs de titres d'emprunts non garantis par la Belgique; 2° la nécessité de ne plus baser notre position sur la loi fondamentale provisoire dont certains principes se révèlent chaque jour une source de troubles ou de mécontentement, notamment en ce qui concerne le Congo unitaire qui est à la base des événements sanglants du Katanga et autres lieux; 3° le retrait de tout soutien financier à l'O.N.U.». — Demande; p. 386 (20 décembre 1961). — Discussion. — Discours: concernant la responsabilité morale du Gouvernement à l'égard des Belges victimes des troubles au Congo ou des opérations de l'O.N.U., les enquêtes qui seront faites en vue de déterminer les responsabilités des agents de l'O.N.U., le nombre de victimes et les montants des dommages réclamés, le cas des travailleurs indépendants revenus du Congo et âgés de plus de 60 ans; le transfert des fonds de ceux qui ont quitté le Congo, la récupération des frais de transport des réfugiés du Congo, le paiement de dettes contractées en francs congolais, le problème des biens abandonnés, le retour de colons au Congo, le reclassement de colons dans d'autres pays notamment au Brésil, le problème des biens meubles pillés ou détruits, la loi française en faveur de Français quittant le Congo ex-belge, les emprunts congolais non garantis par la Belgique, l'utilisation de la voie de Matadi pour les transports venant du Katanga; la question du portefeuille du Congo, le déficit de trésorerie du gouvernement central du Congo, l'aide financière promise par les États-Unis, les résolutions adoptées à Tananarive et à Coquilhatville, le dictat de Kitona imposé à M. Tshombé, le retrait de tout soutien financier belge à l'O.N.U.; pp. 735

Lahaye (suite).

- à 739; concernant le vote par délégation à la Table Ronde; p. 742; concernant l'indemnisation des victimes des événements du Congo, la récupération des frais de transport des réfugiés du Congo, le transfert de fonds bloqués, le reclassement des colons; pp. 744, 745 (1^{er} mars 1962).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: (concernant la politique agricole, la création de coopératives de planteurs de houblon, les prix des betteraves sucrières et de la viande porcine, la peste porcine, l'aide à la culture du lin, l'assainissement des terres hydromorphes; les problèmes de la pêche maritime et de la chasse; pp. 584 à 586 (6 février 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant l'absence de réponse aux questions posées lors de son interpellation du 1^{er} mars, la réparation des dommages subis par des Belges du fait de l'O.N.U., l'enquête internationale sur les atrocités de l'O.N.U., la publication d'un livre blanc, le rapport de la Commission Delahaye, l'indépendance du Ruanda-Burundi; pp. 910, 911 (21 mars 1962); fait des observations; p. 981; concernant la sécurité des Belges qui se trouvent au Ruanda-Burundi; pp. 990, 991 (28 mars 1962). — Crédits: Commerce extérieur et Assistance technique. — Discussion générale. — Discours: concernant le caractère marginal de notre commerce extérieur, l'extension insuffisante du champ d'action des exportations belges, l'exportation de produits agricoles et horticoles, l'assistance technique, la réduction de l'effectif « aide technique » au Congo; pp. 951, 952 (27 mars 1962).
- Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion générale. — Discours: déclare renoncer à la parole, le Ministre des Affaires étrangères auquel il aurait voulu poser quelques questions étant absent; pp. 1114, 1115 (24 mai 1962).
- Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les mesures de précaution prévues ou à prendre d'urgence pour protéger la vie et les intérêts matériels de nos compatriotes au Ruanda-Burundi, avant et après l'accession de ces territoires à l'indépendance, ainsi que sur les mesures prises afin de garantir la sécurité de certains sujets africains résidant au Ruanda-Burundi qui demandent notre protection ». — Demande; p. 1124 (24 mai 1962).
- Interpellation au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique « sur les conditions dans lesquelles se fait la liquidation du Ministère des Affaires africaines et notamment sur le sort réservé au personnel définitif de ce département par l'arrêté dont le texte a été soumis le 18 avril 1962 au Comité général de consultation syndicale, ainsi que sur la nécessité de retirer cet arrêté ou, du moins, d'en adoucir les conséquences ». — Demande; p. 1128 (12 juin 1962). — Discussion. — Discours: concernant la liquidation du département des Affaires africaines, la désignation d'un conseiller général chargé de la liquidation, l'écartement du secrétaire général des Affaires africaines, l'existence secrète d'une direction pour les Affaires africaines au département des Affaires étrangères, la création d'un service pour la coopération au développement, le sort des anciens membres du personnel d'Afrique, le projet d'arrêté royal, le sort discriminatoire fait aux agents du ministère des Affaires africaines, les questions parlementaires posées par M. VAN HOUTTE à propos de la situation des agents du département des Affaires africaines, le transfert du personnel du Musée de Tervuren au département de l'Éducation nationale, les conditions du transfert du personnel qui appartenait au département des Affaires africaines, l'avis des membres du comité général de consultation syndicale au sujet du projet d'arrêté royal réglant la situation du personnel précité, le sort des agents temporaires du département des Affaires africaines; pp. 1207 à 1209; fait des observations; p. 1210; concernant le nombre de questions qu'il a posées au Ministre, le choix à laisser aux agents entre l'arrêté de 1953 et celui de 1962; fait des observations; p. 1212 (21 juin 1962).
- Interpellation au Ministre des Finances « sur l'absence de mesures d'indemnisation en faveur des victimes des événements du Congo, et notamment des porteurs de titres de la dette publique ». — Demande; p. 1128 (12 juin 1962). — Discussion. — Discours: concernant la situation des porteurs de titres de la dette publique de l'ex-Congo Belge, les négociations avec le gouvernement congolais, l'attitude du gouver-

Lahaye (suite).

- nement belge, la réponse à sa question parlementaire, les charges incombant au gouvernement congolais et la discrimination dans les remboursements, la possibilité pour la Belgique de prendre des mesures en faveur des porteurs de titres de la dette congolaise et les conséquences de cette mesure; l'intérêt que la question suscite dans divers milieux; pp. 1524 à 1526; concernant l'opportunité de son interpellation, la réponse du ministre qui apaisera de nombreuses personnes, les négociations en cours, les sommes dont il s'agit, le paiement des coupons aux porteurs de titres de la dette publique de l'ex-Congo Belge; p. 1527 (19 juillet 1962).
- Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion. — Discours: concernant le maintien de soldats belges au Ruanda et au Burundi; p. 1176; fait des observations; pp. 1178, 1179 (14 juin 1962).
- Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville), du Ruanda et du Burundi. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1185 à 1187 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours: craint que l'adoption des projets linguistiques n'amène pas le calme dans le pays; concernant les problèmes que fera naître le rattachement de communes de Flandre Occidentale au Hainaut, la consultation des populations intéressées; pp. 1345, 1346 (5 juillet 1962); fait des observations; p. 1360 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. Art. 1^{er}: fait des observations; p. 1391 (11 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: fait des observations; pp. 1746 à 1749 (9 octobre 1962).
- Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les raisons invoquées par le gouvernement belge pour refuser un visa au président Moïse Tshombé ». — Demande; p. 1650 (2 octobre 1962).
- Interpellation au Ministre de l'Agriculture « sur la carence du département de l'Agriculture dans le secteur animal et l'urgence de réserver une solution satisfaisante aux justes et légitimes revendications des agriculteurs belges ». — Demande; p. 1820 (11 octobre 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 87: fait des observations; p. 1917 (16 octobre 1962).

Larock, Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture.

- Ann. — Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK « sur le message adressé par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture, M. Larock, au personnel enseignant de l'État, à l'occasion du troisième anniversaire de la signature du pacte scolaire ». — Discussion. — Discours: concernant les raisons qui ont incité le ministre à adresser la circulaire en cause au personnel enseignant de l'État, les critiques formulées à l'égard du pacte scolaire, la définition de la neutralité scolaire, l'insuffisance de règles purement négatives, le caractère réservé et intangible du domaine de la croyance, l'émission d'un avis sur la neutralité par la commission permanente du pacte scolaire, les deux paragraphes de la circulaire qui ont suscité des objections; pp. 133, 134; fait des observations; p. 135 (28 novembre 1961).
- Catastrophes et accidents. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le PRÉSIDENT aux victimes de l'accident de Chièvres; p. 250 (12 décembre 1961).
- Projet de loi modifiant la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur. — Discussion générale: intervient; p. 253 (12 décembre 1961).
- Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la non-discussion du budget en commission sénatoriale; les changements administratifs proposés, le principe de l'autonomie et sa répercussion sur le budget, la scission des services, l'équilibre linguistique, le bilan, l'exécution du pacte scolaire, le travail de la commission du pacte scolaire, les programmes de l'enseignement, les classes d'orientation, la formation des enseignants, les relations des parents avec l'école, les nouveaux moyens audio-visuels au service de l'enseignement, les réformes universitaires, l'accès à l'université, la collation des grades, le postgraduat; les affaires

Larock (suite).

culturelles; pp. 1511 à 1514; abonde dans le sens de M. HOUÏBEN; p. 1518; fait des observations; p. 1519 (19 juillet 1962); pp. 1546, 1548, 1551 à 1553; répond à M. GILLON au sujet de l'attitude d'un haut fonctionnaire du département; concernant l'enfance handicapée, l'enseignement spécial, le transport des élèves, les centres P.M.S., les solutions de rationalisation, les normes de la population scolaire, les plaintes d'instituteurs du secteur subventionné, l'enseignement de l'histoire, l'école d'horticulture de Vilvorde, la création d'une université à Anvers, la radio, la télévision, le théâtre, les musées, l'utilité d'une école normale supérieure, l'autonomie culturelle, la neutralité scolaire, la démocratisation des études; rend hommage aux enseignants de toutes les écoles; pp. 1562 à 1564 (24 juillet 1962).

Lauwereins, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la pension de vieillesse du personnel navigant de la pêche maritime, la procédure d'octroi de la pension, le paiement des allocations familiales pour les enfants placés dans des institutions, l'obligation alimentaire en faveur de personnes placées dans des institutions; p. 124 (28 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'apprentissage et la formation professionnelle, la liberté du choix de l'institution d'enseignement pour les cours de perfectionnement; p. 187; fait des observations; p. 192 (30 novembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les problèmes de la pêche maritime et des entreprises connexes; pp. 295, 296 (13 décembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 309 (14 décembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant le sort des équipages des bateaux-phares, l'enseignement maritime, la situation des marconistes des paquebots, le statut de la R.V.A., l'insuffisance de personnel à l'aérodrome d'Ostende, la S.N.C.V., les prestations des chauffeurs dans les firmes privées de transport; pp. 462, 463 (23 janvier 1962); fait des observations; p. 472 (24 janvier 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale: fait des observations; p. 1039 (3 avril 1962).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient; p. 1259 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; p. 1297 (3 juillet 1962); pp. 1333, 1341 (5 juillet 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations; p. 1340 (5 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 1516 (19 juillet 1962).

Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion générale: fait des observations; p. 1572 (25 juillet 1962).

Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de Fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion générale. — Discours: concernant l'incidence possible du projet sur la rentabilité de certaines lignes des vicinaux; p. 1585; fait des observations; p. 1588 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 11: fait des observations; p. 1792 (10 octobre 1962).

Leburton, Ministre de la Prévoyance sociale.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la programmation sociale; les conditions du progrès social; humanisme social, équilibre financier, structure technique et administrative solide; répond aux orateurs et traite notamment de la décentralisation de la sécurité sociale, de la majoration des pensions et de son financement, des problèmes démographiques, des allocations familiales, des problèmes des mineurs, de la prévention des maladies professionnelles, des centres médico-techniques, des problèmes de l'assurance maladie-invalidité, de la sécurité sociale des travailleurs indépendants; pp. 126 à 129; répond à M. VERSE; p. 130; répond aux derniers orateurs et traite notamment de la programmation sociale, de la rationalisation des organismes dépendant du département, du fonctionnement de l'Institut du contrôle médical, de la pension des mineurs; p. 138. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21: intervient; pp. 138 à 140 (28 novembre 1961).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1002, 1005. — Discours: concernant les conditions dans lesquelles le projet a été déposé, les pourparlers avec les partenaires sociaux, les nouveaux taux des pensions, l'abandon du système des minima garantis, le raccourcissement de la période transitoire, les modes de preuve de la carrière, le cas de la période antérieure à 1945 et notamment des années 1926 à 1931 et des années de guerre, la question du cumul; pp. 1005 à 1008. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient; p. 1010 (29 mars 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; p. 1157 (13 juin 1962).

Projet de loi portant relèvement de la limite des rémunérations à observer pour le calcul des cotisations afférentes aux allocations familiales des travailleurs salariés et intégrant le pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés. — Discussion générale. — Discours: concernant la nécessité d'une politique familiale et démographique, la couverture des besoins de l'enfant par la sécurité sociale, une programmation sociale et familiale, le départ entre le salaire direct et le salaire indirect, l'action du gouvernement sur le plan familial depuis quatorze mois, l'augmentation du taux des allocations familiales en vigueur pour les travailleurs indépendants, l'augmentation des allocations de naissance et des allocations familiales à partir du 1^{er} octobre 1962, le relèvement du plafond de 8.000 à 11.000 francs, le pécule familial, son transfert du régime des vacances annuelles au secteur des allocations familiales, l'absence de compensation entre les deux secteurs, le parallélisme entre l'évolution des taux d'allocation familiale des indépendants et des salariés; pp. 1269 à 1271; répond aux orateurs; p. 1273 (28 juin 1962).

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Discussion générale. — Discours: répond à M. MOULIN; p. 1612 (25 juillet 1962).

Ledoux, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

Doc. — N° 59. — Rapport: Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1960 portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes.

N° 137. — Rapport: Projet de loi modifiant la loi du 24 janvier 1931 instituant l'Œuvre nationale des orphelins des victimes du travail.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours: concernant la gravité du problème posé par le transfert de l'I.N.E.P.S.; déclare qu'il ne votera pas le projet; pp. 1052, 1053 (3 avril 1962).

Leemans, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 266. — Rapport: Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire.

Ann. — Projet de loi modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat. — Discussion générale. — Discours: remercie les membres du Sénat et le personnel des nombreux témoi-

Leemans (suite).

gnages de sympathie reçus après l'accident d'auto dont il fut victime ; rend hommage au travail de M. DOUTREPONT ; concernant les efforts faits sur le plan international en vue de l'établissement de budgets d'Etat comparables, la nouvelle conception des budgets ; analyse les différents chapitres du projet ; pp. 549 à 551 (31 janvier 1962).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale. — Discours : concernant le rythme d'accroissement de nos exportations vers les pays autres que ceux de la C.E.E., la nécessité d'une prospection des marchés mieux organisée et d'une promotion de l'industrie de construction de machines et outils, le caractère supplétif de l'intervention de l'Office ; p. 1246 ; fait des observations ; p. 1249 (27 juin 1962).

Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Discussion générale. — Discours : déclare qu'il ne peut suivre le ministre en ce qui concerne le financement des conséquences d'un conflit salarial dans les mines ; p. 1596 (25 juillet 1962).

Lefèvre, Premier Ministre, chargé de la Coordination économique et de la Coordination de la Politique scientifique.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique scientifique, l'activité de la commission nationale des sciences, les dépenses de l'Etat en faveur de la recherche scientifique, l'accroissement du nombre des universitaires, l'accès à l'université, le statut du chercheur dans les établissements scientifiques de l'Etat et dans le secteur privé, l'infrastructure matérielle de la recherche scientifique, l'application des nouvelles découvertes par le secteur privé, la participation du secteur privé au développement futur de la politique scientifique ; pp. 164 à 166 ; fait des observations ; p. 166 ; répond aux orateurs et traite notamment de la recherche spatiale, de la dispersion éventuelle de l'enseignement universitaire, de l'université européenne de Florence, de la création d'un institut d'information et de documentation ; pp. 172 à 174. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 : intervient ; pp. 174, 175 (29 novembre 1961).

Question orale de Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE. — Répond ; p. 349 (19 décembre 1961).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant une remise du vote sur le budget, l'importance des problèmes de la jeunesse, la création d'une commission chargée d'élaborer un projet tendant à l'adaptation des organismes existants qui s'occupent de la jeunesse, l'adoption d'un règlement transitoire pour l'I.N.E.P.S. ; pp. 802, 803 ; fait des observations ; pp. 803 (13 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : concernant les modalités du transfert de l'I.N.E.P.S. au département de l'Education nationale, l'étude des problèmes de la jeunesse par une commission spéciale ; p. 1038 ; fait des observations ; p. 1039 (3 avril 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion. — Discours : déclare que le Gouvernement ne peut accepter que des membres de la majorité « exigent » le retrait de l'arrêté, mais qu'il est disposé à examiner le problème avec la majorité ; p. 1103 (12 avril 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE « sur la politique générale du Gouvernement ». — Discussion : fait des observations ; pp. 1133, 1136, 1137. — Discours : concernant l'index, l'augmentation des pensions et des allocations familiales ; pp. 1138, 1143 (12 juin 1962) ; concernant les critiques formulées par l'opposition à l'égard des mesures sociales prises par le Gouvernement, le problème des relations entre Wallons et Flamands, le retard dans l'exécution de certaines mesures annoncées dans la déclaration gouvernementale ; les réalisations gouvernementales, le maintien de l'ordre, le recensement, la discussion des budgets, la revalorisation de la fonction publique, les réformes de structure, la société nationale d'investissement, le différend avec la C.E.C.A. à propos du directeur charbonnier, la politique sociale, l'assainissement des finances publiques, la dette publique, les chemins de fer ; la réforme fiscale, la taxe de transmission ; les problèmes linguistiques, les difficultés en matière d'éducation nationale,

Lefèvre (suite).

la réforme des institutions, la constitution d'un groupe de travail chargé de préparer la révision de la Constitution, l'abstention du P.L.P. ; la politique familiale et démographique, la démocratisation de l'enseignement, l'expansion économique, la réforme judiciaire ; le « timing », l'examen des projets de lois linguistiques et fiscale par les Chambres, le bon fonctionnement de nos institutions, la souveraineté du Parlement ; pp. 1150 à 1157, 1158 (13 juin 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la déclaration gouvernementale faite à la Chambre ; la notion de neutralité ; le problème des désignations, nominations et promotions dans l'enseignement de l'Etat, la commission du pacte scolaire ; les préoccupations qui ont guidé le Gouvernement pour la transformation du département, l'autonomie culturelle, la réorganisation de l'éducation nationale, le titre et la compétence des ministres, la politique de la jeunesse, l'application du pacte scolaire ; pp. 1510, 1511 ; (19 juillet 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1739 (9 octobre 1962).

Lemal, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment ; p. 1736 (9 octobre 1962).

Leruse, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation dans l'industrie de la pierre dans la région de l'Ourthe et de l'Amblève, les possibilités d'emploi de la pierre dans la construction de routes, habitations et bâtiments publics ; pp. 330, 331 (14 décembre 1961).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).

Leynen, sénateur provincial de Limbourg.

Doc. — N° 29. — Proposition de loi relative au dédoublement du canton électoral de Hasselt.

N° 36. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

N° 205. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Bruxelles le 19 septembre 1960, portant exécution des articles 55 et 56 du Traité instituant l'Union économique Benelux.

N° 330. — Amendement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 331. — Amendements : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 332. — Amendement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Leynen (suite).

N° 333. — Amendements : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 211 (5 décembre 1961).

Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. — Est élu membre suppléant de la délégation belge ; p. 238 (7 décembre 1961). — Est réélu ; p. 1042 (3 avril 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Vote : justifie son vote ; p. 713 (22 février 1962).

Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale. — Discours : appuie l'amendement de M. de STEUXHE ; p. 883 ; fait des observations ; pp. 885, 887 (20 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 900 (21 mars 1962). — Discours : regrette qu'aucun membre flamand de son groupe n'ait pu prendre la parole avant que le Ministre des Affaires étrangères ne parle ; p. 989 (28 mars 1962).

Proposition de loi relative au dédoublement du canton électoral de Hasselt. — Renvoi en commission : intervient ; p. 1090 (12 avril 1962).

Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Bruxelles, le 19 septembre 1960, portant exécution des articles 55 et 56 du Traité instituant l'Union économique Benelux. — Discussion générale : intervient concernant le recours prévu à l'article 6 de la Convention ; p. 1093 (12 avril 1962).

Interpellation de M. VANAUDEHOFVE au Premier Ministre. — Vote sur l'ordre du jour : justifie son vote ; p. 1165 (14 juin 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1232 (26 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1295 (3 juillet 1962) ; p. 1312 (4 juillet 1962) ; pp. 1328, 1333 (5 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1435, 1440, 1441, 1444 à 1447 (12 juillet 1962) ; pp. 1458, 1459 (17 juillet 1962) ; pp. 1476, 1477. — Art. 2, 3 : intervient ; pp. 1489, 1491, 1492. — Art. 4 : intervient, retire ses amendements ; pp. 1493 à 1497, 1500. — Art. 5, 8 : retire ses amendements ; pp. 1502, 1505, 1506. — Art. 1^{er}, 3 : retire ses amendements ; p. 1508. — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : fait des observations ; pp. 1743, 1745 ; intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).

Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société Nationale des Chemins de Fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1585 (25 juillet 1962).

Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Discussion générale. — Discours : concernant la valorisation du charbon dans le bassin campinois, la succession de l'actuel directeur général d'Inichar, les réserves de Campine ; p. 1595 ; fait des observations ; p. 1600 (25 juillet 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations ; p. 1722 (9 octobre 1962).

Leynen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 35. — Rapport : Projet de loi modifiant l'article 34 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire relatif aux allocations et indemnités accordées aux instituteurs.

Leynen (suite).

Ann. — Projet de loi modifiant l'article 34 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire relatif aux allocations et indemnités accordées aux instituteurs. — Discussion générale et rejet : intervient concernant la proposition de la commission de rejeter le projet ; p. 252 (12 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 583 (6 février 1962).

Ligot, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 388. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Ordre des travaux. — Demande si la commission des Finances siègera ce jeudi matin ; p. 1339 (5 juillet 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 35 : intervient, son amendement est adopté ; pp. 1880, 1881, 1883 (16 octobre 1962).

Lilar, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 26. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique.

N° 109. — Proposition de loi modifiant, à titre transitoire, certaines dispositions relatives aux traitements des magistrats et des greffiers de l'ordre judiciaire.

N° 316. — Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire et celle du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de Procédure pénale militaire.

N° 384. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 200, 201 (5 décembre 1961).

Interpellation de M. LAHAYE au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances. — Discussion : fait des observations ; p. 742 (1^{er} mars 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant les problèmes de l'établissement et de la perception des impôts, les rapports des commissions présidées par M. l'Avocat Général Ganshof van der Meersch, les mesures provisoires prévues dans le titre VI du projet ; pp. 1685, 1686 (4 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 17 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1838 (11 octobre 1962). — Art. 55 : intervient ; p. 1902 (16 octobre 1962).

M**Machtens, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, questeur du Sénat.**

Doc. — N° 209. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de l'Union de Birmanie relatif aux transports aériens, et de l'Annexe, signés à Rangoon, le 17 août 1960.

N° 425. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention générale de Sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, des Accords complémentaires, de la Convention spéciale, des Protocoles finals, signés à Bonn le 7 décembre 1957, et du Protocole complémentaire, signé à Bonn le 10 novembre 1960.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu questeur du Sénat ; p. 3 (14 novembre 1961).

Machtens (suite).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 57 (21 novembre 1961) ; pp. 76, 77. — Discours : concernant le projet sur le renforcement des mesures d'ordre, les finances communales, la réalisation de travaux extraordinaires par des communes aux finances obérées, les dépenses d'assistance publique, la protection civile, les délais pour l'approbation d'emprunts communaux ; pp. 78 à 80 ; fait des observations ; p. 85 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 207 (5 décembre 1961). — Discours : concernant l'urgence du vote du statut des sous-officiers, les commandes d'avions F.104 G ; demande la disjonction de l'article 62.464 du reste du budget au moment du vote ; pp. 221, 222 (6 décembre 1961).

Projet de loi portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale. — Discussion générale. — Discours : concernant l'accès au grade d'adjudant-chef ; p. 409 ; fait des observations ; p. 410 (20 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; p. 522. — Discours : concernant l'exonération d'additionnels pour les petits revenus, le problème des grandes agglomérations, la quote-part d'un neuvième du produit des taxes alimentant le Fonds des communes, le problème du Fonds d'assistance publique ; pp. 524, 525 (30 janvier 1962).

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice. — Discussion générale. — Discours : appuie l'intervention de M. DE MAN ; p. 716, 717 ; constate l'engagement du ministre en ce qui concerne les soutiens de veuve ; p. 719 (22 février 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'application des arrêtés de M. Meyers relatifs aux logements sociaux, le cas des logements équipés de façon moderne destinés à la classe moyenne ; pp. 839, 840 ; fait des observations ; pp. 854, 855 (15 mars 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1136 (12 juin 1962).

Ordre des travaux. — Intervient ; pp. 1255, 1256 (27 juin 1962) ; pp. 1720, 1722 (9 octobre 1962) ; p. 1846 (11 octobre 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1437, 1440 (12 juillet 1962) ; fait des observations ; p. 1508 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1745 (9 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 16 et 17 : intervient ; pp. 1830 à 1832, 1843 (11 octobre 1962).

Magé, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 10. — Rapport + Annexes : Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les problèmes du chômage, la formation professionnelle accélérée, la mise au travail de chômeurs par les communes, la mise au travail de handicapés, les difficultés que rencontrent de nombreux jeunes qui veulent se perfectionner, l'octroi de distinctions honorifiques aux ouvriers et employés ; pp. 7, 8 (14 novembre 1961).

Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. — Est élu membre suppléant de la délégation belge ; p. 238 (7 décembre 1961). — Est réélu ; p. 1042 (3 avril 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations ; p. 1718 (9 octobre 1962).

Maisse, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 201. — Proposition de loi portant création d'un statut des agents de l'Etat.

N° 395. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la détention préventive, la rémunération des magistrats, le traitement des personnes arrêtées et détenues par suite d'une arrestation administrative, notamment pour ivresse au volant ; pp. 90, 91 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la route de Wallonie, le plan de quinze ans du précédent ministre des Travaux publics, le financement des travaux publics, les travaux dans la région liégeoise, l'infrastructure de la Wallonie ; pp. 314, 315 (14 décembre 1961).

Interpellation au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et au Ministre des Finances « sur les mesures prises par le Gouvernement en vue de la revalorisation de la fonction publique ». — Demande ; p. 799 (7 mars 1962). — Discussion. — Discours : concernant l'urgence du problème de la revalorisation de la fonction publique, la nécessité de cette revalorisation, l'inadaptation de l'actuel système de recrutement, les règles en matière de promotion, le manque d'efficacité des administrations, leur politisation progressive, les cabinets ministériels, l'adaptation des rémunérations des fonctionnaires, le découragement au sein des administrations fiscales, les causes de ce découragement, la requête remise au Premier Ministre par l'Union nationale du cadre technique des finances, le mécontentement des ingénieurs de l'Etat ; les problèmes particuliers qui se posent pour le Conseil d'Etat, l'augmentation du nombre des conseillers, le problème des traitements des membres de la Cour des Comptes, la revalorisation de la fonction judiciaire, les barèmes des membres de la police judiciaire, la création de nouveaux organismes paraétatiques, le recrutement de handicapés à l'Etat ; pp. 1054 à 1059 (3 avril 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème des accidents de la route, la coordination des moyens d'action, le numéro 900, les conclusions de la commission de l'Académie de médecine chargée d'étudier le problème des secours d'urgence, la prévention des accidents de la route ; p. 833 (14 mars 1962).

Projet de loi prorogeant le mandat des membres des divers conseils de l'Ordre des Médecins. — Discussion générale. — Discours : déclare que l'Ordre des Médecins de Liège estime que le projet vient trop tard, les opérations d'élection des membres du conseil de l'Ordre étant en cours en application de la loi en vigueur ; p. 1036 ; fait des observations ; p. 1037 (3 avril 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} intervient ; pp. 1453, 1454 (17 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 6 : intervient, son amendement est rejeté, pp. 1769, 1770, 1775 (10 octobre 1962). — Art. 15 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1827, 1828 (11 octobre 1962).

Martens, sénateur coopté.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment ; p. 1736 (9 octobre 1962).

Materne, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la réalisation de l'autoroute de Wallonie, la route nationale n° 4, la mise à grande section des voies fluviales, le plan incliné de Ronquières, le projet Sidemar, la route nationale de la Basse Sambre ; fait des observations ; pp. 308 à 310 (14 décembre 1961).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion : dépose un ordre du jour ; p. 1101 ; cet ordre du jour est rejeté ; p. 1104 (12 avril 1962).

Merchiers, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 61. — Rapport : Projet de loi portant modification des limites territoriales de la ville de Gand et de la commune de Mariakerke.

N° 99. — Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

N° 199. — Proposition de loi tendant à la modification de l'article 54, 1° du Code des Droits de Succession.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le programme social du P.L.P., l'assouplissement de la réglementation en matière de durée du travail, l'interdiction de travailler faite aux pensionnés, l'uniformisation progressive du contrat de travail et du contrat d'emploi ; le salaire hebdomadaire garanti, le chômage, l'avis du Conseil national du Travail en la matière, la lutte contre les abus, les idées émises par un des chercheurs du Centre Paul Hymans, la fusion du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Economie, le statut de l'apprenti ; pp. 18 à 21 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les finances communales, la situation des grandes villes et de la ville de Gand en particulier, la majoration des centimes additionnels à la contribution foncière, le cadre et les barèmes du personnel des communes, la reprise par l'Etat des bâtiments et du personnel des tribunaux de police, le maintien de l'ordre, le droit de grève des agents des services publics, le crédit prévu pour le congrès international de l'Union des Villes et Communes ; la réforme électorale ; pp. 80 à 82 ; concernant le projet de loi sur la réforme électorale ; p. 88 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la traduction néerlandaise du code civil, les projets de loi relatifs à la défense sociale et à la réhabilitation, la modification de la loi sur la protection de l'enfance, l'état des bâtiments de la protection de l'enfance, les nominations de magistrats du Congo, la police judiciaire, la situation à la brigade de Gand ; pp. 107, 108 (23 novembre 1961) ; fait des observations ; p. 154 (29 novembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours : concernant les dispositions prévues par la loi unique en vue d'assainir les finances communales, le milliard enlevé au Fonds des communes par la loi unique, l'augmentation des centimes additionnels qui favorisera l'exode des habitants des grands centres, le manque de vigilance de la part du Gouvernement à l'égard de dépenses injustifiées, la perception généralisée de l'impôt de 5 p.c. sur les sociétés ; pp. 513 à 515 ; fait des observations ; p. 525 (30 janvier 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; son amendement est rejeté ; pp. 542, 552, 553. — Art. 2 : son amendement est rejeté ; p. 553 (31 janvier 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; p. 696 (22 février 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème du logement, les difficultés financières que rencontrerait la Société nationale du Logement, l'insuffisance des crédits alloués à cette société, les besoins en matière de logements, la collaboration avec le secteur privé, la construction d'habitations modestes par des particuliers, la diminution des crédits pour primes à la construction ; la pollution des eaux, les subsides à la construction de stations d'épuration des eaux ; pp. 823 à 825 (14 mars 1962).

Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale. — Discours : concernant l'avis du Conseil d'Etat, les statistiques relatives aux motifs des décisions d'annulation, l'augmentation du nombre d'actes annulés, la compétence donnée concurremment au Roi et aux gouverneurs d'annuler des actes portant atteinte à l'intérêt général, le droit d'évocation, l'attitude de son groupe à l'égard du projet ; pp. 882, 883 ; fait des observations ; p. 884 (20 mars 1962).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale. — Discours : concernant les négociations avec les partenaires sociaux, le financement de l'augmentation des pensions, l'intervention spéciale de préfinancement imposée aux patrons ;

Merchiers (suite).

la consultation du Conseil d'Etat ; le nouveau système de preuve de la carrière, le plan de financement, les conséquences du raccourcissement de la période transitoire ; pp. 997 à 999 ; fait des observations ; pp. 1004 à 1005 (29 mars 1962).

Projet de loi reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers. — Discussion générale. — Discours : concernant l'indépendance réciproque des autorités civile et religieuse ; p. 1022 (29 mars 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion. — Discours : concernant le bilan social du Gouvernement et ses conséquences financières, l'augmentation des pensions et des allocations familiales ; le chômage, l'augmentation des allocations, l'absence des économies nécessaires, l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, la question du salaire hebdomadaire garanti, les abonnements sociaux aux chemins de fer, le total des charges supplémentaires imposées à l'économie, l'augmentation du salaire indirect au détriment du salaire direct, les conséquences de l'augmentation des charges sociales en cas de récession ; pp. 1147 à 1149 (13 juin 1962).

Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps. — Discussion des articles. — Art. 23 : retire son amendement ; p. 1198 (21 juin 1962).

Projet de loi portant relèvement de la limite des rémunérations à observer pour le calcul des cotisations afférentes aux allocations familiales des travailleurs salariés et intégrant le pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés. — Discussion générale. — Discours : concernant les effets de l'augmentation du plafond, la diminution de l'ensemble des disponibilités à répartir ultérieurement dans le cadre d'une programmation sociale, l'examen du rapport Delpérée, le transfert du pécule familial de vacances au secteur des allocations familiales, le recours à une solution de facilité ; pp. 1271 à 1273 (28 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1290 (3 juillet 1962). — Discours : concernant la méthode des « petits paquets » suivie pour l'examen des problèmes linguistiques, la suppression du recensement linguistique, la création d'une barrière entre les deux communautés linguistiques, l'appel royal à l'union des Belges, la consultation des populations des régions faisant l'objet de controverses, l'absence de consultation des conseils provinciaux, le régime de facilités dans les communes à la frontière linguistique ; pp. 1327 à 1331 (5 juillet 1962) ; fait des observations ; pp. 1362, 1375 (10 juillet 1962).

Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion générale. — Discours : concernant la présentation tardive du projet, le contenu du projet, l'encouragement de la qualification professionnelle des hôteliers ; pp. 1571, 1572 ; intervient ; p. 1574 (25 juillet 1962).

Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1619 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant les raisons qui ont rendu nécessaire une réforme fiscale, la complexité du système fiscal ; la globalisation et les précomptes prévus dans la réforme, l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes au sujet de la globalisation ; la taxation des pensions de vieillesse, la situation faite aux indépendants et aux professions libérales dans la réforme ; les difficultés qui découleront de la mise en application de la réforme, l'absence de mesures d'assainissement des finances publiques ; pp. 1689 à 1691 (4 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 6 : fait des observations ; p. 1774 (10 octobre 1962).

Merlot, Ministre des Travaux publics.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 306, 308, 310 à 314, 325. — Discours : répond aux orateurs ; traite notamment de la situation budgétaire en ce qui concerne les voies navigables, du coût du plan incliné de Ronquières, du retard en matière de construction d'autoroutes, du problème de financement des travaux publics, de l'exécution du budget de 1961, du projet de loi sur l'aménagement du territoire, du programme des voies d'eau et des ports,

Merlot (suite).

du plan décennal pour le port d'Anvers, de l'accessibilité du port d'Anvers pour des navires de 70.000 tonnes, du canal et de l'écluse de Terneuzen, des autoroutes E3 et Liège-Tournai, de la route nationale 4; pp. 331 à 337 (14 décembre 1961); répond aux orateurs et traite notamment du passage de l'Escaut par le chemin de fer, des expropriations et de la nécessité d'une véritable politique foncière, de la subsidiarité des travaux communaux, d'un plan de travaux publics, de la rentabilité des travaux, de la route E3; pp. 359 à 361 (19 décembre 1961).

Interpellation de M. de la VALLEE POUSSIN «sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne l'aménagement de la ville de Bruxelles, notamment en ce qui concerne l'édfication de tours, les grands axes de la circulation et le plan vert». — Discussion: fait des observations; p. 1213. — Discours: concernant la situation avant la loi sur l'aménagement du territoire du 29 mars 1962, la possibilité donnée par cette loi au ministre des Travaux publics de poursuivre un plan d'agglomération, la mise sur pied de la commission consultative de l'agglomération bruxelloise, l'aménagement des grands axes de pénétration, le tunnel au carrefour de l'avenue Louise et de la rue Lesbroussart, les espaces verts, la rentabilité du terrain, l'élaboration de plans de secteur; pp. 1217 à 1219 (21 juin 1962).

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1408, 1411. — Discours: répond aux orateurs; traite notamment de la priorité de l'autoroute de Wallonie, du recours à la concession, de la seconde liaison entre les rives de l'Escaut à Anvers, de l'autoroute de Bruxelles-Paris, du problème des expropriations, des amendements de M. HAMBYE, de la charge finale de la construction des autoroutes en concession, de l'apport des terrains par l'Etat; pp. 1412 à 1416. — Discussion des articles. — Art. 5: intervient; p. 1420 (12 juillet 1962).

Molter, sénateur coopté.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la ratification de la Charte sociale du Conseil de l'Europe; p. 27 (16 novembre 1961).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24: intervient; p. 174 (29 novembre 1961).

Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. — Est élu membre effectif de la délégation belge; p. 238 (7 décembre 1961). — Est réélu; p. 1042 (3 avril 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant une plus grande concentration des services qui s'intéressent au commerce extérieur, la collaboration entre le Parlement et le ministre, l'activité dans les communautés, la spécialisation de notre corps diplomatique, l'information de nos diplomates au sujet de l'évolution économique en Belgique, le problème de l'information statistique, l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, les récentes mesures prises par les Etats-Unis, notre politique à l'égard des pays en voie de développement; pp. 946 à 948 (27 mars 1962).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale. — Discours: concernant la portée politique plus large du projet, les possibilités d'aide aux pays en voie de développement, un statut international de l'investissement, l'action du « pain pour la paix »; pp. 1249, 1250 (27 juin 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'éducation populaire, la création d'une université à Anvers; pp. 1557, 1558 (24 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours: déclare que le projet de réforme fiscale ne satisfait pas entièrement le groupe socialiste; concernant les améliorations que le projet apporte au régime fiscal actuel, la simplification fiscale, la globalisation des revenus, la suppression de la déductibilité des impôts, l'impôt sur les bénéfices des sociétés, l'adaptation du principe *non bis in idem* de l'article 52 des actuelles lois coordonnées, la taxation des holdings, les dispositions du projet tendant

Molter (suite).

à favoriser l'expansion économique, la lutte contre la fraude fiscale, la progressivité insuffisante des barèmes de taxation pour les personnes physiques, l'instauration d'une réglementation privilégiée pour les professions libérales, le problème de l'adaptation de l'impôt pour raisons familiales, le dégrèvement excessif de certains revenus d'origine étrangère, les abattements appliqués sur les revenus fonciers globalisés, les barèmes de taxation des sociétés, l'impôt sur les pensions, le cumul des revenus d'époux, l'indexation des barèmes fiscaux; la réforme fiscale dans le cadre de la politique économique et financière du Gouvernement; pp. 1653 à 1659 (3 octobre 1962).

Mondelaers, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les routes secondaires, la loi du 9 août 1948, la reprise de routes provinciales et communales par l'Etat, le reclassement de la voirie vicinale, la nécessité d'une collaboration entre l'Etat et les communes, le recours à des fondations souples pour la voirie communale; pp. 301 à 304 (14 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'amélioration de l'infrastructure de l'agriculture, le remembrement, le rythme trop lent, l'assainissement des terres hydromorphes, la suppression des servitudes de vaine pâture, la lutte contre la brucellose, le contrôle du lait, la suppression des subsides aux fédérations des éleveurs de taureaux, la vente de produits agricoles étrangers dans des emballages belges, la politique agricole commune dans le cadre du Marché commun; pp. 505 à 507 (25 janvier 1962).

Moreau de Melen, sénateur de l'arrondissement de Liège, deuxième vice-président du Sénat.

Doc. — N° 69. — Proposition de loi modifiant et complétant l'article 386 bis du Code pénal.

N° 82. — Rapport: Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord.

N° 206. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et la Suisse sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des sentences arbitrales, signée à Berne, le 29 avril 1959.

N° 296. — Rapport: Projet de loi fixant date de forclusion pour l'introduction des demandes tendant à la reconnaissance de la qualité de prisonnier de guerre de 1940-1945.

N° 297. — Rapport: Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

N° 304. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, relatif à l'établissement de services aériens réguliers entre leurs territoires respectifs et au-delà, et de l'Annexe, signés à Amman, le 19 octobre 1960.

N° 305. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord aérien entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement royal d'Afghanistan et de l'Annexe, signés à Caboul, le 10 août 1961.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu deuxième vice-président du Sénat; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la part de la Belgique dans l'Alliance atlantique, les effectifs de nos forces d'intervention, les forces de l'intérieur, le moral des troupes, les directives récemment élaborées en matière de nominations de commandants d'unité, l'absence de la notion de langue principale dans la loi de 1938, le vieillissement du matériel de l'armée; pp. 225 à 227 (6 décembre 1961).

Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi «sur les mesures à prendre à la suite des bombardements par l'O.N.U. d'hôpitaux et d'installations civiles au Katanga, ayant entraîné la mort de civils blancs et noirs». — Demande; p. 252. — Discussion. — Discours: concernant l'inquiétude que cause le sort des Belges installés au Katanga, l'emploi de la force par

Moreau de Melen (suite).

l'O.N.U., les résolutions du Conseil de Sécurité, le bombardement de l'hôpital d'Elisabethville; l'attitude de l'U.R.S.S. et de certains pays asiatiques, l'aide apportée par les Etats-Unis à l'action de l'O.N.U., l'absence de respect des lois de la guerre, les moyens à mettre en œuvre pour mettre fin à la guerre du Katanga, les possibilités de recours contre les responsables des dommages causés; pp. 267, 268 (12 décembre 1961).

Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale. — Discours : précise la portée du projet et traite notamment des accords qui seront conclus pour chaque cas avec l'allié intéressé, de l'amendement de M. ROLIN, du problème des rampes de lancement; pp. 669, 670; fait des observations; p. 671 (14 février 1962); fait des observations; pp. 747, 751 (1^{er} mars 1962).

Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères sur « 1^o l'état des négociations relatives à l'enquête internationale proposée précédemment par le Sénat et portant sur les faits graves reprochés à des unités des forces de l'O.N.U. stationnées au Katanga; cette enquête pourrait porter aussi sur les faits survenus depuis lors, notamment le meurtre d'un de nos compatriotes et de sa mère à Elisabethville; 2^o l'opportunité de publier à ce sujet un livre blanc; 3^o la nécessité de faire accepter par les Nations Unies un arbitrage à propos des crimes de droit commun au moins ». — Demande; p. 864 (15 mars 1962). — Discussion jointe à celle du budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Affaires étrangères. — Discours: concernant les délits et crimes commis par des militaires de l'O.N.U. au Katanga; l'assassinat de M. Derriks, conseiller à l'Union Minière, et de sa mère, les conclusions des médecins qui ont procédé à l'autopsie, la déposition d'un serviteur de M. et Mme Derriks, la nationalité des soldats assaillants; l'ouverture d'une enquête internationale en vue de l'établissement éventuel des responsabilités, la rédaction d'un livre blanc, l'acceptation par l'O.N.U. d'un arbitrage; pp. 969 à 973; fait des observations; pp. 981, 982 (28 mars 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant la constitutionnalité du projet 117; p. 924 (22 mars 1962).

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et la Suisse sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des sentences arbitrales, signée à Berne, le 29 avril 1959. — Discussion générale: intervient; rappelle qu'il s'agit de l'exequatur de sentences arbitrales; p. 1093 (12 avril 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; p. 1307 (4 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1395 à 1398 (11 juillet 1962); p. 1445 (12 juillet 1962); intervient; pp. 1451, 1452 (17 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1753, 1754 (9 octobre 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale: intervient, rappelle brièvement la portée du projet; p. 1402 (12 juillet 1962).

Projet de loi portant approbation de l'Accord aérien entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement royal d'Afghanistan et de l'Annexe, signés à Caboul, le 10 août 1961. — Discussion générale: intervient; regrette certaines faiblesses du texte français de l'Accord; p. 1471 (18 juillet 1962).

Motz, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. — Est élu membre effectif de la délégation belge; p. 238 (7 décembre 1961). — Est réélu; p. 1042 (3 avril 1962).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation de l'économie belge, le chômage, l'évolution lente de notre production industrielle, la programmation, l'assainissement de l'industrie charbonnière, le directeur charbonnier, les investissements, l'incidence de la réforme fiscale en la matière; pp. 255 à 257 (12 décembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 2: retire son amendement; p. 635 (8 février 1962). — Discussion des articles des statuts. — Art. 12: son amendement est rejeté; p. 660 (14 février 1962).

Moulin, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath, secrétaire du Sénat.

Doc. — N^o 188. — Rapport: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés.

N^o 337. — Rapport: Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu secrétaire du Sénat; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la diminution du chômage, la réadaptation professionnelle, l'augmentation des indemnités de chômage; l'inspection médicale et technique du département, la scission du département du Travail et de la Prévoyance sociale, l'application de la loi du 28 avril 1958 en faveur des handicapés, la restauration de l'autonomie du Fonds des handicapés; pp. 12, 13 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la scission du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale en 1958, l'augmentation des pensions de vieillesse, l'accélération de l'instruction des demandes de pensions, les « vacances de pensionnés » organisées par les mutualités, les pourparlers avec les représentants des médecins et des pharmaciens, l'assurance maladie-invalidité libre, le sort des estropiés et mutilés, les maladies professionnelles, le problème de la silicose, le Fonds des handicapés; pp. 124 à 126; fait des observations; pp. 128, 129 (28 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 156 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 181 (30 novembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 311 (14 décembre 1961).

Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 381 à 383 (20 décembre 1961).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 803 (13 mars 1962). — Discours: concernant l'extension du cancer, l'insuffisance des crédits mis à la disposition de la Ligue nationale contre le cancer; les distributions d'eau; la pollution des eaux; les critères d'admission appliqués par le service de santé administratif en matière de reclassement des handicapés; la question du logement, les difficultés rencontrées par une société locale d'habitations à bon marché pour l'acquisition de terrains; pp. 818 à 820; fait des observations; p. 834 (14 mars 1962).

Moulin (suite).

- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 902 (21 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale. — Discours : se réjouit du vote de la loi ; concernant le problème du cumul de la pension de deux conjoints qui ont fait leur carrière de travailleur dans un même régime, le problème de la carrière, la preuve de l'occupation ; pp. 995, 996 ; fait des observations ; pp. 998, 1004, 1005 (29 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Éducation physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1051 (3 avril 1962).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion : dépose un ordre du jour ; p. 1101 ; retire son ordre du jour ; p. 1104 (12 avril 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 2 : son amendement est rejeté ; p. 1482 (18 juillet 1962).
- Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés et mutilés et personnes assimilées. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet ; p. 1612 (25 juillet 1962).
- Ordre des travaux. — Intervient ; pp. 1680, 1681 (3 octobre 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale ; fait des observations ; pp. 1683, 1694 (4 octobre 1962).

Moureaux, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc. — N° 177. — Amendement : Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.
- N° 178. — Amendement : Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives.
- N° 365. — Proposition de loi organique de l'enseignement spécial.
- N° 386. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 398. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 412. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- Ann. — Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 524, 525 (30 janvier 1962).
- Question orale. — Demande au Ministre des Affaires économiques s'il croit pouvoir maintenir sa thèse suivant laquelle le recensement serait un acte de l'autorité communale, alors qu'en Allemagne les formulaires du recensement sont distribués par l'autorité militaire ; p. 619 (7 février 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale : fait des observations ; p. 670 (14 février 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; p. 699. — Discours : concernant le caractère transitoire du projet ; estime qu'il serait opportun de discuter le projet en même temps que la réforme fiscale et demande l'ajournement du débat ; p. 701. — Discussion des articles. — Art. 6 : fait

Moureaux (suite).

- des observations ; p. 707. — Art. 11 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 712 (22 février 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la décision du Gouvernement de diminuer une subvention fixée au budget et sur laquelle le Parlement est appelé à voter ; p. 845 (15 mars 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 927, 928 (22 mars 1962).
- Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussion des articles. — Art. 3 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 930, 931 (22 mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant le problème de Berlin, la question de la frontière Oder-Neisse, le problème du désarmement et la conférence de Genève, le règlement des problèmes en suspens avec le Congo, l'accession du Ruanda et du Burundi à l'indépendance, l'union de l'Europe ; pp. 973 à 975 ; fait des observations ; pp. 983, 984 (28 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Éducation physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : concernant l'engagement qui avait été pris par le Premier Ministre de placer l'I.N.E.P.S. sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale, les mesures en vue de l'établissement d'un équilibre idéologique à l'I.N.E.P.S., le droit de veto accordé à chacun des ministres de l'Éducation nationale ; pp. 1039, 1040 (3 avril 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion. — Discours : concernant la scission du ministère de l'Éducation nationale, l'opposition du P.L.P. à la division totale de ce département ; p. 1150 (13 juin 1962).
- Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours : déclare qu'il votera le projet ; p. 1226. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1232, 1233 (26 juin 1962).
- Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur l'augmentation de la durée du temps du service militaire ». — Demande ; p. 1238 (26 juin 1962). — Discussion. — Discours : concernant le communiqué du département de la Défense nationale au sujet de la durée du service militaire (en Belgique : 12 mois + 3 ou 6 mois de réengagement ; en Allemagne : 12 mois) ; le volontariat, les techniciens de l'O.T.A.N., la mission des miliciens en Belgique et en Allemagne, la solution préconisée par le ministre, la délibération au sein du Gouvernement, le recrutement des officiers de réserve, l'éventuelle prolongation du service militaire, les engagements de l'O.T.A.N. ; pp. 1520 à 1522 ; fait des observations ; p. 1523 ; concernant certains arguments de son premier discours, la réponse donnée par le ministre ; p. 1524 (19 juillet 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1439 (12 juillet 1962). — Art. 6 : intervient ; pp. 1503, 1504 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1737 à 1740, 1746 (9 octobre 1962).
- Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les réactions suscitées par la demande du P.L.P. de suspendre temporairement les travaux de la commission du pacte scolaire ; justifie cette demande au nom de son groupe ; p. 1517 (19 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant les protestations qui ont accueilli le projet de réforme fiscale, l'argument de l'intégration de la législation fiscale belge dans le cadre

Moureaux (suite).

d'une législation fiscale européenne, la complexité du projet, la suppression de la déductibilité, l'application de la déductibilité dans les pays étrangers, le rétablissement du cumul des revenus d'époux; pp. 1691 à 1694; fait des observations; p. 1697. — Discussion des articles. — Art. 2, 4 et 5: intervient; pp. 1705, 1710, 1715 (4 octobre 1962). — Art. 6 et 11: intervient; pp. 1765 à 1768, 1776 à 1778, 1789, 1794, 1795, 1800 (10 octobre 1962). — Art. 15: intervient, un de ses amendements est rejeté, l'autre est retiré; pp. 1815, 1825 à 1827. — Art. 16: intervient; p. 1836. — Art. 17: intervient, ses amendements sont rejetés; pp. 1839, 1842 à 1844 (11 octobre 1962). — Art. 20: son amendement est rejeté; p. 1853. — Art. 22: intervient; p. 1865. — Art. 28: ses amendements sont rejetés; pp. 1873, 1874. — Art. 33: son amendement est rejeté; pp. 1876, 1877. — Art. 35, 52 et 56: intervient; pp. 1881, 1882, 1899, 1905. — Vote: justifie son vote; p. 1920 (16 octobre 1962).

Ordre des travaux. — Intervient; pp. 1721, 1722 (9 octobre 1962).

Mullie, sénateur coopté.

Ann. — Ouverture de la session. — En sa qualité de doyen d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1961-1962; prononce une allocution; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'octroi de subsides à l'électrification des écarts, la création de nouveaux centres de travail, l'augmentation de la productivité dans l'agriculture; pp. 586, 587 (6 février 1962).

N**Neybergh, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

Doc. — N° 41. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 77. — Rapport: Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

N° 162. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 273. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la création d'une autoroute Bruxelles-Knokke, les problèmes que pose cette création au point de vue de l'urbanisation de Jette; pp. 354, 355 (19 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours: concernant le nombre de communes présentant un budget en déficit, l'inadaptation des dotations du Fonds des communes et du Fonds communal d'assistance publique, l'extension du pouvoir fiscal des communes par la loi unique, le contrôle des dépenses par l'autorité supérieure, le principe de la responsabilité financière des communes, les taxations proposées par le ministre, la situation des grands invalides: bénéficiant de l'exemption de la taxe de roulage à l'égard d'additionnels communaux à cette taxe; pp. 512, 513 (30 janvier 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: son amendement est rejeté; p. 1235 (26 juin 1962).

Nihoul, sénateur provincial de Liège.

Doc. — N° 46. — Rapport: Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1850, sur le régime des aliénés.

N° 413. — Amendements: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les projets linguistiques, le maintien de l'ordre, les finances communales, l'incidence de la péréquation cadastrale; pp. 68, 69 (21 novembre 1961); fait des observations; p. 85 (22 novembre 1961).

Nihoul (suite).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la position du ministre dans la politique économique du secteur agricole, les super-marchés, la fermeture du dernier puits d'extraction du Gosson; pp. 266, 267 (12 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours: concernant les avantages de la loi de 1948, la quotité du Fonds des communes affectée à l'article 18 de la loi de 1948, la restitution d'une part du pouvoir de taxation aux communes par la loi unique, la réduction de la possibilité de taxation communale du revenu professionnel, la création d'un nouveau Fonds de 400 millions dont bénéficieront les communes à finances obérées, les contradictions entre le projet en discussion et le projet de réforme fiscale; pp. 516 à 518 (30 janvier 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours: concernant la plus-value fiscale qui résultera de la péréquation cadastrale, la conversion des centimes additionnels communaux, le problème de la taxation de l'outillage et du matériel des usines, la suppression de l'article 52, l'aggravation de la charge fiscale pour les grandes exploitations agricoles; pp. 684, 685 (20 février 1962); fait des observations; p. 698. — Discussion des articles. — Art. 6, 8: intervient; pp. 705, 712 (22 février 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours: déclare que le projet légalise en fait un usage à peu près constant; concernant le maintien du droit de préemption en vente publique; p. 1225. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1231, 1232, 1234, 1237 (26 juin 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations; p. 1256 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements, et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours: concernant la liaison des trois projets linguistiques, la suppression du recensement, la sécurité territoriale des communautés culturelles, les discussions suscitées par le projet adopté par la Chambre des Représentants; pp. 1294, 1295 (3 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1435, 1439 (12 juillet 1962). — Art. 2: intervient; p. 1490 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture: intervient; p. 1729 (9 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours: concernant les objectifs du projet: simplification fiscale, assainissement des finances de l'Etat, plus grande justice fiscale; les effets de la loi unique, le problème de l'intégration de la fiscalité communale dans la fiscalité nouvelle, la suppression de la déductibilité; pp. 1649, 1650 (2 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 6: fait des observations; p. 1777 (10 octobre 1962). — Art. 18: intervient; p. 1848 (11 octobre 1962). — Art. 48: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1895, 1896 (16 octobre 1962).

Noël, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Doc. — N° 389. — Amendement: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

N° 406. — Amendements: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les finances communales, les taxes communales, le supplément communal à la taxe professionnelle, la situation des agents communaux, les projets linguistiques, le maintien de l'ordre, l'acquisition de chars légers pour la gendarmerie; pp. 64, 65 (21 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'efficacité de l'armée, les avions F.104 G, l'attitude du groupe socialiste à l'égard des dépenses militaires, l'augmentation des dépenses extraordinaires, le changement radical

Noël (suite).

- de la politique étrangère qui aurait pour conséquence la réduction des dépenses militaires; pp. 215 à 217 (5 décembre 1962); fait des observations; p. 224 (6 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la fermeture du Charbonnage de l'Ouest de Mons, la mise en veillesse du puits « Vedette », les causes du déficit de la Société des Charbonnages du Borinage, la crainte d'une concurrence aux charbonnages de Campine; pp. 284, 285; fait des observations; pp. 293, 294 (13 décembre 1961).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours: concernant le principe de l'autonomie communale invoquée pour justifier le projet, la double condition de lever 800 ou 1.000 centimes additionnels inscrite dans le projet, les répercussions de la péréquation cadastrale, l'établissement du coefficient moyen de péréquation pour chaque commune, les additifs à la taxe professionnelle et à la taxe de roulage; pp. 534 à 536; fait des observations; pp. 537, 539 (31 janvier 1962).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours: concernant l'insuffisance des investissements en Belgique, la restriction des pouvoirs de la S.N.I. à l'intérieur des sociétés créées ou élargies, le rapport de M. Evalenko au congrès du parti socialiste belge de 1959, le caractère temporaire et la limitation des prises de participations de la S.N.I., la limitation du droit de vote de la S.N.I., le rachat par les autres actionnaires des titres représentant la participation de la S.N.I. dans une société; pp. 614 à 616 (7 février 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale. — Discours: concernant les oppositions d'ordre psychologique suscitées par la possibilité d'installation de troupes allemandes en Belgique, le nombre de bases étrangères, les obligations qui résultent de l'alliance atlantique, le rôle de la Belgique dans les relations Est-Ouest; pp. 670, 671 (14 février 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Vote: justifie son vote; p. 713 (22 février 1962).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion: justifie son vote sur les ordres du jour; p. 1104 (12 avril 1962).
- Interpellation de M. ROLIN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Défense nationale. — Discussion. — Discours: demande les raisons de doter l'armée d'armes nucléaires; concernant le souci des Nations-Unies d'empêcher la dissémination des armes atomiques; p. 1319; fait des observations; pp. 1320, 1321 (4 juillet 1962).
- Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 1513 (19 juillet 1962). — Discours: concernant la notion de la neutralité de l'enseignement, certains concours organisés par le département sous l'égide de firmes commerciales, les critères de nomination et de promotion dans l'enseignement, les titres requis pour accéder à l'enseignement, la rationalisation dans l'enseignement, les dossiers d'agrégation, le contrôle des subventions, l'éducation des parents, les écoles à horaire réduit, la démocratisation de l'enseignement, les assistants aux universités, les prestations des professeurs de pratique dans l'enseignement technique, les normes de la population scolaire, l'affectation des crédits du budget, les dépenses résultant de la scission du département; pp. 1550 à 1553 (24 juillet 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Vote: justifie son vote; p. 1760 (9 octobre 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours: concernant l'accroissement des charges fiscales sur les salaires, la disproportion entre impôts directs et impôts indirects, l'augmentation de la taxe de transmission due à la loi unique, les déclarations du ministre à propos de la fiscalité indirecte, l'incidence de la péréquation cadastrale, la fiscalité communale sur les revenus, les mesures prises en faveur des trusts, l'absence

Noël (suite).

d'indexation des barèmes fiscaux, la discussion de la question de l'indexation lors de l'examen du budget des voies et moyens, la déductibilité, l'examen des amendements sur l'indexation; pp. 1660 à 1664 (3 octobre 1962); fait des observations; p. 1699 (4 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 11: intervient; pp. 1786, 1787 (10 octobre 1962); son amendement est rejeté; p. 1811. — Art. 15: intervient, reprend les amendements de M. SCOKAERT, son amendement est rejeté, retire son amendement subsidiaire; pp. 1818 à 1824 (11 octobre 1962). — Art. 21: son amendement tombe; p. 1860 (16 octobre 1962).

Nothomb (baron), sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

- Doc. — N° 63. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Arrangement européen sur l'échange des programmes au moyen de films de télévision, signé à Paris, le 15 décembre 1958.
- N° 176. — Amendements: Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives.
- N° 295. — Amendement: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.
- Ann. — Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture. — Discussion: fait des observations; p. 134 (28 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: rend hommage au ministre; concernant la création d'une école flamande à Arlon pour les enfants de militaires de langue flamande, la circulaire du 8 décembre 1961 relative au remplacement de commandants de compagnies flamandes, le camp de Vogelzang, sa réunion au camp d'Elsenborn, la situation des forces de l'intérieur, l'absence de défense valable de la population civile, l'échange de lettres à ce sujet avec le précédent ministre, le stationnement des troupes d'intervention belges en Belgique; pp. 208 à 212 (5 décembre 1961); fait des observations; p. 220 (6 décembre 1961); concernant les effectifs de l'unité stationnée à Vielsalm; p. 244 (7 décembre 1961).
- Budget des Dotations pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la parution tardive des Annales parlementaires; p. 405 (20 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant la politique planétaire des Russes, l'union économique belgo-luxembourgeoise, Benelux, l'Europe des Six, l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, l'intégration politique, le plan Fouchet, une communauté européenne de la culture, le problème du choix entre l'adhésion ou l'association aux communautés européennes, le cas de l'Espagne, la conférence des parlementaires de l'O.T.A.N., l'élargissement de la communauté atlantique, la solidarité nécessaire des membres de l'O.T.A.N. au sein de l'O.N.U.; pp. 900 à 902; fait des observations; p. 906 (21 mars 1962); pp. 981, 984 (28 mars 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes. — Discours: déclare qu'il votera contre le projet relatif aux rôles linguistiques; concernant la situation des jeunes diplomates flamands en fonction; pp. 916, 917; fait des observations; p. 919. — Discussion des articles du deuxième projet. — Art. 3: retire ses amendements; p. 930 (22 mars 1962).

Nothomb (baron) (suite).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements, et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; p. 1306 (4 juillet 1962). — Discours: concernant la nécessité d'une nouvelle organisation de la Belgique qui consolide notre communauté nationale, la réorganisation sur la base provinciale, la création d'un Brabant totalement bilingue, l'amitié entre les Belges; pp. 1354 à 1356 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient, retire son amendement; p. 1386 (11 juillet 1962); fait des observations; p. 1439 (12 juillet 1962); intervient; pp. 1458, 1459 (17 juillet 1962). — Art. 4: intervient; p. 1498 (18 juillet 1962). — Vote: justifie son vote; p. 1760 (9 octobre 1962).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la discussion tardive du budget, la promotion de toutes les branches artistiques, les émissions de la radio et de la télévision, l'éducation populaire, la scission et la réorganisation du département, la radio « pour les Belges d'expression allemande », les deux expressions de notre culture, l'éventualité d'un pacte culturel, la constitution de deux régions de culture autonome, le discours de M. PHILIPS, les moyens d'interpénétration, le contact entre écrivains belges d'expression française et d'expression néerlandaise, les traductions, le bilinguisme; pp. 1543 à 1545; fait des observations; p. 1546 (24 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Vote: justifie son vote; p. 1920 (16 octobre 1962).

O**Oblin, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, questeur du Sénat.**

Doc. — N° 41. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 162. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 273. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu questeur du Sénat; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 228 (6 décembre 1961).

Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion: fait des observations; p. 274 (12 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale: fait des observations; p. 537 (31 janvier 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; p. 1232 (26 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; p. 1434 (12 juillet 1962). — Art. 2: intervient; pp. 1483, 1484 (18 juillet 1962).

Projet de loi créant un tribunal de police dans l'arrondissement judiciaire de Mons. — Discussion générale. — Discours: demande si le nouveau juge de police siègera également aux chefs-lieux des cantons de Boussu, Dour et Pâturages; p. 1582 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 74: intervient; p. 1911 (16 octobre 1962). — Art. 6: intervient; pp. 1774, 1775 (10 octobre 1962).

Orban, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Doc. — N° 141 — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention pour régler les conflits entre la loi nationale et la loi du domicile, conclue à La Haye, le 15 juin 1955.

N° 181. — Proposition de modification du Règlement du Sénat.

N° 244. — Rapport: Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps.

N° 262. — Proposition de loi d'organisation judiciaire portant des dispositions spéciales concernant les magistrats d'Afrique.

N° 306. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels, signés à La Haye le 15 juin 1955.

N° 423. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention sur la compétence du for contractuel en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels, signée à La Haye, le 15 avril 1958.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 62, 64 à 69, 72 (21 novembre 1961); p. 76 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 158 à 160. — Justifie son vote; p. 164 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 181 (30 novembre 1961).

Ordre des travaux. — Fait des observations; p. 261 (12 décembre 1961); pp. 1719, 1722 (9 octobre 1962).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 261 (12 décembre 1961); pp. 288, 289 (13 décembre 1961).

Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale: fait des observations; p. 513 (30 janvier 1962).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 487, 488 (25 janvier 1962); p. 593 (6 février 1962).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale: fait des observations; pp. 628, 629 (8 février 1962). — Discussion des articles du projet. — Art. 15 et 16: fait des observations; pp. 653, 655 (14 février 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Vote: justifie son vote; p. 713 (22 février 1962).

Interpellation de M. LAHAYE au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances. — Discussion: fait des observations; pp. 742, 743 (1^{er} mars 1962).

Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale: fait des observations; pp. 751, 752 (1^{er} mars 1962).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce. Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexe à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale. — Discours: concernant les critiques au sujet de la situation politique intérieure de la Grèce, l'attitude de la délégation grecque aux organismes internationaux, la liberté syndicale; p. 769 (7 mars 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la pension des présidents de commissions d'assistance publique; p. 860 (15 mars 1962).

Question orale. — Interroge le Ministre de la Santé publique et de la Famille au sujet de l'interdiction des combats de boxe et de mesures à prendre en vue d'éviter une publicité pour ces combats à la radio et à la télévision; p. 943 (27 mars 1962).

Orban (suite).

- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 972, 981 (28 mars 1962).
- Projet de loi reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1020, 1021 (29 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Éducation physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Vote : justifie son vote ; p. 1071 (4 avril 1962).
- Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Étude de l'Énergie Nucléaire. — Discussion générale. — Discours : regrette que l'on n'ait pas admis dans le projet en discussion le principe de la responsabilité basée sur le risque ; p. 1084 (12 avril 1962).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion : fait des observations ; pp. 1099, 1102, 1103 (12 avril 1962).
- Interpellation au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre, Adjoint à l'Éducation nationale et à la Culture « sur le fait qu'à ce jour, aucune mesure d'exécution de la loi réglementant les combats de boxe n'a été prise et que la télévision belge continue à diffuser pareils spectacles, alors que leur caractère immoral a été dénoncé par les plus hautes autorités morales et qu'ils exercent incontestablement une influence des plus pernicieuses, particulièrement sur la jeunesse ». — Demande ; p. 1095 (12 avril 1962). — Discussion. — Discours : concernant la publication de la loi du 31 mai 1958 relative aux combats de boxe quatre ans après son adoption, la publication de l'arrêté royal contenant les mesures d'application de la loi, la consultation de M. Gruslin, Président de l'I.N.E.P.S., au sujet de cet arrêté ; l'application des articles 398 et 399 du Code pénal pour les coups et blessures donnés pendant les combats de boxe, la jurisprudence en la matière, la mort du boxeur Paret, les conséquences de la pratique de la boxe, la transmission de combats de boxe par la T.V., la condamnation de la boxe par les plus hautes autorités morales ; demande que des mesures efficaces soient prises pour l'exécution de la loi et que la diffusion des combats de boxe par la T.V. soit interdite ; pp. 1162 à 1165 ; fait des observations ; pp. 1168 à 1170 ; demande l'intervention des parquets en cas de coups et blessures volontaires ; dépose un ordre du jour qui est adopté ; p. 1171 (14 juin 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1120. — Vote : justifie son vote ; p. 1121 (24 mai 1962).
- Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886 formant le Code rural. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1188 (21 juin 1962).
- Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps. — Discussion générale. — Discours : concernant deux modifications d'ordre principal apportées au projet à la Chambre des Représentants, l'extension des possibilités de divorce ; p. 1193 ; fait des observations ; demande le vote séparé au sujet du dernier paragraphe de l'article 23 ; p. 1194, 1195. — Vote : justifie son vote ; p. 1206 (21 juin 1962).
- Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; pp. 1232, 1233 (26 juin 1962).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1257 (27 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1288. — Discours : demande si l'avis du conseil provincial a été demandé au sujet du transfert de Mouscron et Comines au Hainaut ; p. 1290 ; fait des observations ; p. 1292 (3 juillet 1962) ; pp. 1306 à 1316 (4 juillet 1962) ; pp. 1328, 1330, 1332, 1333, 1342, 1344 (5 juillet 1962) ; pp. 1361 à 1366 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1387 à 1391, 1395 à 1400 (11 juillet 1962) ; pp. 1423 à 1431 (12 juillet 1962) ; pp. 1451, 1466 (17 juillet 1962). — Discussion des

Orban (suite).

- articles en seconde lecture. — Intervient : pp. 1732, 1733, 1736, 1737, 1749. — Vote : justifie son vote ; p. 1761 (9 octobre 1962).
- Interpellation de M. ROLIN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Défense nationale. — Discussion : fait des observations ; pp. 1320 à 1322 (4 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1668, 1673, 1674 (3 octobre 1962) ; pp. 1696, 1697. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; pp. 1703 à 1705 (4 octobre 1962). — Art. 11 : fait des observations ; p. 1791 (10 octobre 1962). — Art. 38, 48 et 87 : intervient ; pp. 1887, 1897, 1916. — Vote : justifie son vote ; p. 1920 (16 octobre 1962).
- Motion d'ordre de M. VAN BUGGENHOUT : fait des observations ; p. 1793 (10 octobre 1962).

P**Païron, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

- Doc. — N° 180. — Rapport : Projet de loi tendant à modifier l'affectation des bénéfices de la Loterie africaine des exercices 1960 et 1961.
- N° 415. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant la représentation des petites et moyennes entreprises dans les conseils de l'Office ; la Commission du Fonds du commerce extérieur ; pp. 407, 408 (20 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant l'avenir de l'industrie diamantaire, la composition du conseil d'administration de l'O.B.C.E. et de la commission du Fonds du Commerce extérieur, la politique d'assistance technique, les problèmes des transports internationaux par route, l'importation de meubles de pays d'Europe de l'Est ; pp. 955, 956 (28 mars 1962).
- Projet de loi tendant à modifier l'affectation des bénéfices de la Loterie africaine des exercices 1960 et 1961. — Discussion générale : intervient ; p. 1036 (3 avril 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 16 : intervient, un de ses amendements est rejeté, l'autre est retiré ; pp. 1834, 1836 (11 octobre 1962). — Art. 21 : intervient, son amendement est adopté ; p. 1860. — Art. 38 : intervient ; p. 1887 (16 octobre 1962).

Philips, sénateur coopté.

- Ann. — Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps. — Discussion générale. — Discours : concernant la justification de l'adoption de la disposition contenue dans l'article 23 du projet donnée par M. Charpentier, rapporteur du projet à la Chambre des Représentants, la position du groupe P.S.C. du Sénat à l'égard du projet qui devient la loi du 30 juin 1956 sur le divorce ; pp. 1193, 1194 ; maintient ses objections contre le projet ; p. 1195 (21 juin 1962).
- Budget du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'application du pacte scolaire, la notion de la neutralité dans l'enseignement de l'État, l'enseignement neutre ou confessionnel ; l'autonomie culturelle et la réorganisation correspondante du département, l'évolution de la situation dans le pays aboutissent à la création de deux communautés culturelles distinctes ; l'enseignement universitaire et post-universitaire, Anvers comme centre universitaire, les études supérieures dans la province de Limbourg, l'étalement des candidatures universitaires ; pp. 1535 à 1538 (24 juillet 1962).

Poncin, sénateur provincial de Luxembourg.

- Doc. — N° 103. — Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, les anciens Ministres et Ministres d'État.

Poncin (suite).

ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, modifiée par la loi du 23 décembre 1950.

N° 237. — Proposition de loi instituant le grade légal de gradué en architecture et modifiant ou abrogeant certaines dispositions de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.

Pontus, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les problèmes sociaux en suspens entre la Belgique et l'Allemagne, l'installation dans les cantons de l'Est d'un bureau régional compétent dans tous les domaines sociaux ; pp. 129, 130 (28 novembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la péréquation des pensions à la S.N.C.B. et à la R.T.T., l'application par la S.N.C.B. de la loi du 30 avril 1958 relative aux veuves de pensionnés, la gare de Montzen ; pp. 459, 460 (23 janvier 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème des invalides anciens soldats enrôlés de force dans la Wehrmacht et de leurs ayants droit ; p. 816 (13 mars 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant le mécontentement que le projet a suscité dans les Fourons, les déclarations relatives aux Fourons lors de l'examen du projet Moyersoen au Sénat ; pp. 1772, 1773 ; fait des observations ; p. 1374 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient ; p. 1499 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1743 (9 octobre 1962).

R**Rassart, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'inscription des investissements du département dans un programme d'ensemble des investissements de l'Etat, le projet de loi relatif à l'aménagement du territoire, l'absence d'une politique foncière de la puissance publique ; p. 304 ; fait des observations ; p. 314 (14 décembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale : fait des observations ; p. 611 (7 février 1962).

Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale : fait des observations ; p. 871 (20 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1052 (3 avril 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1134 (12 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1369 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1446 (12 juillet 1962).

Remson, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait les observations ; p. 683 (20 février 1962).

Remson (suite).

Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 871 à 873 (20 mars 1962).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 998, 999 (29 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1039 (3 avril 1962) ; p. 1065 (4 avril 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1356 (10 juillet 1962).

Roelants, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 248. — Rapport : Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à des investigations statistiques et autres sur la situation démographique, économique et sociale du pays.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'industrialisation insuffisante dans l'arrondissement de Turnhout, les conditions faites aux travailleurs belges occupés aux Pays-Bas, le transport des travailleurs en Belgique ; pp. 294, 295 (13 février 1961).

Rolin, sénateur coopté.

Doc. — N° 64. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services auxquels s'appliquent les marques de fabrique ou de commerce, signé le 15 juin 1957.

N° 65. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce du 14 avril 1891, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925, à Londres le 2 juin 1934 et à Nice le 15 juin 1957.

N° 109. — Proposition de loi modifiant, à titre transitoire, certaines dispositions relatives aux traitements des magistrats et des greffiers de l'ordre judiciaire.

N° 113. — Amendement : Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées.

N° 115. — Amendement : Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées.

N° 119. — Amendement : Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord.

N° 197. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

N° 291. — Amendements : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 294. — Proposition de loi portant le statut des objecteurs de conscience.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Vote : justifie son vote ; p. 57 (21 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 92 (22 novembre 1961). — Discours : concernant l'élaboration des textes législatifs, les anormaux, la délinquance juvénile, l'accroissement du nombre d'enfants confiés par les tribunaux d'enfants à des institutions privées, l'évolution dans le domaine du traitement des délinquants ; pp. 104, 105 ; fait des observations ; pp. 106, 107 (23 novembre 1961).

Question orale. — Interroge le Ministre de la Défense nationale au sujet de directives qui auraient été données par l'admi-

Rolin (suite).

- nistrateur général du personnel du département en vue de réserver les commandements d'unités flamandes à des officiers de sang et d'expression flamands; p. 111 (23 novembre 1961).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Education nationale et de la Culture. — Discussion. — Discours: concernant l'intervention de M. GILLON, les raisons de retenir l'interprétation de la circulaire qu'a donnée M. LAROCK, l'attachement du groupe socialiste au pacte scolaire, le renvoi du problème de la définition de la neutralité à la commission du pacte; pp. 134, 135 (28 novembre 1961).
- Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 166 (29 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 209, 211. — Discours: concernant la situation linguistique à l'armée, le rapport sur l'application de la loi relative à l'usage des langues à l'armée, la détermination du régime linguistique réel des officiers, l'enquête sur la langue principale, l'accord du groupe socialiste sur le principe de la défense nationale, le problème des objectifs de conscience, l'augmentation des dépenses extraordinaires pour la défense nationale, la portée et la limite des engagements de la Belgique à l'O.T.A.N., la consécration des économies résultant d'une réduction des dépenses militaires à l'aide aux pays en voie de développement, l'importance des forces de l'intérieur; pp. 212 à 215 (5 décembre 1961); fait des observations; pp. 222, 226, 227 (6 décembre 1961).
- Motion d'ordre de M. VAN BUGGENHOUT. — Intervient; p. 260 (12 décembre 1961).
- Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion: fait des observations; p. 269. — Discours: concernant l'action des Nations Unies au Katanga, les griefs qui peuvent être formulés, l'attitude d'une partie de la population civile au Katanga, la possibilité de sanctions et de réparations pour les dommages causés par l'action de l'O.N.U.; pp. 270, 271; fait des observations; p. 273; dépose un ordre du jour qui est adopté; pp. 274, 275 (12 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 323, 324 (14 décembre 1961).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-5: intervient; p. 399 (20 décembre 1961).
- Projet de loi portant établissement du texte néerlandais du Code civil. — Discussion générale. — Discours: souligne l'importance du projet; concernant l'examen du projet par un comité groupant des membres des deux Chambres; p. 421 (20 décembre 1961).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 631, 632. — Art. 8: intervient, retire son amendement; p. 637. — Art. 13: intervient; p. 641 (8 février 1962). — Discussion des articles des statuts. — Art. 12: intervient, son amendement, sous-amendé par lui, est adopté; p. 661 (14 février 1961).
- Ordre des travaux. — Intervient; p. 260 (12 décembre 1961). — Fait des observations; p. 643 (8 février 1962). — Intervient; p. 1256 (27 juin 1962); p. 1845 (11 octobre 1962).
- Projet de loi portant approbation de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «Eurocontrol», des annexes I et II et du Protocole de signature, signés à Bruxelles, le 13 décembre 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le caractère supranational des dispositions de la Convention; p. 668 (14 février 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale: fait des observations; p. 670 (14 février 1962). — Discours: déclare accepter personnellement le principe de la loi; concernant la délégation de pouvoirs prévue dans le projet, sa constitutionnalité, le contrôle du parlement sur l'usage qui sera fait de la délégation de pouvoirs; l'information du parlement au sujet des accords d'exécution, les objections psychologiques et politiques soulevées dans le pays par le projet;

Rolin (suite).

- son amendement relatif à l'établissement de bases nucléaires, les questions qu'il a posées au sujet de l'équipement de l'armée belge en armes nucléaires, l'objection d'irrecevabilité opposée à l'amendement, la portée de l'amendement, le désavantage d'une action unilatérale de la Belgique, la dénucléarisation sur le plan international, la menace d'extension de l'arme nucléaire à d'autres pays, le contrôle des armements, l'idée d'un désarmement, la proposition de la Suède relative à une enquête auprès des pays ne disposant pas d'armes nucléaires en vue de connaître les conditions dans lesquelles ces pays pourraient s'engager à ne pas acquérir d'armes nucléaires, la réponse de la Belgique à cette enquête; pp. 745 à 749; déclare que le projet en cause constitue un corollaire du traité de l'O.T.A.N.; concernant l'éventuelle participation de la Belgique à un accord de dénucléarisation, la sanction de la déclaration du Ministre des Affaires étrangères par les porte-paroles des groupes; intervient; pp. 753, 754 (1^{er} mars 1962).
- Interpellation de M. LAHAYE au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre des Finances. — Discussion. — Discours: concernant les travaux de la Table ronde relatifs aux institutions congolaises; fait des observations; pp. 741, 742 (1^{er} mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant l'assistance belge au Congo, les rapports entre l'Est et l'Ouest, le statu-quo en Allemagne, la conciliation, le désarmement régional, les conditions d'une interdiction des armements atomiques; l'évolution des Nations Unies, le rôle des neutres, la représentation de la Chine à l'O.N.U., les problèmes européens, l'élaboration de règlements défectueux, l'admission d'Etats nouveaux comme membres à part entière des communautés ou comme membres associés, l'adhésion à l'idéal politique, la réalisation d'une communauté politique; pp. 896 à 900; fait des observations; pp. 901, 902, 906 (21 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours: concernant la prévision du transfert de l'I.N.E.P.S. dans le programme gouvernemental, la formule de l'équilibre linguistique et idéologique; p. 1054 (3 avril 1962).
- Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Renvoi en commission: intervient; demande le renvoi du projet aux commissions réunies de la Justice et de l'Agriculture; p. 1077 (4 avril 1962). — Discussion générale. — Discours: souhaite le vote du projet par le Sénat; pp. 1226, 1227. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1230 à 1238 (26 juin 1962); p. 1253 (27 juin 1962).
- Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 4 et 11: intervient; pp. 1117, 1118 (24 mai 1962).
- Motion d'ordre. — Demande pourquoi deux séances ont été prévues pour l'interpellation de M. VANAUDENHOVE; p. 1127 (12 juin 1962).
- Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Défense nationale «sur les informations parues dans la presse concernant la coopération atomique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine militaire». — Demande; p. 1128 (12 juin 1962). — Discussion. — Discours: concernant l'inquiétude suscitée par les informations relatives à la coopération atomique entre la Belgique et les Etats-Unis dans le domaine militaire, la puissance des missiles atomiques dont pourrait disposer la Force aérienne, le nombre d'unités équipées de matériel atomique, leur stationnement, la date de la décision prise en la matière, la mission de la force armée de missiles atomiques, le texte de l'accord entre les Etats-Unis et la Belgique, les déclarations successives des gouvernements au sujet de l'arme atomique; pp. 1316 à 1319; fait des observations; pp. 1320, 1322; concernant la soumission de l'accord du 31 mai à approbation; s'oppose à l'utilisation d'armes nucléaires par les Belges; concernant l'augmentation du risque pour la Belgique, la défense du monde libre, le plan Rapacki de dénucléarisation régionale, le désarmement général et contrôlé; pp. 1322 à 1324 (4 juillet 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; p. 1135 (12 juin 1962);

Rolin (suite).

- p. 1149; dépose un ordre du jour; p. 1157 (13 juin 1962); son ordre du jour est adopté; p. 1165 (14 juin 1962).
- Interpellation de M. ORBAN au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre Adjoint à l'Education nationale et à la Culture. — Discussion. — Discours : concernant l'opportunité de poursuites pénales dans certains cas, la diffusion de matches de boxe par la radio et la télévision; pp. 1170, 1171; dépose un ordre du jour qui est adopté; p. 1171 (14 juin 1962).
- Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886 formant le Code rural. — Discussion générale. — Discours : propose une modification afin de rendre le texte plus clair; son amendement est adopté; concernant l'incidence de l'orientation des plantations pour l'application de la loi; pp. 1188, 1189 (21 juin 1962).
- Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps. — Discussion générale. — Discours : concernant la recevabilité du projet, l'assouplissement de la disposition de l'article 298, les considérations d'ordre social qui demandent l'adoption d'une mesure semblable en vue de la conversion en divorce de la séparation de corps prononcée pour adultère; pp. 1194, 1195 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 130 et 135 du Code d'instruction criminelle. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient; p. 1201 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale : fait des observations; p. 1250 (27 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations; p. 1288 (3 juillet 1962); p. 1307 (4 juillet 1962); p. 1347 (5 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient; pp. 1426 à 1428, 1431, 1435, 1439 (12 juillet 1962); p. 1463 (17 juillet 1962); p. 1476. — Art. 2 : intervient; pp. 1477, 1478, 1486, 1490, son amendement est adopté; p. 1491. — Art. 6 : intervient; pp. 1504, 1505. — Art. 8 : intervient, son amendement est adopté; p. 1505. — Art. 11 : intervient, son amendement est adopté; p. 1507. — Art. 12 (nouveau) : intervient, son amendement tendant à l'insertion de cet article est adopté; p. 1507 (18 juillet 1962). — Ajournement : intervient; p. 1592 (25 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient; pp. 1740, 1741, 1751, 1754, 1755; son amendement est rejeté; p. 1756. — Vote : justifie son vote; p. 1761 (9 octobre 1962).
- Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les musées royaux, plus spécialement le musée d'art moderne et le musée d'art ancien; p. 1538; fait des observations; p. 1544 (24 juillet 1962).
- Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion des articles. — Art. 5 : intervient, son amendement présenté en remplacement de celui de MM. HAMBYE et VERSE est adopté; pp. 1576, 1580 (25 juillet 1962).
- Ajournement. — Remercie M. le PRESIDENT et formule des vœux de bonnes vacances; p. 1630 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 11 : fait des observations; pp. 1788, 1796, 1800 (10 octobre 1962). — Art. 17 et 18 : intervient; pp. 1842, 1843, 1847, 1848 (11 octobre 1962). — Vote : justifie son vote; pp. 1919, 1920 (16 octobre 1962).

Roosens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la réorganisation de la sécurité sociale, la réduction du nombre des institutions qui relèvent du département, le regroupement de services disséminés, la traduction de certains termes, la situation du personnel du contrôle médical; pp. 136, 137 (28 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le sort des condamnés politiques encore détenus; p. 155 (29 novembre 1961).
- Interpellation au Ministre de la Justice « sur la convention entre la Belgique et la Norvège, relative à l'installation d'un Bureau médical norvégien à Anvers, l'activité de ce bureau, la suspension, décidée par M. le Procureur du Roi d'Anvers,

Roosens (suite).

- de l'instruction judiciaire ouverte à la suite de la plainte portée par le Cercle médical d'Anvers, le Syndicat général des médecins de Belgique et l'Association belge d'Odontologie contre les membres du personnel du Bureau médical norvégien d'Anvers ». — Demande; p. 759 (7 mars 1962). — Retrait; p. 938 (27 mars 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème des spécialités pharmaceutiques, les prix des spécialités, le rôle des grossistes, la publicité pour les spécialités, le contrôle des spécialités pharmaceutiques; le service 900, le transport des blessés, les établissements où peuvent être prodigués les soins, l'aspect financier du remboursement des frais, l'accord belgo-norvégien relatif à l'installation de bureaux médicaux belge à Oslo et norvégien à Anvers; pp. 849 à 853 (15 mars 1962).
- Projet de loi prorogeant le mandat des membres des divers conseils de l'Ordre des Médecins. — Discussion générale. — Discours : estime préférable de laisser se dérouler les élections en cours quoiqu'il était en principe favorable à la remise des élections; pp. 1036, 1037 (3 avril 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations; p. 1289 (3 juillet 1962). — Discours : concernant la dualité du pays, la reconnaissance de deux communautés dans le pays, le bilinguisme individuel, les objections contre le système des facilités, l'extension du territoire francophone, l'aspect social du problème linguistique, le cas de la région de la Voer, la pression administrative qui y est exercée, les avis des linguistes au sujet du caractère flamand de la région, la lutte menée pour sa francisation; pp. 1376 à 1380 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient, ses amendements sont rejetés; pp. 1431, 1436 (12 juillet 1962). — Art. 2 : intervient, ses amendements sont rejetés; pp. 1477 à 1479, 1482 à 1491. — Art. 4 : intervient, retire des amendements, d'autres sont rejetés; pp. 1500 à 1502. — Art. 7 : son amendement est rejeté; p. 1505. — Art. 9 : son amendement est rejeté; p. 1506. — Art. 12 : son amendement tendant à l'insertion d'un article 12 (nouveau) est rejeté; p. 1507 (18 juillet 1962). — Vote : justifie son vote; p. 1761 (9 octobre 1962).

Rutten, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

- Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment; p. 51 (21 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la pension des mineurs, la pension d'invalidité accordée aux ouvriers déclarés inaptes au travail dans la mine; pp. 137, 138 (28 novembre 1961).

S**Santens, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.**

- Ann. — Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient; p. 1810 (11 octobre 1962).

Scheire, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Ann. — Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la suppression de l'hôpital militaire de Gand; p. 240 (7 décembre 1961).

Scokaert, sénateur provincial de Brabant.

- Doc. — N° 86. — Rapport : Projet de loi modifiant le Code des Taxes assimilées au Timbre.
- N° 120. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution

Skoekaert (suite).

nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers.

N° 369. — Amendements: Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant l'insuffisance des investissements, l'accroissement des dépenses de l'Etat, l'augmentation des dépenses sociales, le budget de l'éducation nationale, l'absence de documentation permettant d'étayer des prévisions de recettes de contributions directes, la réforme fiscale, la lutte contre la fraude fiscale; pp. 384 à 386 (20 décembre 1961).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours: concernant l'opposition à l'application en 1962 des dispositions contenues dans le projet, l'absence de liaison entre la péréquation cadastrale et la réforme fiscale, la fixation provisoire du coefficient de péréquation du matériel et de l'outillage industriel, le nouveau taux de la contribution foncière, la conversion des additionnels communaux et provinciaux, l'augmentation d'impôts à charge de locataires et des loyers, l'adaptation des limites de revenu cadastral auxquelles se réfèrent diverses dispositions, le problème de l'exclusion des immeubles par destination du champ d'application de la loi; pp. 678 à 681 (20 février 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 9 et 11: fait des observations; pp. 1783, 1787, 1798, 1799 (10 octobre 1962). — Art. 15: intervient, retire ses amendements; pp. 1815 à 1818, 1823 (11 octobre 1962). — Art. 21: intervient, retire ses amendements; pp. 1856 à 1860. — Art. 48: fait des observations; p. 1897 (16 octobre 1962).

Motion d'ordre de M. VAN BUGGENHOUT; fait des observations; p. 1793 (10 octobre 1962).

Segers, sénateur coopté, Ministre de la Défense nationale.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs, traite notamment des missions de la gendarmerie, de l'amélioration de l'équipement, du logement des gendarmes, de l'accession au grade de premier maréchal des logis, de l'équilibre linguistique, de la police de la route, des traitements dans la gendarmerie, des services prestés par les gendarmes pendant la guerre, de la situation des gendarmes engagés pendant les années de guerre; pp. 34 à 36; concernant l'augmentation des automobiles pour la gendarmerie; p. 36 (16 novembre 1961).

Projet de loi fixant pour l'année 1962 le contingent de l'armée. — Discussion générale. — Discours: répond à M. SLEDSENS; p. 38 (16 novembre 1961).

Interpellation de M. DESCAMPS « sur la situation actuelle de nos forces dans le cadre de la défense et l'organisation générale de l'armée ». — Demande: intervient concernant la fixation de l'interpellation; pp. 38, 39 (16 novembre 1961). — Discussion. — Fait des observations; p. 190. — Discours: se déclare d'accord sur un grand nombre de points exposés par M. DESCAMPS; concernant la nécessité d'un échelonnement des mesures à prendre; p. 191 (30 novembre 1961).

Questions orales. — De M. ROLIN: répond; p. 111 (23 novembre 1961). — De M. STUBBE: répond; p. 626 (8 février 1962).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant les critiques dont l'armée a été l'objet, le nombre des militaires de carrière et des miliciens, l'absence de divergences de vues entre le ministre et la direction de l'armée; les deux facteurs de base: respect de nos obligations à l'égard de l'O.T.A.N. et politique d'économie; la contribution belge à l'O.T.A.N.

Segers (suite).

prévue dans le document MC 70, la situation actuelle, le programme pour 1962, les mesures prises à la suite de l'augmentation de la tension internationale due à la crise de Berlin, le retour de nos unités stationnées au Ruanda-Urundi; la rationalisation des services logistiques et de l'administration centrale de son département, la revalorisation de la fonction militaire, le statut des sous-officiers et la restructuration de leurs barèmes, la réduction des effectifs, le reclassement du personnel civil complémentaire, la situation linguistique à l'armée, l'encouragement du bilinguisme, l'amélioration du matériel à la force terrestre, les bataillons Hawk, le charroi, le contrôle des dépenses, la politique de défense belge dans le cadre de l'O.T.A.N.; pp. 201 à 205; fait des observations; pp. 213, 214, 216 (5 décembre 1961); pp. 224, 225, 228 (6 décembre 1961). — Discours: répond aux orateurs, traite notamment du maintien de forces belges en Allemagne, des forces de l'intérieur, de l'efficacité des forces armées, des techniciens O.T.A.N., des frais de renouvellement du matériel, du logement des militaires en Allemagne, du statut des officiers et sous-officiers, du problème linguistique à l'armée, des dispositions prévues quant au commandement d'unités flamandes, du contrôle des dépenses de défense nationale; pp. 241 à 244; fait des observations; p. 244 (7 décembre 1961).

Interpellation de M. DESCAMPS « sur la justification politique et morale d'une politique de défense ». — Discussion. — Discours: concernant l'exécution du programme prévu lors de la discussion du budget de 1962, le respect des engagements pris au sein de l'O.T.A.N., le rapport des forces en présence, la possibilité de la guerre, le bouclier de l'O.T.A.N., les engagements de la Belgique, l'équipement de l'armée, une loi-programme, les problèmes de personnel, l'insuffisance des rémunérations, la campagne de recrutement de volontaires de carrière; la création d'une forme spéciale de volontariat, les avantages du service en Belgique, les droits des prioritaires légaux, le coût de la mesure, la modernisation de l'équipement et de l'armement, le coût de cette modernisation; les divisions belges en Allemagne, le moral de l'armée, la situation des cadres; les troupes belges au Rwanda et au Burundi; pp. 1176 à 1179 (14 juin 1962).

Interpellation de M. ROLIN « sur les informations parues dans la presse, concernant la coopération atomique entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique dans le domaine militaire ». — Discussion. — Discours: concernant la formulation de la demande d'interpellation de M. ROLIN, le problème de l'armement atomique tel qu'il se pose pour la Belgique, la différence entre les armes atomiques stratégiques et tactiques, les armes tactiques dont dispose la Belgique, la création d'une escadrille de chasseurs-bombardiers pouvant être équipée d'armes atomiques, sa mission; pp. 1321, 1322; fait des observations; p. 1323 (4 juillet 1962).

Interpellation de M. MOUREAUX « sur l'augmentation de la durée du temps de service militaire ». — Discussion: fait des observations. — Discours: concernant la durée du service militaire fixée à douze mois, l'exemple du volontariat accepté par les officiers de réserve et les para-commandos, la création d'une nouvelle catégorie de volontaires, le double aspect du nouveau programme approuvé par le Gouvernement, les projets de réorganisation, la situation à l'armée, les techniciens de l'O.T.A.N., les mesures nécessaires à l'amélioration du sort des militaires de carrière, les engagements de l'O.T.A.N., le volontariat spécial et les avantages techniques liés au nouveau système, les recommandations, les résultats chiffrés du nouveau système; pp. 1522 à 1524; concernant les droits des prioritaires légaux ou sociaux; p. 1524 (19 juillet 1962).

Servais, sénateur coopté, Ministre de l'Emploi et du Travail.

Ann. — Décès. — S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de M. MAES, sénateur; p. 18 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs; traite notamment de la protection des rémunérations, des tribunaux du travail, de la reconnaissance syndicale, de l'inspection médicale, du contrôle médical des travailleurs, de la durée du travail, du rapprochement entre le contrat de travail et le contrat d'emploi, de la réglementation du chômage, du problème des handicapés, de la formation professionnelle, du placement des chômeurs âgés, de la réadaptation professionnelle, de l'étude des possibilités de main-d'œuvre de certaines régions pour les industries nouvelles,

Servais (suite).

du recours à la main-d'œuvre féminine, de la mise au travail de chômeurs par les communes; pp. 23 à 27; répond à M. MOLTER; p. 27; concernant l'occupation de chômeurs par les communes; p. 28 (16 novembre 1961).

Simoens, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21: son amendement est rejeté; pp. 138 à 140 (28 novembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la politique portuaire nationale, le transport de voyageurs par chemin de fer, les relations humaines au sein du personnel; p. 460 (23 janvier 1962).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale. — Discours: concernant l'augmentation des pensions des indépendants, la preuve de la carrière, l'application de l'augmentation dès les mois d'avril; pp. 996, 997 (29 mars 1962).

Sledsens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 101. — Rapport: Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice.

N° 164. — Proposition de loi modifiant les dispositions de la loi provinciale relative à la convocation des conseils provinciaux.

N° 198. — Rapport: Proposition de loi relative au dédoublement du canton électoral de Hasselt.

N° 260. — Rapport: Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles.

N° 278. — Amendement au texte présenté par la commission: Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles.

Ann. — Projet de loi fixant pour l'année 1962 le contingent de l'armée. — Discussion générale. — Discours: concernant la date de l'appel définitif des miliciens sous les armes, les conséquences qui peuvent en résulter notamment pour ceux qui cherchent une place dans l'enseignement, l'appel des miliciens à l'époque choisie par eux; pp. 37, 38 (16 novembre 1961).

Validation des pouvoirs de M. RUTTEN. — Donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales; p. 51 (21 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 60. — Discours: concernant l'attitude qu'adoptent certaines grandes villes formant le centre de grandes agglomérations, la quote-part des communes des agglomérations dans les frais de fonctionnement des tribunaux de police, les charges que supportent les grandes villes, les objectifs que le ministre s'est assigné, l'assainissement des finances communales, les additionnels à l'impôt foncier et la péréquation cadastrale, l'augmentation des charges à supporter par les commissions d'assistance publique, la réorganisation des commissions, le discours prononcé à Namur par le professeur Périn; pp. 61 à 64 (21 novembre 1961); fait des observations; p. 77 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; pp. 105, 106 (23 novembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant la paperasserie administrative, l'exemple des voies de train désaffectées mais non enlevées, l'autobus Anvers-Turnhout, les conditions de transport dans les autobus, les communications avec la Campine; pp. 471, 472; fait des observations; p. 479 (24 janvier 1962).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Ajournement: intervient; p. 482 (24 janvier 1962). — Discussion générale. — Discours: concernant la nécessité d'une véritable politique des cours d'eau et d'un assainissement efficace des terres hydromorphes, le service de l'hydraulique agricole, le plan quinquennal annoncé par M. le Ministre HEGGER, l'insuffisance de la réglementation actuelle sur les cours d'eau, la suppression des directions provinciales, la revalorisation du service de l'hydraulique agricole; pp. 567

Sledsens (suite).

à 569 (31 janvier 1962); fait des observations; p. 592 (6 février 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale: fait des observations; p. 681 (20 février 1962).

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice. — Discussion générale. — Discours: concernant la suppression du contingent spécial, les avantages que le projet apporte à bon nombre de miliciens, les modifications en matière d'exemption du service, la réduction du nombre d'ajournements; pp. 715, 716; fait des observations; p. 718; intervient; p. 719 (22 février 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Commerce extérieur. — Discussion générale: fait des observations; p. 954 (27 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Éducation physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale: fait des observations; p. 1054 (3 avril 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Renvoi en commission: intervient; regrette le dépôt de nouveaux amendements et demande que les commissions reprennent le plus rapidement possible l'examen du projet; p. 1077 (4 avril 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion: fait des observations; dépose un ordre du jour; p. 1102 (12 avril 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations; pp. 1255, 1256 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles. — Discussion générale. — Discours: concernant la lutte contre la fraude dans le commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'amendement qu'il a déposé; pp. 1256, 1257. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: son amendement est adopté; pp. 1257, 1258. — Art. 2: intervient; pp. 1258, 1259 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements, et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1294 à 1297 (3 juillet 1962); pp. 1313 à 1316 (4 juillet 1962); pp. 1331, 1332, 1341 à 1343. — Discours: estime que le projet doit être approuvé *ne varietur* et qu'il ne faut pas perdre de vue l'essentiel; concernant la non-application de la loi de 1932 à Bruxelles; pp. 1346, 1347; fait des observations; p. 1349 (5 juillet 1962); pp. 1356, 1357 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: fait des observations; pp. 1387 à 1391 (11 juillet 1962); p. 1457 (17 juillet 1962); p. 1475. — Art. 2: fait des observations; p. 1490 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: fait des observations; p. 1738; intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné; p. 1759 (9 octobre 1962).

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale: fait des observations. — Discours: concernant l'alignement de la route Anvers-Turnhout à Wijnegem; p. 1412 (12 juillet 1962).

Benelux. — Conseil interparlementaire consultatif: est élu membre suppléant en remplacement de M. DE BOODT; p. 1666 (3 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 17: intervient; p. 1844 (11 octobre 1962).

Slegten, sénateur provincial de Limbourg.

Ann. — Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours: concernant l'absence d'organismes financiers susceptibles de financer les moyennes entreprises sans vouloir les contrôler, les pertes que subiront les S.R.I.; p. 629 (8 février 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 21: intervient; pp. 1858, 1859 (16 octobre 1962).

Smet, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

- Doc. — N° 28. — Amendement : Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962.
- N° 89. — Proposition de loi réglant le recrutement des handicapés par les administrations publiques et les organismes d'intérêt public.
- N° 121. — Amendement : Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice.
- N° 146. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 2 avril 1958 attribuant à l'Œuvre Nationale des Anciens Combattants et des Victimes de la Guerre (O.N.A.C.), en vue d'une aide sociale aux bénéficiaires de cette Œuvre, des fonds non réclamés provenant des salaires gagnés pendant la guerre 1940-1945 en Allemagne ou dans les territoires occupés par l'Allemagne.
- N° 192. — Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers.
- N° 233. — Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1961 fixant le montant des allocations de chômage.
- N° 350. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
- Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les problèmes que pose l'enseignement technique, l'enseignement du soir, l'organisation d'un enseignement technique post-scolaire pendant les heures de travail ; les problèmes du chômage, la suppression du contrôle journalier pour les chômeurs de plus de 60 ans, le montant des indemnités de chômage, la création d'ateliers sociaux, le contrôle médical des travailleurs ; pp. 13 à 15 (14 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les allocations familiales, la charge des allocations de naissance et des allocations d'orphelins, l'octroi d'allocations familiales pour les étudiants de plus de 21 ans, l'augmentation des allocations familiales, le financement de l'augmentation des pensions des salariés ; pp. 114 à 116 ; fait des observations ; p. 116 (23 novembre 1961). — Discussion des articles du tableau. — Art. 21 : son amendement est rejeté ; pp. 138 à 140 (28 novembre 1961).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture. — Discussion : fait des observations ; p. 133 (28 novembre 1961).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 354. — Discours : concernant la route E 3, la nouvelle liaison par route et chemin de fer entre les deux rives de l'Escaut à Anvers, le contournement de Lokeren, le problème de la Durme ; pp. 358, 359 (19 décembre 1961).
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice. — Discussion générale. — Discours : concernant son amendement ; p. 717 ; fait des observations ; p. 718 (22 février 1962). — Discussion des articles. — Art. 10 : retire son amendement ; p. 739 (1^{er} mars 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique familiale, l'octroi d'avantages familiaux spéciaux aux régions dépeuplées, le projet relatif aux prêts nuptiaux, le respect de la maternité, le logement des vieillards, le contrôle des œuvres subsidiées par le département ; pp. 814 à 816 (13 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 2 avril 1958 attribuant à l'Œuvre nationale des anciens combattants et des victimes de la guerre (O.N.A.C.), en vue d'une aide sociale aux bénéficiaires de cette œuvre, des fonds non réclamés provenant des salaires gagnés pendant la guerre 1940-1945 en Allemagne ou dans les territoires occupés par l'Allemagne. — Discussion générale : intervient concernant l'adoption du projet par la commission unanime ; p. 867 (20 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale. — Discours : concernant l'exigence de la preuve de la carrière depuis 1926, la preuve pour la période de 1926 à 1931, le financement, la discrimination faite à l'égard des travailleurs ayant fait partie d'organisations inciviques pendant la guerre 1940-1945, la tendance vers une plus grande individualisation des pensions ; pp. 1002 à 1004 ; fait des observations ; pp. 1006, 1008 (29 mars 1962).
- Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale. — Discours : concernant

Smet (suite).

l'urgence de la réalisation de la route E 3, la fixation du tracé de cette route, les charges découlant de l'aménagement des voies d'accès à la route E 3, la deuxième liaison entre les rives de l'Escaut à Anvers ; pp. 1411, 1412 (12 juillet 1962).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1540 (24 juillet 1962).

Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société Nationale des Chemins de Fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion générale. — Discours : concernant la discrimination entre les travailleurs se rendant au travail en chemin de fer et ceux qui s'y rendent en tramway vicinal, l'augmentation de la limite des rémunérations fixée pour les employés pour bénéficier de l'intervention des employeurs, le cas des ouvriers qui vont travailler à l'étranger, l'établissement d'usines loin des lieux où habitent les travailleurs, la décentralisation des industries et des services de l'État ; pp. 1584, 1585 ; fait des observations ; pp. 1586, 1588 (25 juillet 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet ; p. 1613 (25 juillet 1962).

Sobry, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

Doc. — N° 234. — Proposition de loi modifiant les articles 18 et 28 de la loi du 3 juin 1957 relative aux polders.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 303. — Discours : concernant la zone industrielle de Dixmude, la normalisation de l'Yser, la reprise du canal de Handzame par l'État, diverses routes dans la région de Dixmude ; pp. 304 à 306 (14 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les mesures qui viennent d'être prises sur le plan européen, la situation de l'agriculture belge, la politique du froment, les problèmes de l'orge de brasserie et des betteraves sucrières, l'importation de sucre du Congo, la production laitière, les terres hydromorphes, le curage des cours d'eau non navigables et les digues, la lutte contre les épizooties ; pp. 503 à 505 (25 janvier 1962).

Question orale. — Attire l'attention du Ministre de l'Agriculture sur l'extension de la peste porcine dans les Flandres et demande qu'un vaccin efficace soit mis à la disposition des vétérinaires ; pp. 1095, 1096 (12 avril 1962).

Validations des pouvoirs de M. CARPELS : Donne lecture de son rapport ; p. 1112 (24 mai 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1387 (11 juillet 1962).

Spaak, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.

Ann. — Événements du Katanga. — Projet de résolution de M. HOUGARDY. — Intervient concernant les événements qui se déroulent au Katanga, le problème de droit international posé dans la motion de M. HOUGARDY ; pp. 239, 240 (7 décembre 1961).

Interpellation de M. MOREAU de MELEN « sur les mesures à prendre à la suite des bombardements par l'O.N.U. d'hôpitaux et d'installations civiles au Katanga, ayant entraîné la mort de civils blancs et noirs ». — Discussion. — Discours : concernant l'attitude de la Belgique à l'égard de la sécession katangaise, le comportement inadmissible de l'O.N.U., la légitime défense invoquée par le secrétaire général de l'O.N.U., le prétendu plan d'attaque de la gendarmerie katangaise, le caractère démesuré de l'opération entreprise par l'O.N.U., les conseils de réconciliation avec Léopoldville donnés à M. Tshombe, l'inopportunité d'un appel au Conseil de Sécurité, une action des grands alliés de l'O.T.A.N. en vue d'obtenir un cessez-le-feu au Katanga, la réclamation de dom-

Spaak (suite).

- mages-intérêts aux pays qui participent à la force militaire de l'O.N.U.; pp. 272 à 274 (12 décembre 1961).
- Interpellation de M. LAHAYE « sur : 1. l'absence d'une politique humaine et réaliste à l'égard : a) de nos compatriotes victimes de sévices ou de dommages corporels; b) des familles de ceux qui furent tués à l'occasion des troubles provoqués soit par les Congolais, soit par les interventions de l'O.N.U.; c) des victimes de dommages matériels; d) des porteurs de titres d'emprunts non garantis par la Belgique; 2. la nécessité de ne plus baser notre position sur la loi fondamentale provisoire dont certains principes se révèlent chaque jour une source de troubles ou de mésentente, notamment en ce qui concerne le Congo unitaire qui est à la base des événements sanglants du Katanga et autres lieux; 3. le retrait de tout soutien financier à l'O.N.U. ». — Discussion. — Discours : concernant la réparation des dommages subis par des Belges au Congo, le contentieux congolais, la réparation des dommages dus à l'action des Nations Unies, les problèmes juridiques, qui se posent à ce sujet, la distinction à faire entre l'action militaire et des faits en contravention avec les lois de la guerre, le problème de la juridiction qui serait compétente en la matière, le recours à des négociations avec l'O.N.U. en vue d'obtenir la réparation de certains dommages; pp. 742, 743 (1^{er} mars 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale : fait des observations; p. 747. — Discours : estime que le projet de loi en cause est superflu; concernant l'usage d'armes atomiques tactiques, les initiatives en faveur d'un désarmement préconisées par M. ROLIN; pp. 749, 750; demande au Sénat de repousser la proposition de M. GILLON et souligne que le projet est en fait un projet de toilette juridique; pp. 750, 751; répète que le Gouvernement s'engage à ne pas permettre l'installation en Belgique de rampes de lancement; pp. 753, 754 (1^{er} mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN « sur l'état des négociations relatives à l'enquête internationale proposée précédemment par le Sénat et portant sur les faits graves reprochés à des unités des forces de l'O.N.U. stationnées au Katanga; cette enquête pourrait porter aussi sur les faits survenus depuis lors, notamment le meurtre d'un de nos compatriotes et de sa mère à Elisabethville; 2^o sur l'opportunité de publier à ce sujet un livre blanc; 3^o sur la nécessité de faire accepter par les Nations Unies un arbitrage à propos des crimes de droit commun au moins ». — Discussions générales jointes. — Fait des observations; pp. 899, 911 (21 mars 1962); p. 974. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment des relations avec la république du Congo, de l'action diplomatique concernant une reconnaissance de responsabilité de l'O.N.U. pour des dommages subis par des Belges au Congo, la constitution des dossiers, la solvabilité de l'O.N.U., de la contribution de la Belgique à l'O.N.U., la compensation entre cette contribution et la somme réclamée à l'O.N.U. par la Belgique; des relations Est-Ouest, de la frontière orientale de l'Allemagne, du désarmement, des problèmes européens; des demandes d'adhésion et d'association au Marché commun, de la relance de l'Europe politique, la création d'un parlement européen élu au suffrage universel; pp. 979 à 986 (28 mars 1962).
- Interpellation de M. ROLIN « sur les informations parues dans la presse, concernant la coopération atomique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine militaire ». — Discussion. — Discours : concernant l'absence de rapport entre la création éventuelle en Belgique d'une escadrille de bombardement atomique et l'accord du 31 mai 1962, pris en exécution de la loi du 29 juin 1951 relative à l'aide pour la défense mutuelle, la nécessité de la ratification d'un pareil accord, la communication de l'accord, le rôle de l'arme atomique dans l'organisation de la défense, la distinction entre armes offensives et défensives, la disparition des armes atomiques; pp. 1319 à 1321; concernant la communication de l'accord du 31 mai 1962; p. 1322; fait des observations; pp. 1323, 1324 (4 juillet 1962).

Spinoy, Ministre des Affaires économiques et de l'Energie.

- Ann. — Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations; p. 267 (12 décembre 1961); pp. 283, 285 à 287. — Discours : concernant la situation de l'économie belge, la nécessité de l'expansion économique, la charge fiscale,

Spinoy (suite).

- la programmation, la réorganisation des fonctions consultatives, la politique de l'énergie; répond aux orateurs et traite notamment des problèmes du charbon, de l'électricité et du pétrole, de la politique du département dans le secteur de l'économie agricole, du problème de la viande, du charbonnage de Gosson, des procédés de concurrence dans le commerce de détail, de l'inquiétude qui règne dans l'industrie textile, de la reconversion du Borinage et du Centre, du charbonnage de l'Ouest de Mons, de la politique des prix, des problèmes du cinéma; pp. 289 à 294; fait des observations; p. 295; répond à M. HAMBYE; pp. 296, 297 (13 décembre 1961).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale : fait des observations; pp. 610, 611, 615 (7 février 1962). — Discours : concernant l'attitude de l'opposition à l'égard du projet, la nécessité des sociétés d'investissement en vue d'une expansion économique constante, les conceptions opposées au sujet du rôle que le gouvernement est appelé à jouer dans l'économie, le fonctionnement des sociétés régionales d'investissement, les solutions appliquées dans d'autres pays, la coopération entre les secteurs public et privé prévue dans le projet, le droit d'initiative de la S.N.I.; pp. 626 à 629. — Discussion des articles du projet. — Art. 1, 2, 8, 11, 13 : intervient; pp. 631 à 635, 637, 639 à 642 (8 février 1962). — Art. 14, 15, 16 : intervient; pp. 649 à 655. — Discussion des articles des statuts. — Art. 12, 18 : intervient; pp. 659 à 662, 664 (14 février 1962).
- Question orale de M. MOUREAUX. — Répond à M. MOUREAUX; p. 618 (7 février 1962).
- Décès. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par M. le PRÉSIDENT, à la mémoire de M. DEBAISE, sénateur; p. 647 (14 février 1962).
- Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient; p. 1088 (12 avril 1962).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK « sur la mesure prise par lui, le 7 avril 1962, réglementant les prix des pommes de terre de consommation ». — Discussion. — Discours : concernant la nécessité d'une stabilisation des prix pour mener une politique d'expansion économique, la recherche d'un équilibre entre les intérêts des producteurs de produits agricoles et les intérêts des consommateurs de ces produits, les hausses saisonnières des prix, l'augmentation des demandes de licences d'exportation, la spéculation à la hausse, la limitation des prix à la vente par les grossistes et les détaillants, le reproche fait au Gouvernement de mener une politique de l'index en matière de produits agricoles, la nécessité de la mesure prise; pp. 1099 à 1101; concernant les mesures qui furent prises par son prédécesseur en matière de prix; déclare que le Gouvernement est disposé à engager des pourparlers; p. 1102 (12 avril 1962).
- Projet de loi portant approbation de l'accord concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun relative aux produits de la liste G prévue au Traité instituant la Communauté Economique Européenne, de l'Annexe contenant les taux des droits fixés pour les produits de la liste G, des Protocoles et de l'Acte final, signés à Rome, le 2 mars 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les difficultés de l'industrie belge du zinc et du plomb; pp. 1579, 1580 (25 juillet 1962).
- Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Discussion générale : fait des observations; p. 1595. — Discours : concernant l'intervention en vue d'éviter un conflit social dans les mines, les moyens de faire face aux charges résultant du règlement intervenu, la position de la C.E.C.A. à l'égard d'un octroi de subventions par la voie budgétaire, la situation qui existe en Allemagne, le caractère temporaire des mesures, la situation globale dans le secteur charbonnier, les prévisions pour le proche avenir, les propositions de l'interexécutif des Communautés en matière de politique énergétique, l'assainissement du secteur charbonnier, la fermeture de charbonnages, la valorisation des charbons campinois, les réserves de Campine, Inichar, les différences entre la situation actuelle et celle qui existait en juillet 1960, la révision du Traité de Paris; pp. 1601 à 1604; répond à M. DE WINTER; p. 1604 (25 juillet 1962).
- Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs; concernant la portée du projet, la lutte contre le dumping, le système néerlandais, la possibilité de recours au Conseil d'Etat; l'abrogation de l'arrêté royal du 17 janvier 1955; pp. 1608 à 1610 (25 juillet 1962).

Struye, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Président du Sénat.

Ann. — Ouverture de la session. — Réélu Président, prononce une allocution et déclare le Sénat constitué ; dit qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants ; p. 4 (14 novembre 1961).

Décès. — Rend hommage à la mémoire du vicomte van de Vyvere, Ministre d'Etat, de MM. Grootjans, Gob et Clays, anciens sénateurs ; pp. 4, 5 (14 novembre 1961). — Rend hommage à la mémoire de M. MAES, sénateur ; p. 18 (16 novembre 1961). — Rend hommage à la mémoire du comte de la Barre d'Erquelines, ancien sénateur ; p. 50 (21 novembre 1961). — Rend hommage à la mémoire de M. Victor Maistriau, Ministre d'Etat ; p. 441. — Annonce le décès de M. Edouard Descampe, ancien sénateur ; p. 441 (23 janvier 1962). — Rend hommage à la mémoire de M. DEBAISE, sénateur ; p. 647 (14 février 1962). — Rend hommage à la mémoire de M. MARTENS, sénateur ; p. 1035 (3 avril 1962). — Annonce le décès de M. Urbain Muyldermans, ancien sénateur ; p. 1111 (24 mai 1962). — Annonce le décès du baron Joseph van Zuylen, ancien sénateur ; p. 1126 (12 juin 1962). — Rend hommage à la mémoire de MM. René Desmedt et Ernest Coeckelbergh, anciens sénateurs ; p. 1450 (17 juillet 1962). — Rend hommage à la mémoire de MM. les sénateurs MULLIE, GLIS et HANOTTE ; pp. 1633, 1634. — Annonce le décès de MM. Van Steenberge, Rutten, Van Roosbroeck et Toch, anciens sénateurs ; p. 1634 (2 octobre 1962).

Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. — Annonce la nomination des délégués du Sénat près des assemblées de ces organisations ; demande aux chefs de groupe de faire connaître les noms de leurs candidats ; p. 6 (14 novembre 1961). — Est élu membre effectif de la délégation belge ; p. 238 (7 décembre 1961). — Demande l'accord du Sénat pour la nomination de ses délégués à la prochaine session du Conseil de l'Europe, au cours de la prochaine séance ; p. 1023 (29 mars 1962). — Est réélu ; p. 1042 (3 avril 1962).

Interpellations. — De M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Demande : intervient concernant la fixation de l'interpellation ; pp. 38, 39 (16 novembre 1961). — De M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion : intervient ; exprime la sympathie du Sénat aux femmes arrivées du Katanga ce jour ; p. 275 (12 décembre 1961). — De M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion : intervient concernant une remise du vote sur les ordres du jour ; p. 1133 (12 avril 1962). — De M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1146 (13 juin 1962).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 83, 87 (22 novembre 1961).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 (réserve) : intervient ; pp. 182, 183 (30 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 207 (5 décembre 1961).

Evénements du Katanga. — Proposition de résolution de M. HOUGARDY. — Annonce le dépôt de la proposition de résolution concernant la responsabilité des dommages encourus par des Belges au Katanga et propose de renvoyer la motion à la commission des Affaires étrangères ; p. 239 ; déclare que M. HOUGARDY a retiré sa motion et donne lecture du texte d'une résolution adoptée à l'unanimité par la commission des Affaires étrangères ; p. 248 (7 décembre 1961). — Annonce le dépôt de deux propositions de résolution, l'une de MM. VANAUDENHOVE et HOUGARDY, l'autre de M. VERSE ; propose de joindre ces propositions à l'interpellation de M. MOREAU de MELEN ; pp. 252, 268 (12 décembre 1961).

Catastrophes et accidents. — Rend hommage aux victimes de l'accident de Chièvres ; p. 250 (12 décembre 1961). — Rend hommage aux victimes de la catastrophe survenue dans un immeuble appartenant au Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, rue de la Loi ; p. 1634 (2 octobre 1962).

Ordre des travaux. — Déclare qu'il ne peut préciser à quel moment M. MOREAU de MELEN pourra développer son interpellation, le Ministre des Affaires étrangères étant retenu à la Chambre des Représentants ; invite les membres à rester en séance ; intervient dans la discussion ; déclare qu'il prendra contact avec le Ministre des Affaires étrangères et le Premier Ministre ; pp. 260, 261 (12 décembre 1961). — Propose

Struye (suite).

d'aborder le mardi suivant, à 16 h. 30, la discussion du projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier ; pp. 469, 470 (24 janvier 1962). — Constate l'accord sur la proposition de M. CUSTERS, m.s.p.f. de remettre à quinzaine la discussion du budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille et déclare que le Sénat ne peut être rendu responsable de cette remise ; p. 643 (8 février 1962). — Propose que le Sénat ne siège qu'un jour la semaine suivante et propose l'ordre du jour ; déclare que les raisons invoquées par le ministre compétent pour demander la remise de la discussion du budget de la Santé publique subsistent ; p. 714 (22 février 1962). — Souhaite que la question relative à la discussion du budget de la Santé publique soit tranchée au cours d'une séance publique ; parle de son inscription à l'ordre du jour et du conflit qui a surgi ; fait des observations ; pp. 796, 797 (7 mars 1962). — Propose de porter le projet de loi relatif à la frontière linguistique à l'ordre du jour du mardi suivant ; p. 1253 (27 juin 1962). — Propose que le Sénat examine au cours d'une séance du matin, le jeudi suivant, le projet de loi relatif aux concessions et expropriations pour utilité publique en vue de la construction d'autoroutes ; pp. 1339, 1340 (5 juillet 1962). — Fait des observations ; p. 1545 (24 juillet 1962). — Propose que l'examen du projet de réforme fiscale soit poursuivi le lendemain et que le projet linguistique n° 1 soit examiné le mardi suivant, au cours des séances du matin et de l'après-midi ; p. 1680 (3 octobre 1962). — Intervient ; fait une communication au sujet de son vote ; pp. 1720, 1723, 1728 (9 octobre 1962). — Expose où en est le débat sur le projet de réforme fiscale et fait part des conclusions auxquelles ont abouti des conférences qu'il a eues avec les chefs des groupes ; propose de terminer ce jour à une heure raisonnable et de reprendre la discussion le mardi suivant ; pp. 1844, 1845 (11 octobre 1962).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 292 (13 décembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 323, 324 (14 décembre 1961).

Questions parlementaires. — Fait une communication au sujet de réponses tardives à des questions parlementaires et demande que l'on n'utilise pas le Bulletin des Questions et Réponses pour poser au Gouvernement des questions d'intérêt privé ; pp. 337, 338 (14 décembre 1961).

Divers. — Rend hommage aux victimes des événements au Katanga ; p. 340 (19 décembre 1961). — Rend hommage à la mémoire des missionnaires massacrés à Kongo ; p. 440 (23 janvier 1962). — Salue le retour de M. le sénateur LEEMANS qui a été absent par suite d'un accident d'automobile ; souhaite le retour de M. le sénateur LIGOT, également victime d'un accident d'automobile ; p. 548 (31 janvier 1962). — Salue le retour de M. le sénateur VERSIEREN, après une longue maladie ; p. 759 (7 mars 1962). — Rend hommage à M. SPAAK, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères à l'occasion de ses vingt-cinq ans de mandat parlementaire ; p. 894 (21 mars 1962). — Salue le retour de M. le sénateur LIGOT ; p. 1128 (12 juin 1962). — Souhaite un prompt rétablissement à M. BRASSEUR, Ministre du Commerce extérieur ; p. 1246 (27 juin 1962). — Annonce que M. le sénateur BONJEAN a été victime d'un accident ; souhaite son prompt retour ; p. 1718 (9 octobre 1962).

Questions orales. — De Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE au Premier Ministre. — Fait des observations ; p. 349 (19 décembre 1961). — De M. SOBRY au Ministre de l'Agriculture : fait des observations ; p. 1097 (12 avril 1962).

Budget des Dotations pour l'exercice 1962. — Discussion générale : intervient ; dit que le Bureau examinera la question des Annales parlementaires ; p. 405 (20 décembre 1961).

Projet de loi portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 409, 410 (20 décembre 1961).

Relations extérieures. — Annonce qu'il a adressé à M. Jonkman, Président de la Première Chambre des Etats-Généraux des Pays-Bas, un télégramme de condoléances à l'occasion de la catastrophe ferroviaire de Harmelen ; donne lecture de la réponse de M. Jonkman ; p. 441 (23 janvier 1962). — Annonce qu'il a adressé à S. Exc. M. Oppler, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Bruxelles, un télégramme de condoléances à l'occasion de la catastrophe minière en Sarre ; p. 624 (8 février 1962) ; donne lecture de la réponse reçue ; p. 647 (14 février 1962). — Donne lecture du télégramme qu'il a adressé au Président du Sénat français à

Struye (suite).

- l'occasion de l'issue heureuse de la Conférence d'Evian et de la réponse qu'il a reçue; p. 907 (21 mars 1962). — Annonce qu'il a reçu du Président de l'Assemblée populaire suprême de la République populaire démocratique de Corée une communication relative à la présence de troupes américaines en Corée du Sud; p. 1530 (24 juillet 1962). — Annonce qu'il a adressé les condoléances du Sénat à l'ambassadeur d'Iran à l'occasion du tremblement de terre qui s'y est produit et à l'ambassadeur d'Espagne à l'occasion des inondations dans ce pays; p. 1634; salue la présence à la tribune de la présidence de M. Kimpiobi, Président de la Chambre de la république du Congo; p. 1635 (2 octobre 1962).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Ajournement: intervient; p. 482 (24 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale: fait des observations; p. 537 (31 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel et relevant la limite d'engagement du Fonds de garantie créé au sein de cette caisse. — Discussion des articles: intervient concernant une modification de forme proposée par la commission; p. 599 (6 février 1962).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 1^{er}, 13: intervient; pp. 632, 633, 636, 642 (8 février 1962).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, modifiée par la loi du 2 août 1955. — Prise en considération: intervient; p. 648 (14 février 1962).
- Proposition de loi réglant la carrière pécuniaire de certains agents de l'Etat qui se sont vus privés des possibilités normales de promotion, en raison de la nature de leurs fonctions dans les administrations temporaires. — Prise en considération: intervient; p. 649 (14 février 1962).
- Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale: intervient; estime qu'il serait opportun d'aborder le débat dès ce jour; p. 669 (14 février 1962); fait des observations; pp. 747, 750, 754 (1^{er} mars 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale: fait des observations; p. 701. — Discussion des articles. — Art. 6: fait des observations; pp. 704, 705 (22 février 1962).
- Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux. — Renvoi en commission: intervient; p. 760 (7 mars 1962).
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles. Acte final et ses annexes, et échange de lettres; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et Accord relatif au Protocole financier annexe à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale: fait des observations; pp. 764, 768; souligne que la discussion a dépassé quelque peu le cadre de l'association de la Grèce à la C.E.E. et se rapportait également à la politique générale d'association de l'Europe des Six; se réjouit du vote émis par le Sénat au sujet de l'association de la Grèce; pp. 771, 772 (7 mars 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale: intervient; rappelle la position prise par le Bureau du Sénat et propose d'aborder la discussion du budget sans discuter de ce qui concerne l'I.N.E.P.S., le vote étant remis à quinzaine; p. 803; fait des observations; p. 809 (13 mars 1962).
- Conseil d'Etat. — Présentation de candidats à une place de conseiller. — Ajournement: intervient; p. 809 (13 mars 1962).
- Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes: intervient; p. 889 (20 mars 1962). — Dis-

Struye (suite).

- Discussion des articles du premier projet. — Art. 4: fait des observations; p. 926 (22 mars 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits: Commerce extérieur. — Discussion générale: fait des observations; p. 952 (27 mars 1962). — Crédits: Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 982, 989 (28 mars 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 994. — Discussion des articles: intervient concernant l'effort fait par le Sénat pour la discussion des budgets; p. 995 (29 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion des articles: intervient concernant la rectification de certaines erreurs matérielles dans le texte du projet; p. 1008 (29 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale: fait des observations; p. 1052 (3 avril 1962).
- Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement. — Discussion générale: fait des observations; p. 1073 (4 avril 1962).
- Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Renvoi en commission: intervient concernant le dépôt d'amendements après un long examen en commission; p. 1077 (4 avril 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1232, 1233 (26 juin 1962); p. 1253 (27 juin 1962).
- Projet de loi tendant à conférer des attributions de police judiciaire à certains agents du Comité supérieur de contrôle. — Discussion générale: intervient concernant une légère modification au texte néerlandais; p. 1082 (12 avril 1962).
- Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire. — Discussion générale: intervient; annonce le dépôt d'un amendement à l'article 1^{er}; p. 1083. — Discussion des articles. — Art. 16: intervient; p. 1087 (12 avril 1962).
- Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion générale: fait des observations; p. 1115. — Discussion des articles. — Art. 11: fait des observations; p. 1118 (24 mai 1962).
- Roi et Famille royale. — Donne lecture du télégramme qu'il a adressé à LL.AA.RR. le Prince Albert et la Princesse Paola, à l'occasion de la naissance de leur fille, la Princesse Astrid, ainsi que de la réponse qu'il a reçue; p. 1126 (12 juin 1962).
- Motions d'ordre. — De M. VAN BUGGENHOUT: intervient; pp. 260, 261 (12 décembre 1961). — De M. GILLON: fait des observations; pp. 750, 751 (1^{er} mars 1962). — De M. ROLIN: répond; p. 1127 (12 juin 1962). — De M. VAN BUGGENHOUT: intervient; p. 1713 (10 octobre 1962).
- Proposition de loi complétant le régime de pensions du personnel enseignant de l'enseignement primaire. — Discussion générale: fait des observations; p. 1184 (21 juin 1962).
- Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville), du Ruanda et du Burundi. — Discussion générale: fait des observations; p. 1185 (21 juin 1962).
- Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886 formant le Code rural. — Discussion générale: fait des observations; p. 1189 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 496, 510, 524, deuxième alinéa, 583, 595, deuxième alinéa, 601 et 607 du Code de commerce et les articles 25, 27 et 28, deuxième alinéa, des lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946. — Discussion générale: fait des observations; p. 1190 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Dueroire. — Discussion générale: intervient; remercie S.A.R. le Prince Albert d'avoir voulu donner au Sénat la primeur des conclusions tirées de la mission belge en Extrême-Orient qu'il a présidée; p. 1242; souhaite un prompt rétablissement à M. BRASSEUR, Ministre du Commerce extérieur; p. 1246. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient concernant la rectification d'une erreur matérielle; p. 1250 (27 juin 1962).

Struye (suite).

- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1257. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 1259 (27 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements, et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Intervient ; demande aux orateurs de demeurer dans la discussion des principes généraux ; p. 1293 ; fait des observations ; p. 1297 (3 juillet 1962) ; pp. 1309, 1316 (4 juillet 1962) ; pp. 1331 à 1334 (5 juillet 1962) ; demande un effort de concision aux orateurs encore inscrits ; p. 1354 ; fait des observations ; p. 1368 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1392 (11 juillet 1962) ; pp. 1431, 1432 (12 juillet 1962) ; pp. 1463, 1464, 1466 ; propose de renvoyer au lendemain l'examen de l'opportunité de poursuivre la discussion ou de renvoyer le projet en commission ; p. 1468 (17 juillet 1962) ; fait des observations ; pp. 1476, 1477. — Art. 3, 4, 11 : fait des observations ; pp. 1491, 1492, 1493, 1507 (18 juillet 1962). — Ajournement : intervient ; p. 1531 (24 juillet 1962) ; p. 1591 (25 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture : intervient concernant la procédure ; pp. 1723, 1724. — Art. 1^{er} : intervient notamment concernant la procédure ; pp. 1737, 1738, 1746, 1751, 1754 ; intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).
- Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion des articles. — Art. 5 : intervient ; p. 1420 (12 juillet 1962).
- Incidents. — Répond à M. GILLON ; p. 1381 (11 juillet 1962).
- Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1600 (25 juillet 1962).
- Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de marchandises. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1608. — Discussion des articles. — Art. 7 : intervient ; p. 1611 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant approbation de l'Accord intervenu entre le Gouvernement belge et le Fonds monétaire international en vue de l'adhésion de la Belgique à la décision du conseil d'administration du Fonds monétaire international en date du 5 janvier 1962. — Ajournement : intervient ; p. 1628 (25 juillet 1962).
- Ajournement. — Propose d'ajourner les débats au 2 octobre ; remercie des vœux formulés par les chefs des groupes et souhaite à son tour de bonnes vacances à tous ; pp. 1629, 1630 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : intervient ; félicite et remercie les rapporteurs, MM. VAN HOUTTE et L. DESMET ; p. 1636 (2 octobre 1962) ; donne connaissance d'une proposition de renvoi en commission de l'article 11 ; p. 1681 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 2 et 4 : intervient ; pp. 1703 à 1706, 1709, 1710 (4 octobre 1962). — Art. 11 : intervient ; p. 1786 ; propose qu'il soit voté le lendemain sur la demande de renvoi en commission ; p. 1795 ; fait des observations ; pp. 1800, 1802 (10 octobre 1962). — Art. 15 et 17 : intervient ; pp. 1814 à 1824, 1827, 1839, 1842 (11 octobre 1962). — Art. 21, 27, 48, 87 : intervient ; pp. 1860, 1861, 1871, 1897, 1915 à 1917 ; intervient concernant la manière dont s'est déroulée la discussion du projet, l'utilité des travaux du Sénat pour l'application de la loi ; pp. 1920, 1921 (16 octobre 1962).

Stubbe, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

- Doc. — N° 210. — Rapport : Projet de loi sur la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures.
- N° 257. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de fer belges.
- Ann. — Projet de loi prorogeant les délais fixés par la loi du 29 mai 1948 portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations sociales et à l'acquisition de petites propriétés terriennes et par la loi du 15 avril 1949 instituant un Fonds national du logement. — Discussion générale. — Discours : concernant le but du projet ; p. 52 (21 novembre 1961).

Stubbe (suite).

- Question orale. — Interroge le Ministre de la Défense nationale au sujet de la décision de supprimer le dépôt de l'aviation militaire à Ypres ; p. 625 (8 février 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 681 à 684 (20 février 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 809 (13 mars 1962). — Discours : concernant la construction d'habitations sociales, l'encouragement de la construction avec prime De Taeye, le soutien de l'action de la Société nationale du Logement, l'acquisition de terrains, le manque d'habitations sociales, les résultats des dernières adjudications en Flandre Occidentale, la construction d'habitations sociales avec promesse d'achat, l'achat-location ; l'adaptation de la loi sur l'assistance publique, les institutions pour malades chroniques, le Fonds spécial d'assistance ; pp. 820 à 823 (14 mars 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 994 (29 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et employés. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1004 à 1006 (29 mars 1962).
- Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion : fait des observations ; p. 1102 (12 avril 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1120 (24 mai 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1135 (12 juin 1962).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 19 du 27 juillet 1939 relatif au commerce des produits agricoles et horticoles. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1257 (27 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1315 (4 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1466 (17 juillet 1962). — Art. 4 : intervient ; p. 1494 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1738 (9 octobre 1962).
- Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction d'autoroutes. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1407, 1408 (12 juillet 1962).
- Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1572 (25 juillet 1962).

T**Tielemans, Ministre, Adjoint aux Finances.**

- Ann. — Projet de loi portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale. — Discussion générale : fait des observations ; p. 410 (20 décembre 1961).
- Projet de loi portant établissement du texte néerlandais du Code civil. — Discussion générale. — Discours : remercie tous ceux qui ont collaboré à la préparation du projet ; p. 421 (20 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-9 : demande à M. GOOSSENS de retirer son amendement ; p. 490, 491 (25 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'État. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'une réforme de la comptabilité de l'État, les règles administratives spéciales pour les administrations publiques ayant un caractère industriel ou commercial, la comptabilité patrimoniale, le respect des principes budgétaires établis, le travail de la commission de la réforme de la comptabilité de l'État ; pp. 551, 552, 554, 555 (31 janvier 1962).

Tielemans (suite).

- Proposition de loi complétant le régime de pensions du personnel enseignant de l'enseignement primaire. — Discussion. — Discours : déclare que pour tenir compte de la remarque formulée par M. JESPERS, trois amendements ont dû être déposés ; donne lecture de ces amendements ; p. 1184 (21 juin 1962).
- Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville), du Ruanda et du Burundi. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; pp. 1186, 1187 (21 juin 1962).
- Projet de loi établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public. — Discussion générale : répond à M. LACROIX ; p. 1615 (25 juillet 1962).
- Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : souligne l'essentiel du projet : régularisation de la situation des agents pensionnés avant le 1^{er} juillet 1962 et remplacement de la formule de péréquation prévue dans la loi de 1955 ; répond aux orateurs ; pp. 1618 à 1620. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1620 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1663, 1668, 1669 (3 octobre 1962) ; pp. 1686, 1689, 1691 à 1693 (4 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 6, 9 et 11 : intervient ; pp. 1768, 1770 à 1774, 1776 à 1778, 1784, 1791 (10 octobre 1962). — Art. 15, 16 et 17 : intervient ; pp. 1816, 1817, 1834, 1844 (11 octobre 1962). — Art. 21 : intervient ; pp. 1856, 1857 (16 octobre 1962).

Trappeniers, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Ann.* — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 35 (16 novembre 1961).
- Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le statut syndical du personnel communal, la décentralisation et la décentralisation, l'augmentation des additionnels communaux à l'impôt foncier ; pp. 71, 72 (21 novembre 1961).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'éclairage public des routes de l'Etat, le ring de Bruxelles et le boulevard de la Woluwe ; p. 313 (14 décembre 1962).
- Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation financière de la Sabena, l'extension des transports par hélicoptères, Air-Union, le transport de marchandises par air, le statut du personnel de la R.V.A., la liaison ferroviaire avec l'aéroport national ; pp. 463, 464 (23 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; p. 523. — Discours : concernant l'adoucissement des dispositions prévues dans la loi unique, la perception par l'Etat d'additionnels à la taxe mobilière pour la création d'un fonds de 400 millions, le principe de solidarité qui le justifie ; pp. 528, 529 (30 janvier 1962).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la lutte contre la variole, l'hospitalisation des malades chroniques et des vieillards, le service 900, les habitations sociales, les arrêtés royaux des 13 et 14 décembre 1960 ; pp. 847, 848 (15 mars 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1350 à 1352 (5 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1385 (11 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1650 (2 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient ; p. 1800 (10 octobre 1962).

Troclet, sénateur de l'arrondissement de Liège.

- Doc.* — N° 15. — Proposition de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.
- N° 62. — Proposition de loi tendant à libérer le commerce de la concurrence déloyale que constituent les systèmes de vente du genre dit « à la boule de neige ».
- N° 426. — Rapport + Annexes : Projet de loi modifiant les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, les lois sur le contrat d'emploi coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1955 et la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure.
- Ann.* — Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1371, 1374 (10 juillet 1962).
- Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1618 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1704 (4 octobre 1962).

U**Uselding, sénateur provincial de Luxembourg.**

- Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'organisation des cours d'agriculture, d'horticulture et d'économie rurale, les restrictions contenues dans la circulaire ministérielle du 5 décembre 1961 ; pp. 573, 574 (31 janvier 1962).
- Validation de pouvoirs. — De M. VINET : donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales ; p. 694 (22 février 1962). — De M. HENSKENS : donne lecture de son rapport ; p. 1636 (2 octobre 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Vote : justifie son vote ; p. 1761 (9 octobre 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Vote : justifie son vote ; p. 1920 (16 octobre 1962).

V**Vanaudenhove, sénateur de l'arrondissement de Louvain.**

- Ann.* — Evénements du Katanga. — Dépose une proposition de résolution ; p. 252 (12 décembre 1961).
- Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la discussion du budget en une seule journée, le discours du ministre à la Chambre des Représentants, les retards dans l'exécution de certains travaux publics, le coût des travaux de Ronquières, les crédits qui avaient été prévus pour la modernisation du canal Albert, l'effort fait pour la construction d'autoroutes par les gouvernements précédents ; demande le vote du projet de loi relatif à l'urbanisme ; concernant la nécessité d'un plan d'investissements s'étendant sur dix ou quinze ans ; pp. 323 à 327 ; fait des observations ; pp. 327, 328 (14 décembre 1961). — Discours : concernant le vote du projet de loi relatif à l'aménagement du territoire, le coût des travaux du plan incliné de Ronquières, la justification économique de cette œuvre, le plan d'investissements de quinze ans qu'il avait déposé au Sénat ; pp. 356, 357 ; fait des observations ; p. 361 (19 décembre 1961).
- Interpellation au Premier Ministre « sur la politique générale du Gouvernement ». — Discussion. — Discours : expose les raisons qui motivent l'interpellation ; concernant l'atmosphère de mécontentement et de manque de confiance qui règne dans le pays, la situation économique du pays, le problème des relations entre Flamands et Wallons, le malaise qui existe, l'absence de solution, les mesures à prendre en vue d'assurer la liberté du travail et la sécurité des personnes et des biens, l'assainissement des finances publiques, l'aug-

Vanaudenhove (suite).

mentation de la dette publique et des dépenses de l'Etat, les conséquences de la loi unique ; l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, des chemins de fer, de l'industrie charbonnière ; l'évolution de la dette publique ; les impôts nouveaux, l'augmentation de la taxe de transmission, le caractère temporaire de cette augmentation, le précompte, la péréquation cadastrale, l'augmentation des additionnels communaux à la contribution foncière, la réforme fiscale, l'effort fait dans les pays occidentaux en vue de diminuer les impôts, l'exemple britannique, la discussion de la réforme fiscale à la Chambre des Représentants, les conséquences de cette réforme sur les investissements de capitaux en Belgique ; l'augmentation des charges sociales à la suite des mesures prises par le Gouvernement ; la création du directeur charbonnier et de la société nationale d'investissement ; l'augmentation des pensions pour ouvriers et des allocations de chômage, le retard mis à voter le budget de l'Education nationale ; l'économie libre et la démocratie parlementaire ; pp. 1129 à 1138 (12 juin 1962). Fait des observations ; p. 1153. — Discours : concernant l'amélioration de la situation financière par suite de la haute conjoncture, l'absence d'un véritable assainissement financier, les relations entre Flamands et Wallons, le maintien de l'ordre ; la réforme fiscale, son examen par le Sénat ; la coopération du P.L.P. à une commission chargée de la préparation de la révision constitutionnelle et de la réforme des institutions ; pp. 1157, 1158 (13 juin 1962).

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1405. — Discours : regrette que ce projet doive être examiné à la hâte ; concernant le dépôt d'un projet similaire au cours de la précédente législature, l'inquiétude suscitée en Wallonie par le projet, le respect de la priorité reconnue à la route de Wallonie, le système prévu dans le projet en vue de l'accélération de la procédure d'expropriation ; pp. 1406 à 1408 ; fait des observations ; p. 1414 (12 juillet 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1737 à 1739 (9 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient ; pp. 1796, 1798 (10 octobre 1962).

Van Bogaert, sénateur coopté.

Doc. — N° 172. — Rapport : Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

N° 173. — Rapport : Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives.

Ann. — Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, Annexes, Protocoles, Acte final et ses annexes, et échange de lettres ; b) Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et l'Accord relatif au Protocole financier annexe à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961. — Discussion générale. — Discours : concernant l'évolution de l'attitude des pays tiers à l'égard de la C.E.E. ; les aspects politique et juridique de l'application de l'article 238 du Traité de Rome, les catégories de personnes juridiques avec lesquelles l'association est possible, les conditions de l'association, la clause de l'unanimité prévue pour le conseil d'association, le recours à la solution arbitrale pour les différends éventuels ; pp. 763, 764 (7 mars 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles

Van Bogaert (suite).

les permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant la non-application de la loi de 1932 au département des Affaires étrangères, la nécessité d'une loi pour remédier à cette situation, la constitutionnalité du projet, la nécessité de mesures de recrutement exceptionnelles ; p. 918 (22 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'incompétence de la Cour internationale de Justice en matière de réclamation d'indemnités à l'O.N.U. l'absence de statut organique spécifique des forces armées des Nations Unies, les problèmes européens, la coopération de l'Europe à la détente, l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'uniformisation de la législation en la matière ; pp. 975, 976 (28 mars 1962).

Projet de loi fixant le texte français de l'article 8, troisième alinéa, de la loi du 6 avril 1962 relative aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet ; p. 1113 (24 mai 1962).

Van Buggenhout, sénateur provincial de Flandre Occidentale, questeur du Sénat.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu questeur au Sénat ; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 63 (21 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 231, 232 (6 décembre 1961).

Motions d'ordre. — Déclare qu'il ne peut admettre qu'un budget soit examiné en commission tandis qu'un autre est discuté en séance publique ; p. 260 (12 décembre 1961). — Demande que vu l'intense brouillard, il n'y ait plus de votes après 17 heures afin de permettre aux sénateurs de province de rentrer chez eux ; demande que le débat se poursuive d'une manière rationnelle sans redites ; p. 1793 (10 octobre 1962).

Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion : fait des observations ; pp. 270, 271, 274 (12 décembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le prix de l'énergie, le problème charbonnier, la société d'investissement, le coût des transports, la construction de pipe-lines pour le transport de pétrole, la liaison de la région industrielle du Hainaut à la mer, le chômage dans la région d'Ypres, Dixmude et Furnes ; pp. 280 à 282 (13 décembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 321. — Discours : concernant le vote du projet de loi sur l'urbanisme, la réalisation des routes E 3 et Liège-Tournai, l'adaptation du canal Albert au passage, le coût des travaux, le plan incliné de Ronquières, la liaison Charleroi-Escaut, le canal d'Ypres à Comines, le port d'Anvers, sa gestion, l'accessibilité du port pour les navires de très gros tonnage, les possibilités d'établir un port en mer à Nieuport, la protection de la région côtière contre la mer et son approvisionnement en eau douce ; pp. 327 à 330 (14 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation de la pêche maritime, l'augmentation de la consommation de poisson de qualité, l'équipement frigorifique des bateaux de pêche ; pp. 589, 590 (6 février 1962).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 15, 16 : intervient ; pp. 652, 653 (14 février 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : con-

Van Buggenhout (suite).

cernant l'approvisionnement en eau potable, la situation en Flandre Occidentale, le problème de l'eau potable à la côte, l'établissement de réserves d'eau douce, la taxe sur les eaux de table ; pp. 825, 826 (14 mars 1962).

Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale : fait des observations ; p. 872 (20 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 983 (28 mars 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie. — Discussion : propose une suspension de séance ; p. 1103 (12 avril 1962).

Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion : fait des observations ; p. 1175 (14 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1362 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1393, 1394 (11 juillet 1962).

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1407 (12 juillet 1962).

Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Discussion générale. — Discours : concernant le transfert des charges résultant des difficultés d'un secteur industriel sur d'autres secteurs, le montant des sommes consacrées à l'industrie charbonnière de 1945 à 1961, l'article 68 du traité de la C.E.C.A., la charge sociale résultant de la fermeture des charbonnages ; pp. 1600, 1601 ; fait des observations ; p. 1602 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 6 : fait des observations ; p. 1780 (10 octobre 1962). — Art. 15 : fait des observations ; p. 1823 (11 octobre 1962). — Art. 87 : fait des observations ; p. 1916 (16 octobre 1962).

Van Cauteren, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 81 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'augmentation des cas de cancer, la lutte contre le cancer, l'augmentation des subsides à la Ligue nationale contre le cancer ; pp. 817, 818 (14 mars 1962). — Discussion des articles du tableau. — Art. 21 : son amendement est rejeté ; p. 1067 (4 avril 1962).

Van Cauwelaert, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 280. — Rapport + Annexe : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 373. — Rapport complémentaire : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 26, 27, 28 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les délais pour l'approbation ou l'improbation

Van Cauwelaert (suite).

par les instances supérieures de décisions prises par les communes, la délégation de certains pouvoirs aux gouverneurs de province et aux commissaires d'arrondissement, l'examen des budgets communaux par les instances supérieures, les traitements du personnel des communes et des commissions d'assistance publique, le traitement et la pension des bourgeois, la revalorisation des traitements du personnel de l'Etat ; pp. 77, 78 : fait des observations ; p. 79 (22 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 107 (23 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 112. — Discours : concernant les droits des enfants abandonnés par leurs parents, l'octroi de charbon gratuit aux mineurs pensionnés, l'aide spéciale en cas de maladie grave, la contestation entre le fonds spécial d'assistance et les mutualités à propos de soins physio-thérapeutiques ; pp. 117, 118 (23 novembre 1961) ; fait des observations ; p. 128 (29 novembre 1961).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la difficulté de se documenter, la création d'un grand centre de documentation scientifique, le sort de ceux qui se consacrent à la recherche scientifique pure ; p. 172. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 : fait des observations ; p. 175 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 194 (30 novembre 1961).

Ordre des travaux. — Intervient ; p. 470 (24 janvier 1962) ; p. 1256 (27 juin 1962).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles des statuts. — Art. 12 : intervient ; p. 660 (14 février 1961).

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur la milice. — Discussion générale : intervient ; p. 719 (22 février 1962).

Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale : fait des observations ; p. 749. — Discours : demande que le Gouvernement soit prudent en matière d'autorisations de passage ou de stationnement de troupes étrangères ; p. 751 (1^{er} mars 1962).

Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 872, 880. — Discours : concernant la déconcentration poursuivie par le projet, les raisons de modifier la procédure actuelle en matière de contrôle des actes communaux, la nécessité d'instructions du ministre aux gouverneurs, les remarques quant à la constitutionnalité du projet ; pp. 881, 882 ; fait des observations ; pp. 883, 886, 887 (20 mars 1962).

Conseil d'Etat. — Présentation de candidats à une place de conseiller. — Scrutin : intervient ; prend acte de la déclaration du Ministre de l'Intérieur relative à l'égalité entre les rôles linguistiques au Conseil d'Etat ; p. 874 (20 mars 1962).

Projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 916 (22 mars 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant les investissements privés dans les pays d'outre-mer, le contrôle des investissements belges nouveaux au Congo, l'aide aux colons belges restés au Congo pour l'écoulement de leur production, la situation des biens belges abandonnés au Congo, l'émigration des Batutsi du Ruanda ; pp. 963, 964 (28 mars 1962).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 994 (29 mars 1962).

Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement. — Discussion générale. — Discours : concernant l'arbitraire ministériel institué par le pro-

Van Cauwelaert (suite).

jet, l'absence de fixation d'un délai pour la réponse à une demande d'autorisation, la limitation de la distance pour les services de transport d'élèves, le danger pour les écoles communales; dépose deux amendements; pp. 1070, 1071; fait des observations; pp. 1071, 1073, 1075; défend son deuxième amendement; p. 1075. — Discussion des articles. — Art. 2: son amendement est rejeté; p. 1076 (4 avril 1962).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Vote: intervient; p. 1121 (24 mai 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1148, 1149 (13 juin 1962).

Projet de loi étendant l'application des lois sur les pensions de réparation aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Léopoldville), du Ruanda et du Burundi. — Discussion générale. — Discours: demande que des mesures de précaution soient prises pour la sécurité des Belges au Burundi en cas de retrait des troupes belges; p. 1185 (21 juin 1962).

Interpellation de M. de la VALLEE POUSSIN au Ministre des Travaux publics. — Discussion: fait des observations; p. 121 (21 juin 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1233, 1235 (26 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours: concernant la nécessité de donner une solution aux problèmes relatifs aux rapports entre Flamands et Wallons; l'adoption des limites administratives à la frontière linguistique, la suppression de la mobilité de cette frontière, le fondement des limites administratives sur le critère linguistique, le problème de la région de Mouscron-Comines et des Fourons, l'avis du Centre Harmel, les raisons qui militent en faveur d'une adoption du projet tel que la Chambre des Représentants l'a adopté, l'incidence de l'adoption du premier projet sur la discussion du deuxième projet; pp. 1287 à 1289; fait des observations; pp. 1291, 1292, 1294, 1296, 1297 (3 juillet 1962); pp. 1305 à 1307 (4 juillet 1962); pp. 1328, 1330, 1332 à 1334, 1342, 1344, 1348 (5 juillet 1962); pp. 1357 à 1359, 1368 à 1372. — Discours: concernant l'adaptation des limites administratives en se basant sur le seul principe de l'appartenance linguistique, le caractère flamand des Fourons, la consultation des instances provinciales, les dispositions à prendre dans le domaine de l'ordre judiciaire, les facilités; pp. 1374 à 1376 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: fait des observations; pp. 1388, 1389, 1395 à 1397 (11 juillet 1962); intervient; pp. 1428, 1429, 1434, 1441, 1445 (12 juillet 1962); p. 1452 (17 juillet 1962); p. 1477. — Art. 2, 3, 4, 6: intervient; pp. 1478, 1491, 1492, 1500, 1501, 1505 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture: fait des observations; pp. 1728, 1731 à 1733. — Art. 1^{er}: fait des observations; p. 1742 (9 octobre 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 6: fait des observations; p. 1780 (10 octobre 1962).

Van Cauwenberghe, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 165. — Proposition de loi complétant l'article 118 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

N° 170. — Rapport + Annexes: Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale.

N° 261. — Rapport: Projet de loi portant déconcentration du pouvoir d'annulation du Roi.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 86 et 87 de la loi communale. — Discussion générale. — Discours: concernant la portée du projet de loi, la progression du nombre d'annulations d'actes communaux, la nécessité d'une déconcentration du pouvoir d'annulation, la limitation du pouvoir d'annulation confié aux gouverneurs de province; pp. 869, 870; fait des observations; pp. 871, 882 (20 mars 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi

Van Cauwenberghe (suite).

des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er}: intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné; p. 1759 (9 octobre 1962).

Vandekerckhove, sénateur coopté.

Doc. — N° 18. — Rapport + Annexes: Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962.

N° 196. — Rapport: Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

N° 265. — Rapport complémentaire: Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

N° 319. — Amendement: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours: concernant l'exécution des petites peines d'emprisonnement, l'application de la législation linguistique dans les cours et tribunaux, la loi du 30 juin 1961 en matière d'épuration, la nomination d'anciens magistrats du Congo dans les tribunaux belges; pp. 89, 90 (22 novembre 1961).

Projet de loi modifiant la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur. — Discussion générale: intervient concernant la durée des études de la licence; p. 253 (12 décembre 1961).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours: concernant la profonde modification du projet transmis par la Chambre des Représentants, la reconnaissance du droit de préemption du fermier, les législations étrangères en la matière; les principales modifications au texte transmis par la Chambre notamment en matière de vente publique, la simplification de la procédure, la sanction, l'interdiction pour le fermier acquéreur d'aliéner le bien acquis pendant une période de cinq ans; pp. 1222 à 1224; concernant l'assujettissement de la subrogation à un droit fixe d'enregistrement; p. 1225; concernant l'élimination de fait des intermédiaires; p. 1226. — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1230 à 1238 (26 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours: concernant l'existence du souci du bilinguisme en Belgique, la lutte pour la réalisation des droits élémentaires flamands, l'incompréhension des milieux centralisateurs, l'unilinguisme en Flandre, la réalisation de l'unité culturelle flamande, le rejet du principe du bilinguisme généralisé en 1932, les travaux du Centre Harmel, le caractère politique de la question, le rôle de Bruxelles, la méfiance des Flamands; pp. 1340 à 1343 (5 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}: intervient; p. 1459 (17 juillet 1962). — Art. 2: intervient, retire son amendement; pp. 1489, 1490 (18 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture: fait des observations; p. 1732. — Art. 1^{er}: intervient; pp. 1738, 1754 (9 octobre 1962).

Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale: fait des observations; p. 1544 (24 juillet 1962).

Vandenberghe, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Doc. — N° 8. — Rapport + Annexe: Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962.

N° 286. — Amendements: Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Vandenbergh (suite).

N° 317. — Amendements : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'augmentation du budget, l'équilibre linguistique à la gendarmerie, la modernisation de l'équipement, l'amélioration du logement des gendarmes ; pp. 30, 31 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'augmentation du budget des classes moyennes, la concurrence faite par les « discount houses », la politique du crédit aux classes moyennes, les lacunes de la loi du 24 mai 1959, l'octroi du bénéfice de la loi De Taeye aux classes moyennes ; pp. 185, 186 ; fait des observations ; p. 194 (30 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le charroi et l'armement de l'armée, les effectifs et le moral de l'armée, la situation linguistique, le nombre d'officiers d'expression néerlandaise admis à l'école de guerre, le nombre de généraux flamands ; pp. 234, 235 (7 décembre 1961).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1423 à 1426, 1430 (12 juillet 1962). — Art. 2 : intervient, retire son amendement ; p. 1480. — Art. 4 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1494. — Art. 8 : retire son amendement ; p. 1506. — Art. 3 : retire ses amendements ; p. 1507 (18 juillet 1962).

Vandenbussche, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Ann. — Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale. — Discours : concernant les problèmes financiers des communes rurales notamment en matière d'additionnels à l'impôt foncier ; pp. 529, 530 (30 janvier 1962).

Van den Storme, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Ann. — Motion d'ordre de M. VAN BUGGENHOUT. — Intervient ; pp. 260, 261 (12 décembre 1961).

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 309, 314, 315 (14 décembre 1961). — Discours : concernant la rentabilité des travaux publics, leur justification économique, la diminution du rendement du personnel des travaux publics par suite des modifications des programmes de travaux, la route E 3 ; pp. 352 à 354 ; fait des observations ; p. 356 (19 décembre 1961).

Ordre des travaux. — Intervient ; pp. 260, 261 (12 décembre 1961). — Fait des observations ; p. 1339 (5 juillet 1962).

Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1411 (12 juillet 1962).

Vandeputte, sénateur coopté.

Doc. — N° 52. — Rapport : Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962.

N° 159. — Rapport : Projet de loi modifiant l'article 53^{ter} de la loi du 4 août 1930 relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

N° 166. — Proposition de loi relative aux allocations familiales pour travailleurs indépendants.

N° 189. — Rapport : Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement.

Vandeputte (suite).

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 115 (23 novembre 1961). — Discours : concernant la sécurité sociale des travailleurs indépendants, les allocations familiales pour indépendants, l'assurance maladie-invalidité pour indépendants ; pp. 123, 124 (28 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 180, 187 (30 novembre 1961).

Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique des transports ; les problèmes des chemins de fer : charge des pensions et tarifs des abonnements ; les transports par route, les ports ; pp. 452, 453 ; fait des observations ; pp. 457, 458 (23 janvier 1962) ; p. 472 (24 janvier 1962).

Projet de loi modifiant l'article 53^{ter} de la loi du 4 août 1930 relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés. — Discussion générale : intervient concernant l'amendement adopté par la commission ; p. 1037 (3 avril 1962).

Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement. — Discussion générale. — Discours : demande au Sénat d'approuver le projet ; p. 1039 ; fait des observations ; p. 1288 (3 juillet 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1288 (3 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 15 : fait des observations ; p. 1829 (11 octobre 1962).

Vander Bruggen, sénateur de l'arrondissement d'Audenaarde-Alost, secrétaire du Sénat.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu secrétaire du Sénat ; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 27 (16 novembre 1962).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Lage de plaques indicatrices le long des routes ; pp. 157, 158 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le développement considérable des grands magasins, le problème de la pension des indépendants, les répercussions de la loi du 15 juillet 1960 interdisant l'accès aux salles de danse aux mineurs de moins de 18 ans, l'assouplissement de cette loi ; pp. 186, 187 (30 novembre 1961).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 15 : fait des observations ; p. 1823 (11 octobre 1962).

Vandermeulen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Ann. — Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée de la proposition ; p. 51 (21 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'inspection médicale scolaire, le problème des enfants handicapés, l'insuffisance de l'intervention des pouvoirs publics, la lutte contre le cancer, l'organisation de centres de diagnostic ; pp. 813, 814 (13 mars 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1447 (12 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient concernant un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).

Vandermeulen (suite).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le retard dans la discussion du budget ; l'enseignement spécial, les normes de la population scolaire, les classes d'orientation, le mécontentement de certains enseignants, la modification du traitement des instituteurs communaux et libres, une certaine catégorie de professeurs d'éducation physique, les écoles de musique de deuxième catégorie, l'éducation dite populaire, notre organisation culturelle, les bibliothèques publiques, la nécessité d'une expansion culturelle dans les cantons de l'Est, l'enseignement dans cette région ; pp. 1518 à 1520 (19 juillet 1962).

Vandervelde (Mme). — V. Beeckman (Mme - Vve Vandervelde).**Van Doninck, sénateur provincial d'Anvers.**

Ann. — Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation économique dans la région de la Campine du Sud et le Hageland, la construction d'un collecteur de Mol à l'Escaut ; p. 278 (13 décembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 2 : retire son amendement ; p. 635 (8 février 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion des articles. — Art. 7 : intervient ; p. 711 (22 février 1962).

Van Elslande, Ministre, Adjoint à l'Éducation nationale et à la Culture. — (A partir du 12 juillet 1962) Ministre de la Culture, Adjoint à l'Éducation nationale.

Ann. — Interpellation de M. ORBAN « sur le fait qu'à ce jour, aucune mesure d'exécution de la loi réglementant les combats de boxe n'a été prise et que la télévision belge continue à diffuser pareils spectacles, alors que leur caractère immoral a été dénoncé par les plus hautes autorités morales et qu'ils exercent incontestablement une influence des plus pernicieuses, particulièrement sur la jeunesse ». — Discussion. — Discours : concernant l'émission par la T.V. d'actualités contenant des images de combats de boxe, la contre-propagande que pareilles émissions constituent pour la boxe ; p. 1170 (14 juin 1962).

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : exprime son opinion personnelle au sujet de l'attitude correcte du P.L.P. à la commission du pacte scolaire ; p. 1518 (19 juillet 1962) ; concernant la scission du département, l'arrêté organique relatif aux centres P.M.S., la commission spéciale du transport des élèves, la rationalisation de l'enseignement, la commission du pacte scolaire, les écoles à classe unique, les problèmes universitaires, l'étalement des candidatures, la réforme des structures de l'enseignement secondaire, l'autonomie culturelle, la politique d'expansion culturelle, les catégories de promoteurs et de dispensateurs de la culture, les conditions réelles dans lesquelles il faut pratiquer une politique culturelle belge, la prolongation des loisirs, l'accroissement des besoins culturels, les dépenses à fin culturelle, le mécénat, les conditions financières défavorables pour appliquer une politique culturelle, la construction de théâtres, la nécessité d'éveiller l'intérêt pour la culture, les problèmes de la jeunesse, une coordination entre les divers secteurs culturels, les conseils culturels ; pp. 1558 à 1561 (24 juillet 1962).

Van Hemelrijck, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 68. — Rapport : Projet de loi portant établissement du texte néerlandais du Code civil.

N° 80. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères, signée à La Haye, le 1^{er} juin 1956.

Van Hemelrijck (suite).

N° 100. — Proposition de loi relative au recrutement et à l'avancement du personnel enseignant de l'État.

N° 139. — Proposition de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 167. — Amendement : Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962.

N° 179. — Proposition de loi réglant la saisissabilité des pensions accordées aux anciens membres des Chambres législatives.

N° 250. — Rapport intérimaire : Proposition de loi modifiant, à titre transitoire, certaines dispositions relatives aux traitements des magistrats et des greffiers de l'Ordre judiciaire.

N° 276. — Amendement : Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 12 (14 novembre 1961).

Interpellation au Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture « sur le message adressé par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture, M. Larock, au personnel enseignant de l'État à l'occasion du troisième anniversaire de la signature du pacte scolaire ». — Demande ; p. 65 (21 novembre 1961). — Discussion. — Discours : concernant la nécessité de définir la notion de neutralité dans l'enseignement de l'État, les notions traditionnelles de la neutralité reprises dans la première partie de la circulaire, les graves objections auxquelles donne lieu la seconde partie de la circulaire, l'introduction de la notion de libre-examen dans cette partie, l'interprétation possible de cette partie de la circulaire, les instructions données par le gouvernement français en matière de neutralité, la conception du ministre au sujet de la neutralité de l'enseignement de l'État, l'établissement de la notion de neutralité avec l'aide de la commission du pacte scolaire ; pp. 130 à 132 ; fait des observations ; pp. 133, 134 ; concernant les déclarations de MM. ROLIN et LAROCK, la consultation de la commission du pacte scolaire ; p. 135 (28 novembre 1961).

Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion : dépose un ordre du jour qui est adopté ; p. 275 (12 décembre 1961).

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1962. — Vote : justifie le vote de son groupe ; p. 322 (14 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Ajournement : propose d'ajourner la discussion au lendemain ; p. 482 (24 janvier 1962). — Discussion générale : fait des observations ; p. 495. — Discours : concernant la sécurité d'existence dans l'agriculture, la revalorisation de la fonction économique de l'agriculture, le problème des prix dans l'agriculture, notamment pour les porcs, pour le froment et les fruits et légumes, les investissements agricoles, l'adaptation de la loi sur le bail à ferme, l'incidence de l'aménagement du territoire sur l'agriculture, les problèmes sociaux des agriculteurs ; pp. 496 à 499 ; fait des observations ; p. 502 (25 janvier 1962) ; p. 594 (6 février 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations ; p. 643 (8 février 1962). — Intervient ; p. 1256 (27 juin 1962) ; p. 1680 (3 octobre 1962) ; p. 1722 (9 octobre 1962) ; p. 1845 (11 octobre 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 690, 692 (20 février 1962).

Projet de loi autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique-Nord. — Discussion générale. — Discours : précise la position de son groupe à l'égard de l'installation de bases nucléaires ; p. 754 (1^{er} mars 1962).

Projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1962 les effets de la loi du 30 mars 1954, modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : déclare qu'il ne votera pas le projet ; estime que le problème des jetons de présence des magistrats aurait déjà dû être réglé d'une manière définitive ; p. 761 (7 mars 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Intervient concernant le souhait du groupe P.S.C. de connaître les grandes lignes du nouveau statut de l'I.N.E.P.S. avant de voter le budget ; p. 803 (13 mars 1962). — Discours : concernant l'importation d'œufs sans coquille ; p. 848 ; fait des observa-

Van Hemelrijck (suite).

- tions ; p. 858 (15 mars 1962). — Discussion des articles du tableau. — Art. 21 : retire son amendement ; p. 1067 (4 avril 1962).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 981, 983 (28 mars 1962).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 994 (29 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et employés. — Discussion générale. — Discours : formule les réserves de son groupe au sujet des règles du projet quant aux preuves de carrière avant 1945 et fait encore des réserves concernant des dispositions déjà connues du projet d'arrêté royal d'application notamment pour les travailleurs ayant subi une condamnation pour leur conduite sous l'occupation ; pp. 1004, 1005 ; fait des observations ; pp. 1007, 1008 (29 mars 1962).
- Projet de loi reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1021 (29 mars 1962).
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : concernant le souci du P.S.C. d'éviter une étatisation de l'éducation physique, le concept de la neutralité, les expropriations exagérées qui sont faites lors de la création de chaque nouvel établissement d'enseignement de l'Etat, la promesse de réforme du département de l'Education nationale, la constitution d'une commission spéciale chargée d'examiner les problèmes de la jeunesse, les attributions de l'organisme qui se substituera à l'I.N.E.P.S. ; pp. 1040, 1041 ; fait des observations ; p. 1054 (3 avril 1962).
- Projet de loi relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement. — Discussion générale. — Discours : concernant le caractère d'avantage social d'un transport gratuit d'élèves organisé par une commune ; pp. 1072, 1073 (4 avril 1962).
- Projet de loi établissant le texte néerlandais de certains articles du Code civil. — Discussion générale : intervient ; rappelle la portée du projet ; p. 1089 (12 avril 1962).
- Interpellation au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie « sur la mesure prise par lui, le 7 avril 1962, réglementant les prix des pommes de terre de consommation ». — Discussion. — Discours : concernant la portée de l'arrêté fixant des prix maxima pour la vente de pommes de terre, la contradiction entre cette mesure et la déclaration gouvernementale, les conséquences d'un long hiver en matière de prix, la répercussion sur le chiffre de l'index, les risques du stockage supportés par les agriculteurs, l'inefficacité de la réglementation ; demande le retrait de la mesure prise ; pp. 1097, 1098 ; concernant l'impossibilité d'envisager une stabilisation des prix dans l'agriculture, l'intervention du Gouvernement chaque fois que les prix des produits agricoles montent ; demande si l'arrêté sera maintenu ; p. 1101 ; demande la suspension de la mesure prise et que le Ministre entame des pourparlers avec les milieux intéressés ; p. 1102 ; dépose un ordre du jour ; p. 1102 ; fait des observations ; p. 1103 ; propose la remise du vote sur les ordres du jour après les vacances de Pâques ; retire sa proposition ; p. 1103 ; retire son ordre du jour ; p. 1104 (12 avril 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : dépose un ordre du jour ; p. 1157 (13 juin 1962) ; son ordre du jour est adopté ; p. 1165 (14 juin 1962).
- Interpellation de M. ORBAN au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Culture. — Discussion : dépose un ordre du jour qui est adopté ; p. 1171 (14 juin 1962).
- Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1225. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; retire son amendement ; pp. 1231, 1233, 1234 (26 juin 1962) ; p. 1253 (27 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1294 (3 juillet 1962) ; pp. 1309,

Van Hemelrijck (suite).

- 1310 (4 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1437 (12 juillet 1962) ; au nom de son groupe, marque son accord sur la proposition de M. le PRESIDENT ; p. 1468 (17 juillet 1962) ; intervient ; p. 1476 (18 juillet 1962). — Ajournement : intervient ; p. 1592 (25 juillet 1962). — Discussion des articles en seconde lecture. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1755 ; intervient au sujet d'un premier vote sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement à l'article 1^{er} à l'occasion duquel plusieurs appareils de vote n'ont pas fonctionné ; p. 1759 (9 octobre 1962).
- Projet de loi relatif aux concessions et aux expropriations pour cause d'utilité publique, en vue de la construction des autoroutes. — Discussion générale. — Discours : concernant une coordination des dispositions légales en matière d'expropriations ; p. 1412 (12 juillet 1963).
- Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le discours du premier ministre, la notion de la neutralité et la circulaire de M. LAROCK, le travail de la commission du pacte scolaire ; la désignation, la nomination et la promotion dans l'enseignement ; la réorganisation du département, les centres P.M.S., les expropriations pour nouveaux établissements scolaires, le transport des élèves, la nécessité d'une rationalisation dans tous les secteurs de l'enseignement, les petites écoles rurales ; pp. 1516, 1517 (19 juillet 1962) ; fait des observations ; pp. 1546, 1550, 1551 (24 juillet 1962).
- Ajournement. — Remercie M. le PRESIDENT et formule des vœux de bonnes vacances ; p. 1629 (25 juillet 1962).
- Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 4 : fait des observations ; p. 1709 (4 octobre 1962). — Art. 34 : intervient ; p. 1878 (16 octobre 1962).

Van Hoeylandt, sénateur provincial de Flandre Orientale.

- Ann. — Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 815 (13 mars 1962) ; p. 821 (14 mars 1962).
- Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1129 (12 juin 1962).

Van Houtte, sénateur coopté.

- Doc. — N° 43. — Rapport + Annexes : Projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre.
- N° 55. — Amendements au texte adopté par la commission : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs.
- N° 76. — Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 27 mars 1957, relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre.
- N° 366. — Rapport + Annexes : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- Ann. — Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 (réservé) : propose l'ajournement du vote ; pp. 182, 183 (30 novembre 1961).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24-5 : intervient ; p. 399 (20 décembre 1961).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 540, 541 (31 janvier 1962).
- Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion des articles du projet. — Art. 15, 16 : intervient ; p. 653 (14 février 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce

Van Houtte (suite).

qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 698, 699 (22 février 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 982, 983 (28 mars 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1662, 1673, 1682 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er}, 2 et 4 : intervient ; pp. 1700 à 1704, 1709 (4 octobre 1962). — Art. 6, 7 et 11 : intervient ; pp. 1767 à 1771, 1774, 1775, 1777, 1782, 1786 à 1792, 1798, 1801, 1802 (10 octobre 1962). — Art. 13, 15, 17, 18, 21, 22, 23, 29, 35, 56, 76 (nouveau) : intervient ; pp. 1806, 1814, 1815, 1824, 1842, 1844, 1848, 1860, 1864, 1865, 1869, 1876, 1881, 1882, 1905, 1906, 1912, 1913. — Vote : justifie son vote ; p. 1920 (16 octobre 1962).

Van In, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 154. — Proposition de loi tendant à accorder aux licenciés en éducation physique le bénéfice des lois des 8 avril 1884 et 18 mai 1912 en vue de l'octroi d'années de service supplémentaires pour le calcul de la pension.

N° 344. — Rapport : Projet de loi autorisant le Roi à réglementer le poids du pain.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la reconstruction du pont sur le canal de Bruxelles au Rupel à Tiselt, les inondations de la Nèthe ; p. 313 (14 décembre 1961).

Van Laeys, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Doc. — N° 203. — Amendements : Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

N° 392. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

N° 410. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'abus des crédits supplémentaires, l'équilibre du budget, les dépenses dues au pacte scolaire, la protection de l'épargne ; pp. 386, 387 (20 décembre 1961).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion générale. — Discours concernant l'exclusion des terres à bâtir du droit de préemption, l'intervention du juge de paix ; p. 1224. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 1232, 1234 (26 juin 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant l'injustice de la globalisation de tous les revenus pour celui qui travaille et épargne, la charge des additionnels communaux pour celui qui a converti son épargne en biens immeubles, les exemples donnés dans la brochure « Finances publiques et réforme fiscale », la pénalisation de l'effort de l'épargnant, le problème de la déductibilité ; pp. 1686 à 1689. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient ; p. 1709 (4 octobre 1962). — Art. 11 : intervient ; p. 1810 (11 octobre 1962). — Art. 17 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 1846 à 1849 (11 octobre 1962). — Art. 48 : intervient ; p. 1896 (16 octobre 1962).

Verhaest, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 48. — Rapport : Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962.

N° 194. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut National de l'Education Physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 314 (14 décembre 1961).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; p. 683 (22 février 1962).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le retard dans la discussion du budget, les vaccinations anti-varioliques, le prix de la journée d'entretien dans les institutions de psychiatrie, les aides familiales ; pp. 809, 810 (13 mars 1962) ; concernant les questions relatives à l'I.N.E.P.S. qu'il avait posées au ministre en commission ; p. 820 (14 mars 1962) ; fait des observations ; pp. 840, 853 (15 mars 1962).

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'Education physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives. — Discussion générale. — Discours : formule des réserves concernant le transfert de l'I.N.F.P.S. ; concernant l'installation d'une commission spéciale pour l'étude des problèmes de la jeunesse, la portée du projet ; pp. 1038, 1039 (3 avril 1962).

Interpellation de M. ORBAN au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Culture. — Discussion. — Discours : concernant les mesures prises en Belgique, par les organisateurs et soigneurs depuis 1958, les accidents qui se produisent dans d'autres sports ; pp. 1166, 1167 (14 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1341 (5 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; p. 1387 (11 juillet 1962).

Validation des pouvoirs de M. MARTENS. — Donne lecture de son rapport ; pp. 1735, 1736 (9 octobre 1962).

Vermeulen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Ministre de la Justice.

Ann. — Décès. — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire du vicomte Van de Vyvere, Ministre d'Etat et de MM. Grootjans, Gob et Clays, anciens sénateurs ; pp. 4, 5 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : répond aux deux premiers orateurs ; traite notamment de l'exécution des petites peines, de la situation linguistique dans les tribunaux, de la dernière loi relative à l'épuration, de la nomination d'anciens magistrats du Congo, de la détention préventive, des traitements des magistrats, des délits d'ivresse au volant ; pp. 91 à 93 (22 novembre 1961) ; fait des observations ; pp. 106, 107 (23 novembre 1961). — Discours : répond aux orateurs et traite notamment de l'application de la loi du 30 juin 1961, de la nomination de magistrats coloniaux, de la mise en liberté de condamnés politiques, de la réforme judiciaire, de la procédure dirigée, de la police judiciaire de Gand, des traitements des magistrats et des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, de la détention préventive, du projet de loi relatif à la réhabilitation, de la protection de l'enfance, de la rédaction des textes législatifs, de la délinquance juvénile ; pp. 158 à 161 ; répond à M. DIEPENDAELE ; pp. 161, 162 (29 novembre 1961).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 (réservé) : intervient ; pp. 182, 183 (30 novembre 1961).

Projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient ; pp. 200, 201 (5 décembre 1961).

Vermeulen (suite).

- Ordre des travaux. — Intervient ; p. 261 (12 décembre 1961).
Estime qu'il faut accéder à la demande de M. HARMEGNIES ; p. 796 (7 mars 1962).
- Projet de loi relatif à la naturalisation. — Discussion générale. — Discours : concernant la durée de la résidence en Belgique prévue à l'article 1^{er} ; p. 672 (14 février 1962).
- Interpellation de M. ROOSENS « sur la convention entre la Belgique et la Norvège, relative à l'installation d'un Bureau médical norvégien à Anvers, l'activité de ce bureau, la suspension, décidée par M. le Procureur du Roi d'Anvers, de l'instruction judiciaire ouverte à la suite de la plainte portée par le Cercle médical d'Anvers, le Syndicat général des Médecins de Belgique et l'Association belge d'Odontologie contre les membres du personnel du Bureau médical norvégien d'Anvers ». — Demande. — Discours : croit que l'interpellation est devenue superflue, étant donné qu'il a fait les démarches demandées par l'interpellant ; p. 759 (7 mars 1962).
- Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux. — Renvoi en commission. — Intervient ; demande le renvoi à la commission de la Justice, de nombreux amendements ayant été déposés ; p. 759 (7 mars 1962).
- Projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1962 les effets de la loi du 20 mars 1954 modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : répond à M. VAN HEMELRIJCK et annonce que le problème sera réglé avant le 1^{er} juillet 1962 ; p. 761 (7 mars 1962).
- Projet de loi reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la publication des lettres dont a parlé M. HOUSIAUX, la nécessité de fait d'un certain concours de volontés ; pp. 1020, 1021 (29 mars 1962).
- Projet de loi tendant à conférer des attributions de police judiciaire à certains agents du Comité supérieur de contrôle. — Discussion générale : intervient ; p. 1082 (12 avril 1962).
- Projet de loi relatif à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire. — Discussion générale. — Discours : concernant l'attribution de compétence au tribunal de Bruxelles, l'exclusion de la constitution de partie civile devant d'autres juridictions ; p. 1083. — Discussion des articles. — Art. 16 : intervient ; p. 1087 (12 avril 1962).
- Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient ; p. 1117. — Art. 11 : fait des observations ; p. 1118 (24 mai 1962).
- Interpellation de M. ORBAN au Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de la Justice et au Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Culture. — Discussion. — Discours : concernant la jurisprudence en matière de poursuites pénales pour des blessures résultant de combats de boxe, l'application de la nouvelle loi par la justice ; pp. 1169, 1170 ; concernant l'attention que les parquets accordent aux problèmes des combats de boxe ; précise avec quelles réserves le Gouvernement accepte l'ordre du jour ; p. 1171 (14 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 496, 510, 524, deuxième alinéa, 583, 595, deuxième alinéa, 601 et 607 du Code de commerce et les articles 25, 27 et 28 deuxième alinéa, des lois sur le concordat judiciaire coordonnées le 25 septembre 1946. — Discussion générale. — Discours : demande le rejet d'un amendement adopté par la commission et dépose un amendement verbal ; p. 1190 (21 juin 1962).
- Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps. — Discussion générale. — Discours : concernant les raisons d'ordre social et de protection morale de la société qui ont motivé l'adoption du projet par la Chambre des Représentants ; p. 1193 ; concernant l'unanimité de la commission de la Justice de la Chambre des Représentants sur la disposition nouvelle qui a été introduite dans la proposition originale ; p. 1194 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les articles 130 et 135 du Code d'instruction criminelle. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 1201 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, en ce qui concerne les obligations convertibles en actions ou avec droit de souscription. — Discussion des articles : intervient concernant quelques modifications de forme ; p. 1201 (21 juin 1962).
- Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi

Vermeulen (suite).

- des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations ; pp. 1456, 1464, 1467 (17 juillet 1962). — Art. 11 : fait des observations ; p. 1507 (18 juillet 1962).
- Projet de loi portant statut de l'hôtellerie. — Discussion des articles. — Art. 5 : fait des observations ; p. 1576 (25 juillet 1962).
- Projet de loi créant un tribunal de police dans l'arrondissement judiciaire de Mons. — Discussion générale. — Discours : répond à M. OBLIN ; p. 1582 (25 juillet 1962).
- Ajournement. — S'associe aux vœux formulés par MM. GIL-LON, ROLIN, VAN HEMELRIJCK et DIEPENDAELE ; p. 1630 (25 juillet 1962).

Versé, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc. — N° 122. — Amendement : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers.
- N° 128. — Amendement : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers.
- N° 156. — Rapport : Projet de loi rouvrant le délai de déclaration des créances de la Banque d'Emission à Bruxelles.
- N° 377. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 378. Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 379. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 380. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 401. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- N° 402. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.
- Ann. — Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 27 (16 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant les retards considérables apportés par la commission supérieure des pensions à statuer sur les appels portés devant elles ; p. 130 (28 novembre 1961).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème du reclassement des magistrats de l'ex-Congo Belge ; pp. 156, 157 (29 novembre 1961).
- Projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 200, 201 (5 décembre 1961).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 216 (5 décembre 1961).
- Evénements du Katanga. — Dépose une proposition de résolution ; p. 252 (12 décembre 1961).
- Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Ruanda-Urundi. — Discussion : fait des observations ; p. 273 (12 décembre 1961).
- Projet de loi modifiant le titre IV, chapitre V, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. — Discussion générale : fait des observations ; p. 524. — Discours : motive son opposition au projet ; p. 530 (30 janvier 1962).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours : concernant les répercussions des nouveaux revenus cadastraux sur l'impôt complémentaire personnel, l'avis exprimé par M. DEQUAE lors de la discussion de la loi du 14 juillet 1955, les incidences financières du côté des provinces et des communes, la conversion des centimes additionnels, la modification apportée à l'article 52 des

Versé (suite).

lois coordonnées, l'inégalité entre la situation du locataire commerçant et celle du propriétaire qui affecte son immeuble à l'exercice de sa profession ; pp. 686 à 688 ; fait des observations ; p. 690 (20 février 1963) ; pp. 696, 698. — Discussion des articles. — Art. 6 : intervient, les points a) et b) de son amendement subsidiaire sont rejetés ; pp. 706, 708. — Intervient, son amendement tendant à l'insertion d'un article 6bis (nouveau) est rejeté ; p. 710 (22 février 1962).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1962. — Crédits : Affaires étrangères. — Interpellation de M. MOREAU de MELEN au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères. — Discussion générales jointes : fait des observations ; p. 906 (21 mars 1962).

Projet de loi relatif aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant, en vue de promouvoir l'équilibre linguistique dans la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives. — Vote : justifie son vote ; p. 934 (22 mars 1962).

Projet de loi relatif au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient concernant une modification de forme ; p. 1118 (24 mai 1962).

Interpellation de M. LAHAYE au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Discussion. — Discours : concernant le problème social que pose l'affectation du personnel de l'ancien département des Affaires africaines ; p. 1210 (21 juin 1962).

Interpellation de M. de la VALLEE POUSSIN au Ministre des Travaux publics. — Discussion : fait des observations ; pp. 1217 à 1219 (21 juin 1962).

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : fait des observations, son amendement est rejeté ; pp. 1234, 1235 (26 juin 1962).

Projet de loi établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : son amendement est rejeté ; p. 1578 (25 juillet 1962).

Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Vote : justifie son vote ; p. 1605 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1710 à 1712 (4 octobre 1962). — Art. 6 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 1774, 1777, 1780, 1781. — Art. 8 : retire ses amendements ; p. 1783. — Art. 11 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1785, 1786, 1798, 1799, 1801 (10 octobre 1962). — Art. 15 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1814, 1822 à 1825. — Art. 16 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 1833 à 1836 (11 octobre 1962). — Art. 21 : intervient, deux de ses amendements sont rejetés, un de ses amendements, complété par un amendement de M. PAIRON, est adopté ; pp. 1860 à 1862. — Art. 22 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1866. — Art. 29 : intervient ; p. 1875. — Art. 35 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1880. — Art. 48 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 1896, 1897. — Art. 52 : intervient ; pp. 1899, 1900. — Art. 56 : intervient ; p. 1905. — Art. 66 : retire son amendement ; p. 1909. — Art. 76 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1912, 1913. — Art. 87 : intervient, retire son amendement ; pp. 1915, 1917 (16 octobre 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Vote : justifie son vote ; pp. 1760, 1761 (9 octobre 1962).

Verspeeten, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Ann. — Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1130, 1131 (12 juin 1962).

Vinet, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment ; p. 694 (22 février 1962).

Vreven, sénateur coopté.

Doc. — N^o 383. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

N^o 397. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

N^o 411. — Amendements : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 78, 79 (22 novembre 1961).

Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion : fait des observations ; pp. 190, 191 (30 novembre 1961).

Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant le problème des crédits supplémentaires, les dépenses nouvelles sans recettes correspondantes, l'inefficacité du contrôle des dépenses de l'Etat, l'absence d'un contrôle parlementaire réel sur la manière dont les dépenses sont effectuées, les avis de MM. ROLIN et HUYSMANS à ce sujet ; l'augmentation des dépenses de l'Etat, l'estimation des recettes, l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, de l'assurance chômage et de la S.N.C.B., le financement de la majoration des pensions, l'alourdissement de la fiscalité, la promotion de l'expansion économique ; pp. 344 à 348 (19 décembre 1961) ; fait des observations ; pp. 388, 389 (20 décembre 1961).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale. — Discours : concernant l'ampleur de la tâche de l'Administration du Cadastre, la moins-value budgétaire entraînée par l'application du projet, l'insuffisance de l'adaptation du taux de la contribution foncière, la moyenne de la contribution nationale de crise, les coefficients de péréquation, les aggravations résultant de la fiscalité des pouvoirs locaux, l'incidence de la péréquation cadastrale à l'impôt complémentaire personnel et sur la taxe professionnelle, le report de l'application de la nouvelle loi à 1963, l'intégration du projet dans la réforme fiscale ; pp. 681 à 684 ; fait des observations ; p. 691 (20 février 1962) ; pp. 696, 697, 700. — Discussion des articles. — Art. 3, 4 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 703, 709. — Art. 6 : fait des observations, ses amendements principal et subsidiaire sont rejetés ; pp. 705, 707. — Intervient, son amendement tendant à l'insertion d'un article 6bis (nouveau) est rejeté ; p. 711 (22 février 1962).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1004 (29 mars 1962).

Interpellation de M. VAN HEMELRIJCK au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie. — Discussion : dépose un ordre du jour ; p. 1101. — Discours : concernant le dépôt d'un ordre du jour par le groupe P.L.P., la politique de l'index menée par le Gouvernement, l'importance des prix dans la politique agricole ; p. 1102 ; son ordre du jour est rejeté ; p. 1104 (12 avril 1962).

Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : concernant la diminution du nombre de demandes de pension prématurée à la suite de la loi unique, la suspension de la réduction de 7 p.c. appliquée aux pensions prématurées, l'incidence budgétaire du projet, les pouvoirs spéciaux demandés dans le projet ; p. 1618 ; fait des observations ; pp. 1619, 1620 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant le travail fourni par la commission des Finances, le grand nombre de modifications apportées au projet par la commission, la réalisation de la réforme fiscale en quatre temps, le manque d'étude et de préparation préalables au dépôt du projet de loi en cause, l'opposition au projet, la taxation des revenus de carnets

Vreven (suite).

d'épargne, les effets de la réforme sur le revenu cadastral, le rétablissement du cumul des revenus des époux, la suppression de la déductibilité des impôts, la fixation à 50 p.c. de la limite absolue de la charge fiscale, l'augmentation de la fiscalité par la dépréciation de la monnaie, la taxation des sociétés, l'incidence néfaste de la réforme sur l'autofinancement des petites et moyennes entreprises, la prétendue simplification, l'assainissement des finances ; déclare que le projet de réforme fiscale est inacceptable ; pp. 1645 à 1649 (2 octobre 1962) ; fait des observations ; p. 1677 ; intervient ; p. 1681 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 4 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1707, 1708. — Art. 5 : son amendement est rejeté ; pp. 1714, 1715 (4 octobre 1962). — Art. 6 : intervient ; son amendement est rejeté ; pp. 1775 à 1780. — Art. 7 : intervient ; p. 1782. — Art. 9 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1783, 1784. — Art. 11 intervient ; pp. 1786, 1788, 1798 (10 octobre 1962). — Art. 15 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 1814, 1822, 1824, 1827. — Art. 16 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1832, 1833, 1837. — Art. 17 : intervient ; p. 1844. — Art. 18 : intervient, retire son amendement ; pp. 1847, 1848 (11 octobre 1962). — Art. 20, 21, 35 : intervient ; pp. 1852, 1853, 1856, 1862, 1883. — Art. 41 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1889, 1890. — Art. 48 : intervient ; pp. 1895, 1896. — Art. 52 : son amendement est rejeté ; p. 1900. — Art. 55 : son amendement est rejeté ; p. 1903 (16 octobre 1962).

W**Warnant, sénateur provincial de Brabant, troisième vice-président du Sénat.**

Doc. — N° 110. — Amendements : Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu troisième vice-président du Sénat ; p. 3 (14 novembre 1961).

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 20, 25 (16 novembre 1961).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 31 (16 novembre 1961).

Bench. — Conseil interparlementaire consultatif : devient membre suppléant ; p. 50 (21 novembre 1961).

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la recherche appliquée, la recherche spatiale, l'insuffisance des crédits attribués à l'I.R.S.I.A. ; p. 170 ; fait des observations ; p. 172 (29 novembre 1961).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la majoration des crédits pour le département, la répartition de la subvention prévue pour divers centres d'assistance technique, l'O.P.E.M., le budget du Comité national de formation et de perfectionnement professionnels, la refonte du système d'apprentissage, la connaissance des besoins fondamentaux des classes moyennes, la majoration des cotisations des indépendants au régime d'allocations familiales, la pension des indépendants, l'évolution vers un système de pension unique généralisée ; l'abolition de la concurrence déloyale, le rétablissement de l'égalité fiscale, l'aide aux petites et moyennes entreprises ; pp. 178 à 180 ; fait des observations ; pp. 180, 181, 192 à 194 (30 novembre 1961).

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées. — Discussion générale. — Discours : concernant l'état satisfaisant de notre évolution économique, le problème des investissements, l'incidence de la fiscalité dans ce domaine, l'évolution de la démographie et des besoins de main-d'œuvre, l'importance des investissements effectués en Belgique, l'impératif de croissance de l'économie, les exemples étrangers repris dans l'exposé des motifs du projet, l'inspiration socialiste du projet, l'avis de M. Fraeys, l'abandon par l'État du rôle supplétif ou de coordination dans lequel il devrait se cantonner, les déclarations faites en mars 1959 par M. Scheyven lors d'un congrès du P.S.C., le projet de loi déposé sous le gouvernement Eyskens, la formule préconisée par le professeur Masoin, les causes d'un manque d'investissements du secteur privé, l'assouplissement des arrêtés de 1935, le monopole de l'« investment banking » dont jouiraient

Warnant (suite).

en fait des sociétés d'investissement, la nécessité de mettre sur un pied d'égalité les secteurs public et privé ; pp. 604 à 606, 608 à 611 (7 février 1962) ; fait des observations ; pp. 624, 627, 629. — Discussion des articles du projet. — Art. 1^{er} : intervient ; pp. 631, 632. — Art. 2 : intervient, retire son amendement ; p. 635 (8 février 1962). — Discussion des articles des statuts. — Art. 12 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 659 (14 février 1962).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 686 à 688 (20 février 1962).

Interpellation de M. VANAUDENHOVE au Premier Ministre. — Discussion. — Discours : concernant les réalisations du Gouvernement dans le domaine économique, la création du directoire charbonnier, le retard dans la mise en œuvre de la loi sur les sociétés d'investissement, la réticence des secteurs public et privé à participer à la formation du capital de la société nationale d'investissement, la politique du Gouvernement en matière énergétique, l'approvisionnement du pays en charbons à usage domestique, la question de la formation des prix, la manipulation de l'index ; la recherche scientifique, la politisation dans ce domaine ; pp. 1138 à 1141 (12 juin 1962).

Interpellation de M. DESCAMPS au Ministre de la Défense nationale. — Discussion : fait des observations ; p. 1177 (14 juin 1962).

Ordre des travaux. — Intervient ; regrette que le projet de loi sur la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière doive se discuter si rapidement, en fin de session ; p. 1545 (24 juillet 1962).

Projet de loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière. — Discussion générale. — Discours : concernant les fermetures de charbonnages, une subvention en faveur des charbonnages les moins marginaux, l'imposition d'une charge supplémentaire à l'économie tout entière, le mode de répartition des subsides aux charbonnages, l'assainissement de l'industrie charbonnière ; pp. 1594, 1595 ; fait des observations ; p. 1599 (25 juillet 1962).

Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de marchandises. — Discussion générale. — Discours : émet de sérieuses critiques à l'égard du texte tel qu'il est présenté ; concernant la portée réelle de l'article 7, le risque d'arbitraire, le système néerlandais, l'omission d'abroger l'arrêté royal du 17 janvier 1955 ; pp. 1607, 1608 ; fait des observations ; p. 1609 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant l'accroissement des recettes fiscales que visait le projet, l'élévation de la fiscalité en Belgique, l'augmentation des dépenses publiques, l'absence de simplification dans la réforme, l'accroissement de la fiscalité applicable aux entreprises, le rétablissement du cumul des revenus d'époux, la suppression de la déductibilité, les mesures prévues pour lutter contre la fraude fiscale, la portée doctrinale du projet ; pp. 1666 à 1669 ; fait des observations ; pp. 1670, 1671 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 4 : fait des observations ; p. 1709 (4 octobre 1962). — Art. 13 et 16 : fait des observations ; pp. 1808, 1831, 1832 (11 octobre 1962).

Wiard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 12. — Rapport + Annexes : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs.

N° 41. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 140. — Rapport : Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1956, 1957 et 1958 et des budgets d'organismes d'intérêt public pour les années 1956, 1957 et 1958 ou pour des années antérieures.

N° 162. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 169. — Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 27 mars 1957, relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre.

N° 273. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 290. — Amendement : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière admi-

Wiard (suite).

nistrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 393. — Amendement : Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 179. — Discours : concernant l'organisation du département, le crédit professionnel, la réforme du secteur des pensions, les ventes avec primes, les ventes publicitaires à prix démarqués, les procédés de distribution des « discount houses » ou super-bazars, la vente en dessous du prix de revient, les procès en cours ; pp. 180 à 182 (30 novembre 1961).

Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1962. — Budget des Pensions pour l'exercice 1962. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1962. — Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1961 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1960 et antérieurs. — Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant le montant élevé des crédits supplémentaires, le gonflement du budget de l'Etat, la révision cadastrale et la réforme fiscale, le civisme fiscal, les traitements des fonctionnaires du ministère des Finances ; pp. 379 à 381 (20 décembre 1961).

Interpellation de M. de la VALLEE POUSSIN au Ministre des Travaux publics. — Discussion : fait des observations ; pp. 1213 à 1215. — Discours : concernant le problème des tours, la libération du sol, la rentabilité, le dépeuplement des communes de première ceinture au profit des communes de deuxième ou troisième ceinture, la construction d'une tour à la porte de Namur ; p. 1216 (21 juin 1962).

Ordre des travaux. — Fait des observations ; p. 1253 (27 juin 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant la suppression du recensement linguistique, la prédominance du territorialisme dans le projet en cause, la scission des projets linguistiques ; pp. 1373, 1374 (10 juillet 1962). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : intervient ; p. 1437 (12 juillet 1962).

Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : demande quelle sera la conséquence de l'application du projet sur les pensions des sous-officiers de carrière ; p. 1617 ; fait des observations ; p. 1619 (25 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme de l'impôt sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : concernant l'indexation, les possibilités d'expansion économique contenues dans le projet, le système d'amortissement dégressif, le régime de taxation des plus-values, l'imposition des bénéfices distribués des capitaux à risque le régime des provisions pour créances douteuses, l'impôt spécifique sur les bénéfices des sociétés, l'attribution de tous revenus mobiliers bruts d'impôts ; pp. 1669 à 1672 (3 octobre 1962). — Discussion des articles. — Art. 11 : fait des observations ; p. 1788 (10 octobre 1962). — Art. 15 : intervient, son amendement est adopté ; p. 1825 (11 octobre 1962).

Wibaut (Mlle), sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. — N° 41. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Wibaut (Mlle) (suite).

N° 136. — Rapport : Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949.

N° 162. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 273. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 281. — Amendements : Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'hospitalisation des vieillards souffrant de maladies chroniques, le problème des frais de fonctionnement des établissements spécialisés pour cette hospitalisation, une intervention de l'assurance maladie-invalidité, l'organisation des soins à domicile, la situation du personnel infirmier, le service 900, les subsides aux services familiaux, les autorisations du cumul médico-pharmaceutique, la diminution du subside à l'O.N.E. ; pp. 829, 830 (14 mars 1962).

Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1480, 1481. — Art. 4 : retire son amendement ; p. 1494 (18 juillet 1962).

Projet de loi portant réforme des impôts sur les revenus. — Vote : justifie son vote ; p. 1920 (16 octobre 1962).

Willems, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la protection des gendarmes de la police routière contre les accidents, l'utilisation de véhicules automobiles rapides au lieu de motocyclettes, l'octroi de l'intervention dans les cotisations de mutualiste libre versées par les gendarmes pensionnés ; pp. 32, 33 ; concernant l'octroi de voitures rapides à la police de la route ; p. 36 (16 novembre 1961).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'un bon moral au sein des unités en Allemagne, la suppression des exemptions de service militaire, le logement des familles de militaires en Allemagne, l'enseignement en Allemagne, l'armement de notre armée, les langues à l'armée ; pp. 217, 218 (5 décembre 1961).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1962. — Discussion générale. — Discours : concernant l'importance des crédits alloués au Ministre de l'Agriculture, l'exportation de produits de première qualité, la nécessité d'un contrôle du département sur les produits agricoles, les problèmes du bail à ferme et du remembrement ; pp. 566, 567 (31 janvier 1962).

Wyn, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 321. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 12 avril 1960 portant création d'un Fonds social pour les ouvriers diamantaires.

Ann. — Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1962. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1519 (19 juillet 1962).